



Miser sur nos succès

Rapport annuel 2004

Présentation annuelle



Banque Européenne
pour la Reconstruction et le Développement

La Banque européenne pour la reconstruction et le développement investit dans les banques et entreprises essentielles au renforcement de l'économie de marché dans 27 pays, de l'Europe centrale à l'Asie centrale. Son capital est détenu par 60 gouvernements et deux institutions internationales.

Les investissements de la BERD, qui concernent quasiment toutes les catégories d'entreprises et d'institutions financières, prennent essentiellement la forme de prêts et de prises de participation. Ils doivent faire progresser la transition vers l'économie de marché et observer les normes de gouvernance les plus élevées. La BERD ne s'implique pas dans des projets susceptibles d'être financés dans les mêmes conditions par le secteur privé. Pour soutenir ses activités d'investissement, elle maintient le dialogue avec les gouvernements pour promouvoir l'état de droit et la démocratie.

Lettre de transmission aux gouverneurs

Londres, le 8 mars 2005

Conformément à l'Article 35 de l'Accord portant création de la Banque et à la Section 11 de son règlement général, le présent Rapport annuel de la Banque pour 2004 est présenté au Conseil des gouverneurs par le Conseil d'administration.

Le Rapport annuel comprend les comptes annuels approuvés et vérifiés qui doivent être présentés conformément à l'Article 27 de l'Accord et à la Section 13 du Règlement général. Il contient également un résumé des fonds spéciaux, conformément à l'Article 10 de l'Accord portant création de la Banque, ainsi qu'une analyse de l'impact des opérations de la Banque sur l'environnement, conformément aux dispositions de l'Article 35 de l'Accord.

Président

Jean Lemierre

Administrateurs

Konstantin Andreopoulos
Scott Clark
Jos de Vries
Susumu Fujimoto
Laurent Guye
Sven Hegelund
Ib Katznelson
Igor Kovtun
Jean-Pierre Landau
Vassili Lelakis
Kalin Mitrev
Michael Neumayr
Igor Očka
Yuri Poluneev
Enzo Quattrocioche
Gonzalo Ramos
Kaarina Rautala
Simon Ray
Peter Reith
Gerd Saupe
Jean-Louis Six
Mark Sullivan
Stefanos Vavalidis

Administrateurs suppléants

Patrick Walsh
David Plunkett
Hans Sprokkreeff
Osamu Sakashita
–
Tomas Danestad
Desmond O'Malley
–
Olivier Rousseau
Carole Garnier
Tadeusz Syryjczyk
Ohad Bar-Efrat
Imre Tarafás
Stefan Presura
Ugo Astuto
León Herrera
Tor Hernæs
Jonathan Ockenden
Byung-II Kim
Peer Stanchina
Georges Heinen
–
Jose Veiga de Macedo

Table des matières

02 Introduction
2004 en chiffres
Message du Président

06 66 Asie centrale
Climat de l'investissement
Investissements de la BERD

01 08 Miser sur nos succès
Davantage d'investissements,
des projets de plus petite taille
Des financements ciblés
Établir de solides fondations
Des investissements responsables
Importance de l'intégrité

07 76 Évaluation des projets de la BERD
Évaluation des projets
Exemples d'évaluation de projets
Évaluation des opérations
de coopération technique

02 26 Europe centrale et États baltes
Climat de l'investissement
Investissements de la BERD

08 83 Passation des marchés

03 36 Europe du Sud-Est
Climat de l'investissement
Investissements de la BERD

09 85 Projets signés en 2004

04 46 CEI occidentale et Caucase
Climat de l'investissement
Investissements de la BERD

10 97 Organisation et personnel
Ressources humaines
Gouverneurs et gouverneurs suppléants
Administrateurs et administrateurs
suppléants de la BERD
Principaux responsables de la BERD
Renseignements complémentaires

05 56 Fédération de Russie
Climat de l'investissement
Investissements de la BERD

Le Rapport annuel 2004 de la BERD est constitué de deux volumes distincts : la Présentation annuelle et le Rapport financier, qui comprend les comptes annuels et les notes annexes.

Ces deux volumes sont publiés en allemand, en anglais, en français et en russe. Des exemplaires peuvent être fournis gratuitement par le Bureau des publications de la BERD :
Téléphone : +44 20 7338 7553
Télécopie : +44 20 7338 6102
Courriel : pubsdesk@ebrd.com

2004 en chiffres

4,1 milliards d'euros

engagés dans 129 projets, un niveau d'investissement record

**Engagements annuels
2000-2004**



3,4 milliards d'euros

de décaissements en 2004, soit une augmentation de plus de 60 % par rapport à l'année précédente

**Décaissements annuels bruts
2000-2004**



Répartition géographique

1,93 milliard d'euros

investis dans les pays aux premiers stades et aux stades intermédiaires de la transition

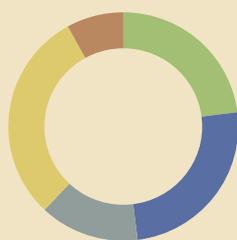
1,24 milliard d'euros

investis en Fédération de Russie

0,96 milliard d'euros

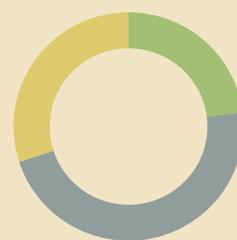
investis dans les pays aux stades avancés de la transition

Engagements par région en 2004



- Europe centrale et États baltes 23 %
- Europe du Sud-Est 25 %
- CEI occidentale et Caucase 14 %
- Fédération de Russie 30 %
- Asie centrale 8 %

Engagements selon les différents stades de la transition en 2004



- Stades avancés¹ 23 %
- Premiers stades/stades intermédiaires² 47 %
- Fédération de Russie 30 %

1 Croatie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République slovaque, République tchèque, Slovénie

2 Albanie, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, ERY de Macédoine, Géorgie, Kazakhstan, Moldova, Ouzbékistan, République kirghize, Roumanie, Serbie-et-Monténégro, Tadjikistan, Turkménistan, Ukraine

Répartition par secteur

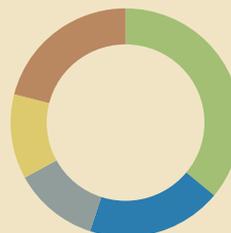
Plus d'un tiers

des investissements sont destinés à soutenir les entreprises locales par le biais d'institutions financières

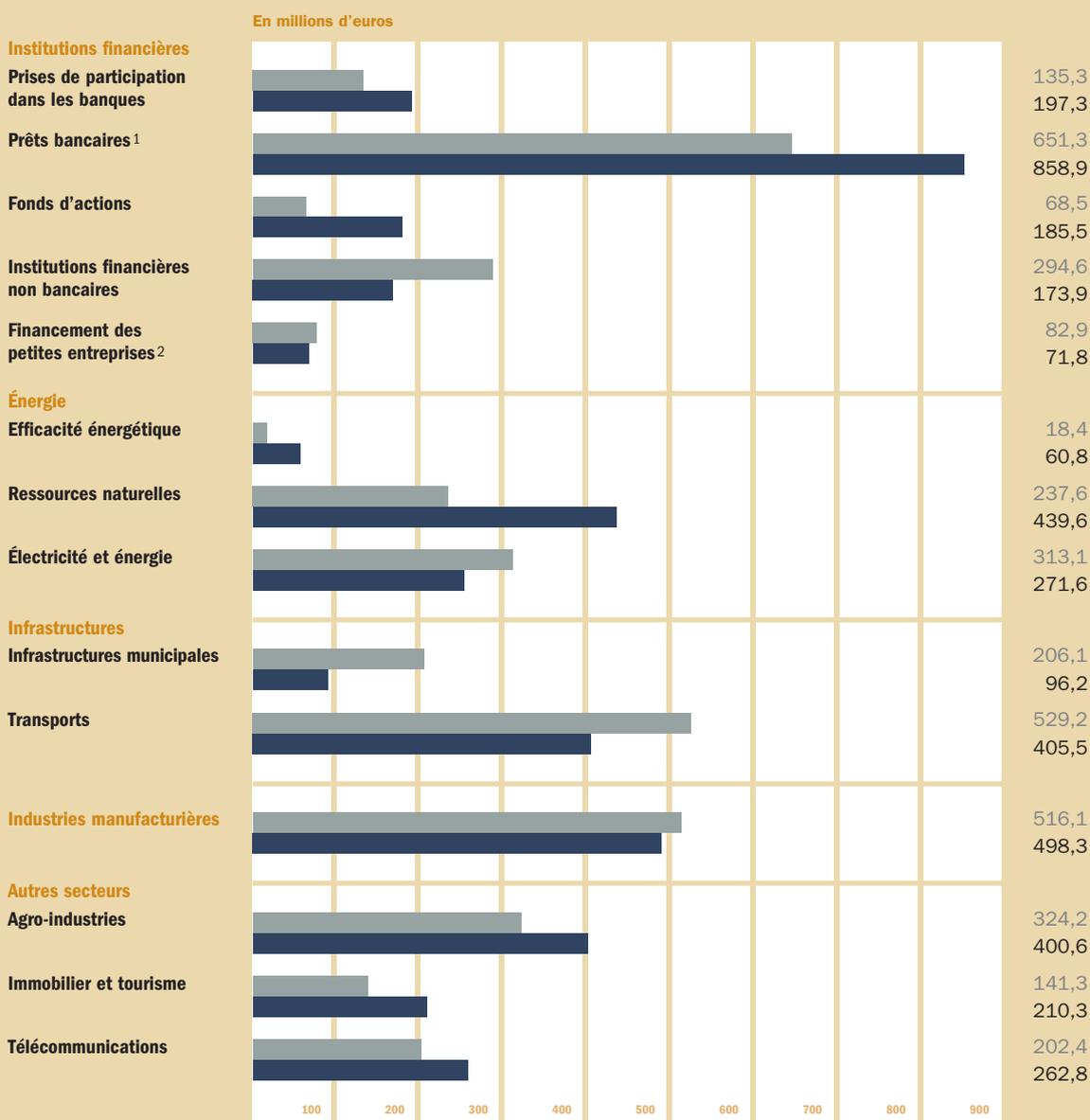
Un cinquième

des investissements ont financé des projets énergétiques, axés notamment sur l'utilisation des ressources naturelles

Engagements de la BERD par secteur en 2004



Institutions financières	36 %
Énergie	19 %
Infrastructures (infrastructures municipales et transports)	12 %
Industries manufacturières	12 %
Autres secteurs (agro-industrie, immobilier/tourisme et télécommunications)	21 %



■ 2003
■ 2004

¹ En 2004, le montant des prêts de la Banque en faveur des petites et moyennes entreprises a atteint 247 millions d'euros, contre 143 millions en 2003.

² La rubrique "Financement des petites entreprises" inclut les investissements dans des banques et des programmes de microfinancement tels que le Fonds pour les petites entreprises de Russie et le Mécanisme États-Unis/BERD de financement des PME.

85 pour cent

des investissements réalisés en 2004 devraient avoir un impact sur la transition *bon* ou *excellent* au cours des années à venir

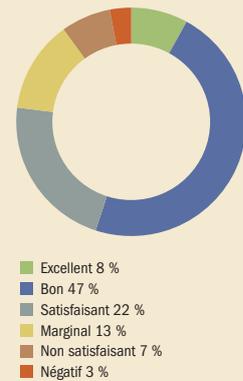
77 pour cent

des opérations évaluées pendant la période 2000-2004 ont obtenu la note *satisfaisant*, *bon* ou *excellent*

Impact sur la transition des projets signés, 2001-2004



Impact sur la transition des projets évalués, 2000-2004



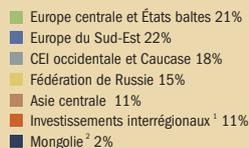
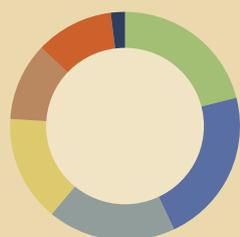
82 millions d'euros

ont été apportés par les donateurs à l'appui des projets de la BERD

39 pour cent

des dons proviennent de la Communauté européenne et des contributions importantes ont été versées par les Pays-Bas, les États-Unis, le Japon et l'Italie

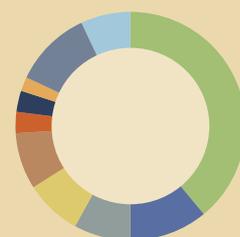
Engagements des donateurs, par région, en 2004



1 Investissements concernant plusieurs régions, par exemple dans le cas d'un programme s'adressant à la fois à la Fédération de Russie et aux pays d'Asie centrale.

2 La Mongolie n'est pas un pays d'opérations de la BERD, mais le Conseil d'administration a autorisé la Banque à y mener des activités limitées, en utilisant des fonds de donateurs.

Engagements par donateur, en 2004



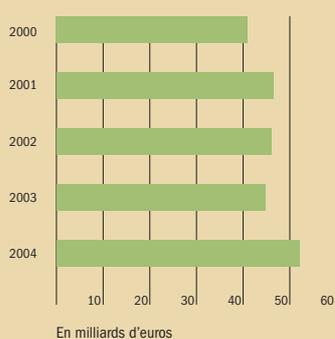
25,3 milliards d'euros

d'investissements (total cumulé). Ces investissements ont permis de mobiliser 53,2 milliards d'euros auprès d'autres sources, portant la valeur totale des projets à 78,5 milliards d'euros

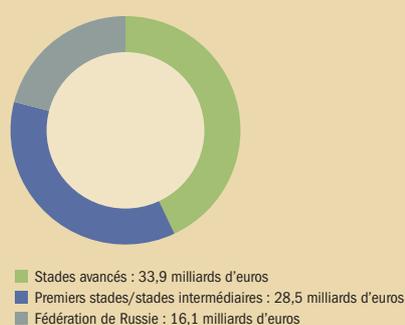
Total cumulé des engagements de la BERD, 2000-2004



Total cumulé des fonds mobilisés, 2000-2004



Valeur totale des projets où la BERD a investi, 1991-2004



Engagements annuels 2000-2004

	2004	2003	2002	2001	2000	Total cumulé 1991-2004
Nombre de projets	129	119	102	102	95	1 140
Financement de la BERD (en millions d'euros)	4 133	3 721	3 899	3 656	2 673	25 323
Ressources mobilisées (en millions d'euros)	8 799	5 307	4 862	6 212	5 174	53 218
Valeur totale des projets (en millions d'euros)	12 932	9 028	8 761	9 868	7 847	78 542

Résultats financiers 2000-2004

En millions d'euros	2004	2003	2002	2001	2000
Produit d'exploitation¹	542,1	557,9	471,8	501,5	519,2
Charges et dotation aux amortissements¹	(159,5)	(158,0)	(177,1)	(206,7)	(192,1)
Bénéfice brut d'exploitation	382,6	399,9	294,7	294,8	327,1
Provisions pour dépréciation	(84,9)	(21,7)	(186,6)	(137,6)	(174,3)
Bénéfice net de l'exercice	297,7	378,2	108,1	157,2	152,8
Réserves et bénéfices non distribués	1 786,0	989,6	661,1	488,7	65,9
Provisions pour dépréciation (total cumulé)	1 139,7	1 169,6	1 291,0	1 224,2	1 212,1
Total des réserves et des provisions	2 925,7	2 159,2	1 952,1	1 712,9	1 278,0

¹ En 2000 et 2001, le produit d'exploitation a été comptabilisé avant report des commissions d'ouverture et d'engagement. Les charges et la dotation aux amortissements ont été comptabilisés avant report des coûts directs liés à la constitution des prêts et au maintien des engagements sur le bilan.

Message du Président



2004 a été particulièrement propice pour la BERD, institution créée pour favoriser la prospérité par la liberté politique et l'économie de marché.

L'année a débuté par une révolution pacifique en Géorgie qui a rejeté des élections douteuses et mis en place un gouvernement attaché aux réformes et aux principes de l'économie de marché. Elle s'est achevée par un bouleversement majeur en Ukraine, où un mouvement de protestation populaire a invalidé pacifiquement les résultats d'un scrutin frauduleux et porté au pouvoir une opposition qui s'est engagée sans délai dans un programme de réconciliation et de développement économique axé sur l'ouverture des marchés. Enfin, nous avons assisté en mai 2004 à une autre forme de révolution, lorsque huit pays d'Europe centrale ont rejoint l'Union européenne, marquant le point culminant d'une préparation diligente à l'économie de marché et à la consolidation des institutions démocratiques.

Au-delà de ces événements marquants, la relation entre politique et économie a été

particulièrement manifeste dans de nombreux pays de la région. Pour les pays d'Europe du Sud-Est, la perspective de liens plus étroits avec l'Union européenne a donné une puissante impulsion au renforcement des institutions démocratiques, à l'ouverture des marchés ainsi qu'à l'élaboration et à l'application de législations équitables. L'exemple de la Roumanie et de la Bulgarie – qui rejoindront prochainement l'Union – et celui de la Croatie illustrent bien les progrès inhérents au processus d'accession. La future adhésion de la Russie à l'Organisation mondiale du commerce et sa ratification du Protocole de Kyoto entrent dans le cadre d'une stratégie visant à établir des normes internationales en matière de développement durable.

En début d'année 2005, l'évolution politique s'est poursuivie avec le départ des dirigeants de la République kirghize

à la suite du scrutin du mois de mars. La République de Moldova a utilisé les élections tenues au printemps pour opérer un changement pacifique, passant d'une économie planifiée héritée de l'ère soviétique à un système plus ouvert et à un meilleur équilibre en matière de relations internationales. Par ailleurs, il est manifeste que ce sont les pays hostiles au renforcement des institutions démocratiques et à l'adoption pleine et entière des principes de l'économie de marché qui ont le moins progressé en termes économiques et sociaux.

Encourager le progrès, mais également savoir s'y adapter : tel est le double défi que doit relever la BERD. Ses priorités évoluent avec les situations nouvelles apparues dans les marchés des 27 pays de la région. La Banque concentre ses opérations sur les pays et les secteurs où les investisseurs privés hésitent encore à s'engager seuls. Cette stratégie conduira à une baisse progressive des investissements dans les nouveaux États membres de l'Union en Europe centrale et à une priorité accrue donnée aux pays situés plus à l'Est, qui se trouvent encore aux premiers stades du développement économique. Elle se traduira également par le maintien de forts investissements en Russie – investissements qui se diversifieront et bénéficieront à des régions plus isolées.

Les activités de l'année 2004 préfigurent les orientations à venir. 4,1 milliards d'euros ont été investis dans des projets à la fois plus nombreux et de dimensions plus réduites. La BERD a déployé davantage de banquiers sur le terrain. Ceux-ci ont travaillé avec les clients présents sur place et avec les partenaires d'investissement locaux et internationaux sur des projets à l'appui de petites et moyennes entreprises comme de grandes industries. Lancée en 2004, l'Initiative en faveur des pays aux premiers stades de la transition – qui donne la priorité aux États les plus pauvres – amène la Banque à prendre davantage

de risques et à simplifier les procédures pour lui permettre de renforcer ses opérations là où les besoins en matière d'économie de marché sont les plus aigus.

En 2004, les financements et cofinancements de la BERD ont atteint des niveaux records. Dans des contextes plus difficiles, des projets ont pu aboutir grâce aux généreuses contributions des donateurs qui les ont soutenus et en ont permis la préparation.

Mais le rôle de la Banque ne se limite pas au financement de projets. Qu'il s'agisse des échanges que j'entretiens avec les dirigeants de la région, du travail des bureaux locaux de la BERD et des visites effectuées par les membres du Conseil d'administration, le dialogue sur les politiques aide la Banque et les différents pays à définir leurs priorités. Pour la première fois, la BERD a organisé des séminaires en Europe du Sud-Est sur des questions stratégiques telles que l'énergie, les transports et les municipalités. La mise en commun des expériences de responsables politiques, chefs d'entreprises et représentants d'organisations intergouvernementales a permis de renforcer les contacts existants et d'approfondir la compréhension du contexte international. Le dialogue s'imposera toujours davantage à mesure que les investissements de la Banque s'effectueront dans des conditions plus difficiles.

Le rôle de la BERD consiste également à établir des normes de pratiques exemplaires. En 2005, elle va publier pour la première fois un rapport sur le développement durable. Ce document, qui complètera utilement le Rapport annuel, montrera comment les financements de la Banque contribuent à l'amélioration de l'environnement, à la transparence et au dialogue ainsi qu'au développement durable dans ses pays d'intervention.

La BERD s'attache également à jouer un rôle modèle dans son propre

fonctionnement interne. Après une réorganisation visant à établir une distinction plus claire entre les activités de financement et les fonctions d'évaluation des risques, un important programme de certification des procédures internes de contrôle financier est entré en vigueur. Un système d'autoévaluation de l'exposition au risque opérationnel a également été mis en place et les mesures de gestion, de suivi et de réduction de ce risque ont été renforcées. Ces initiatives font partie intégrante de l'engagement de la Banque en matière de pratiques exemplaires : responsabilité, transparence et détermination à jouer pleinement son rôle d'institution comptable de son action.

Au cours de l'année à venir, la Banque mettra davantage l'accent sur le suivi des projets existants. Les nouveaux projets feront, quant à eux, l'objet d'une attention toute particulière. Un plan de changement de structure – qui prévoit que le Département d'évaluation des projets rende compte directement au Conseil d'administration – permettra de garantir une évaluation honnête et indépendante. Le renforcement du Bureau de la déontologie, la formation en matière d'intégrité de tout le personnel et la révision du code de conduite visent un même objectif : l'amélioration continue de la gouvernance de la Banque.

Alors que nous nous apprêtons à relever de nouveaux défis dans des contextes plus difficiles, nous nous sommes fixé pour but de continuer à miser sur les succès passés pour offrir un avenir plus prospère aux populations de la région.



Jean Lemierre
Président

01 Miser sur nos succès

Au cours de l'année écoulée, la transition a emprunté de nombreuses formes et a été marquée par des avancées économiques et des revirements politiques fondamentaux ainsi que par la progression de l'investissement. Face à l'évolution des besoins de sa région d'opérations, la BERD a opéré des changements. Forte des bons résultats obtenus, elle a cherché à s'adapter aux nouvelles priorités de la région.



L'adhésion à l'Union européenne de huit pays d'Europe centrale, le 1^{er} mai 2004, a certainement été la manifestation la plus éclatante des progrès réalisés sur la voie de la transition. La BERD poursuit ses activités dans ces pays pour faciliter leur évolution vers une véritable économie de marché. En Europe du Sud-Est, la perspective d'adhérer à l'Union européenne ou de forger des liens plus étroits avec elle a favorisé le développement économique et politique.

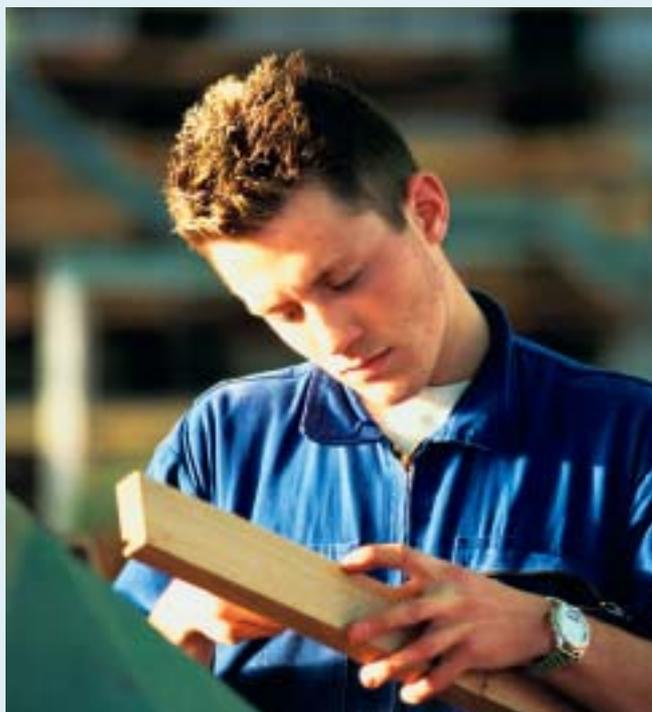
La réforme démocratique a pris un tour différent en Ukraine, où la volonté populaire a finalement prévalu, imposant une élection présidentielle libre et équitable. La Géorgie a commencé

l'année avec un nouveau gouvernement, élu après le rejet par la population des résultats discutables d'une première élection parlementaire. En Roumanie et en Serbie-et-Monténégro, les institutions démocratiques ont passé avec succès l'épreuve des élections. Tous ces pays ont vu l'avènement de nouveaux gouvernements favorables aux réformes. En revanche, le Bélarus, l'Ouzbékistan et le Turkménistan n'ont progressé ni sur la voie de la démocratie, ni sur celle des réformes de marché.

Les progrès économiques ont été nets dans l'ensemble de la région et presque tous les pays ont connu une croissance vigoureuse. À la faveur de bonnes

recettes pétrolières, la Russie et les pays du Caucase ont pu développer leur économie, tandis que d'autres pays de la région ont réussi à promouvoir un climat plus favorable aux investisseurs locaux et étrangers.

Le rôle joué par la BERD en matière de promotion de l'investissement a également évolué au cours de l'année. La Banque a tiré les enseignements de projets réussis dans les pays plus avancés sur la voie de la transition et a axé ses efforts sur les pays les plus pauvres, qui ont le plus grand besoin de son expérience au niveau local et de son capital de relations avec des co-investisseurs potentiels.



Le nombre de projets signés a atteint un niveau record car, outre ses grandes opérations, la Banque finance un plus grand nombre de petits projets, généralement dans le secteur privé. En 2004, les projets du secteur privé ont représenté environ 86 %, du volume des opérations, contre 79 % en 2003. Autre signe d'évolution, la BERD a accru ses participations au capital des entreprises, ce qui exige le maintien de contacts étroits et à long terme avec ses clients. La part des prises de participation dans le total des opérations est passée de 12 % en 2003 à 17 % en 2004.

Outre ses opérations habituelles d'investissement dans la région, au moyen de prêts, de prises de participation et d'autres instruments, la BERD a utilisé ses fonds pour promouvoir une plus grande stabilité financière et a octroyé des garanties commerciales pour stimuler les échanges. Elle a également fourni des services consultatifs pour faciliter les opérations des entreprises locales et aidé les pays à améliorer leur législation, à réduire les lourdeurs administratives et à collaborer avec leurs voisins.

Les investissements ont permis d'atteindre pratiquement tous les segments de l'économie et de la société. De nombreux projets signés au cours de l'année écoulée auront une incidence positive sur la vie quotidienne des populations les plus modestes. Un projet réalisé au Tadjikistan, par exemple, apportera une eau courante

propre à la deuxième ville du pays, Koudjand, qui connaît depuis de nombreuses années des pénuries et des problèmes de pollution de l'eau. En Lituanie, les habitants de la ville de Kaunas bénéficieront – grâce au financement de la BERD – d'un service d'autobus efficace qui les acheminera de façon beaucoup plus rapide et fiable qu'auparavant. En Russie, la Banque finance la production d'un nouveau vaccin qui protégera la population contre la grippe et d'autres maladies potentiellement plus graves au cours des années à venir.

En 2004, la BERD a investi dans chacun de ses 27 pays d'opérations, de l'Europe centrale à l'Asie centrale, mais a consenti un effort particulier en faveur des pays aux besoins les plus aigus. À cet effet, elle a constitué une nouvelle équipe, exclusivement chargée des investissements dans les pays les plus pauvres, et conçu de nouveaux instruments d'intervention. Une collaboration étroite avec les donateurs a en outre permis de définir les moyens de poursuivre cette assistance au cours des années à venir. Fin 2004, un cadre solide était en place, qui commence déjà à redonner l'espoir à un groupe de pays longtemps oubliés.

Dans tous ses pays d'opérations, la BERD cherche résolument à promouvoir les principes de la **démocratie et de l'économie de marché**, conformément à l'Article 1 de l'Accord portant création de la Banque. Chaque nouvelle stratégie

de pays approuvée par la BERD contient une évaluation de l'application de l'Article 1. L'absence de progrès constatée dans plusieurs pays est restée un sujet de préoccupation en 2004.

Dans ses nouvelles stratégies pour le Bélarus et le Turkménistan, la BERD a émis de graves réserves en ce qui concerne l'absence de progrès dans le domaine des réformes démocratiques et économiques. Dans ces circonstances, au Bélarus, la Banque limitera ses activités au secteur privé. Au Turkménistan, elle restreindra ses opérations au financement des petites entreprises. Dans les deux pays, elle maintiendra un dialogue avec le gouvernement sur les moyens d'améliorer le climat de l'investissement.

À la suite de deux missions menées en Ouzbékistan pour contrôler les progrès réalisés en matière de réformes politiques et économiques, la BERD a émis de graves réserves en ce qui concerne l'application de l'Article 1. En outre, le gouvernement n'ayant pas réalisé de progrès suffisants en ce qui concerne les objectifs définis dans la stratégie 2003, la BERD a conclu qu'elle ne pouvait poursuivre ses opérations de façon habituelle en Ouzbékistan. Elle ne financera donc que des projets du secteur privé, des projets du secteur public ayant une dimension transfrontière ou encore des projets présentant un avantage manifeste pour la population ouzbèke.

De nombreux projets signés en 2004 auront une incidence positive sur la vie quotidienne des populations les plus modestes.

Si l'on se tourne maintenant vers l'avenir, le conseil d'administration de la BERD a adopté une nouvelle résolution visant à admettre la **Mongolie** en tant que futur pays d'opérations. Cette proposition doit être officiellement acceptée par chacun des pays actionnaires avant que la Mongolie puisse bénéficier d'investissements de la BERD. Fin 2004, la moitié des actionnaires avaient mené à bien le processus d'acceptation.

Davantage d'investissements, des projets de plus petite taille

En 2004, le montant total des projets financés par la BERD a atteint le niveau record de 4,1 milliards d'euros. L'accent mis sur les pays les plus pauvres a conduit à financer de nombreux petits projets en faveur des plus démunis. En 2004, le nombre de projets signés est

passé à 129, soit une augmentation de 8 % par rapport à l'année 2003. La qualité de tous ces investissements, ciblés sur les besoins véritables des pays d'opérations, a été maintenue. Plus de 80 % des projets ont reçu la note *bonne* ou *excellente* pour leur impact potentiel sur le processus de transition.

Outre la progression significative des prises de participation et le développement des activités du secteur privé, la répartition géographique des investissements s'est inscrite dans le cadre de la stratégie à moyen terme de la Banque. En volume, 23 % des opérations ont concerné les pays les plus avancés sur la voie de la transition, 47 % ont été effectuées dans les pays aux premiers stades et aux stades intermédiaires de la transition et 30 % en Russie.

L'affaiblissement du dollar au cours de l'année a entraîné une diminution de la valeur, exprimée en euros, des transactions dans cette devise (en Russie et dans certains pays aux premiers stades ou aux stades intermédiaires de la transition). Toutefois, le montant total des opérations, exprimé en euros, a été supérieur à celui de l'année 2003 où il avait atteint 3,7 milliards d'euros. Le montant des décaissements a atteint le niveau record de 3,4 milliards d'euros, dépassant de 61 % le montant de l'année précédente.

Dans ses nombreuses opérations, la BERD a pris soin d'appliquer un processus de sélection attentif pour s'assurer que chacune des transactions s'inscrit bien dans le cadre de son mandat et respecte les critères rigoureux de bonne gestion bancaire et d'impact sur la transition. Plus de 80 % des

Des investissements dans tous les secteurs

Les investissements de la BERD ont bénéficié à des personnes venant de tous les horizons, des entrepreneurs désireux de développer leur activité aux consommateurs recherchant des services de base offrant un grand choix et davantage de fiabilité.

En 2004, la Banque a investi dans presque tous les secteurs. En volume, environ un tiers des opérations ont concerné des établissements financiers qui apportent un appui aux entreprises locales de l'économie réelle. Deux tiers des investissements sont allés aux secteurs des infrastructures, de l'énergie et de l'industrie manufacturière ou encore à des projets d'agro-industries, d'immobilier et de tourisme ou de télécommunications.

Les investissements annuels consacrés au secteur de l'énergie sont passés de 569 millions d'euros en 2003 à 772 millions d'euros en 2004. Dans le même temps, le volume des investissements consacrés aux entreprises agricoles a sensiblement augmenté, passant de 324 millions d'euros à 401 millions d'euros.





Mise en place d'un cadre juridique solide

En 2004, la BERD s'est notamment intéressée à l'assistance juridique en faveur de certains de ses pays d'opérations les plus pauvres. Sur la demande des gouvernements, la BERD a utilisé les fonds des donateurs pour lancer des projets en Azerbaïdjan, en Géorgie, en Moldova, en Ouzbékistan et en République kirghize. Cette aide a non seulement contribué à l'élaboration de lois sur les télécommunications, la faillite et les prêts hypothécaires, mais également à l'adoption de mesures visant à renforcer la capacité institutionnelle des pays, grâce à la création de registres et à la formation de fonctionnaires locaux.

Une aide juridique a également été apportée dans le cadre du programme de transition juridique financé par les donateurs, qui a des activités dans tous les pays d'opérations de la Banque. En 2004, la BERD a de nouveau contribué à améliorer les législations commerciales. Elle a publié une évaluation approfondie de la législation sur les concessions et de la législation boursière et a innové en menant une étude sur l'efficacité des lois sur la faillite. Les résultats de cette étude ont fourni aux décideurs locaux des renseignements précieux sur les progrès réalisés dans la région et devraient inciter plusieurs pays à entreprendre des réformes.

La BERD a encouragé l'investissement et la création d'entreprises dans toute la région en aidant les pays à se doter d'institutions qui protègent les droits des créanciers dans les transactions commerciales. Elle a notamment collaboré à la publication de directives relatives à l'établissement d'un registre d'inscription des sûretés réelles sur les actifs des débiteurs. Ce document (*Guiding Principles for the Development of a Charges Registry*) a été publié en 2004 après une étude sur les pratiques suivies en la matière dans six juridictions de l'Europe du Sud-Est. Le projet a été financé par le Canada et le Royaume-Uni.

projets de la BERD évalués en 2004 ont reçu une note allant de *satisfaisant* à *excellent* pour leur impact sur la transition. Compte tenu du fort volume des opérations de l'année, l'encours des engagements nets de la BERD a atteint 15,3 milliards d'euros à la fin de l'année 2004, contre 14,8 milliards d'euros l'année précédente. Les rentrées importantes provenant d'un portefeuille arrivé à maturité et l'appréciation continue de l'euro par rapport au dollar ont limité la croissance du portefeuille à 3 %.

Les solides partenariats établis avec les banques commerciales et avec d'autres bailleurs de fonds du secteur privé ont permis une augmentation spectaculaire des cofinancements. Au total, compte tenu de plusieurs transactions très importantes dans le secteur pétrolier et gazier et dans les infrastructures, les cofinancements ont atteint le niveau record de 5,4 milliards d'euros. Sur ce montant, le secteur privé a apporté des prêts de 3,5 milliards d'euros à l'appui de 85 projets, dans 18 pays, soit une augmentation de 34 % par rapport au record établi en 2003. Ces chiffres témoignent de l'attrait qu'exercent les pays de la région et de la souplesse avec laquelle la Banque structure ses opérations de cofinancements. Par exemple, après avoir constaté que les grandes banques préfèrent de plus en plus jouer le rôle de chef de file dans ces opérations, nous avons incité certaines d'entre elles à prendre en charge la syndication des prêts, la BERD se contentant du rôle de teneur de livres.

En 2004, l'appui financier des gouvernements et des organismes officiels telles que les institutions financières internationales a permis à la BERD d'intervenir dans des pays et des secteurs plus difficiles et ont fortement contribué au développement de ses opérations. En 2004, les cofinancements des institutions officielles ont atteint 1,8 milliard d'euros, des montants importants provenant de la Société financière internationale, de la Banque japonaise pour la coopération internationale et de la Banque européenne d'investissement. La Communauté européenne et la Banque de développement hongroise ont également contribué de manière significative.

82 millions d'euros supplémentaires ont été fournis par les gouvernements donateurs et la Communauté européenne, sous forme de dons de coopération technique qui servent à préparer les projets de la BERD et à améliorer le climat de l'investissement. Au cours de l'année écoulée, la Communauté européenne (y compris l'Agence européenne pour la reconstruction) a été le principal donateur.

Alors que les partenariats avec les donateurs ont continué de concerner tous les pays d'opérations de la Banque, un accent particulier a été mis sur l'Ouest des Balkans, à l'approche de l'Assemblée annuelle qui se tiendra en 2005 à Belgrade. L'Italie a lancé un nouveau

financement de 4 millions d'euros afin d'appuyer le développement du secteur privé dans cette région, tandis que la Communauté européenne a constitué un nouveau fonds de 2,7 millions d'euros en faveur des petites entreprises et qu'un appui supplémentaire a été apporté par les Pays-Bas. En 2004, les États-Unis, le Japon et le Canada ont également compté parmi les principaux donateurs. En 2004, les donateurs ont également orienté leurs opérations vers les pays aux premiers stades de la transition.

Des financements ciblés

L'Initiative en faveur des pays aux premiers stades de la transition (l'Initiative) a été lancée en 2004 pour un groupe de pays pauvres d'Asie centrale, du Caucase et de l'extrémité ouest de l'ex-URSS. Les investissements de la BERD en Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie, Moldova, Ouzbékistan, République kirghize et au Tadjikistan ont considérablement augmenté afin d'aider ces pays à établir les fondements d'une économie de marché dynamique. Plus de la moitié de la population de ces pays vit actuellement au-dessous du seuil de pauvreté.

L'Initiative, lancée en avril 2004 lors de l'Assemblée annuelle, a un double objectif : le développement des entreprises du secteur privé et l'identification de projets dans le secteur public. Elle a été conçue de façon à

financer un grand nombre de petits projets, à attirer des investissements supplémentaires provenant de nouvelles sources et à encourager la poursuite des réformes économiques. Ces activités complèteront d'autres projets internationaux lancés pour lutter contre la pauvreté dans ces pays.

La BERD est prête à accepter un degré de risque plus élevé dans ses projets en faveur des pays les plus pauvres, à condition toutefois que le principe de bonne gestion bancaire soit respecté. En 2004, elle a lancé un mécanisme de cofinancement avec les banques locales et un nouveau système de prêts directs aux entreprises, à hauteur de 4 millions d'euros. Par ailleurs, elle a augmenté le nombre de ses prêts aux micro et petites entreprises, investi dans une large gamme de projets municipaux et environnementaux de taille réduite, lancé des activités dans le domaine de la transition juridique afin d'améliorer le climat de l'investissement et élargi l'éventail des services consultatifs offerts aux petites entreprises. La BERD a l'intention de tripler en trois ans le nombre de projets qu'elle finance dans ces pays.

Le volume annuel des opérations de la BERD dans les pays aux premiers stades de la transition est passé de 84 millions d'euros en 2003 à 378 millions d'euros en 2004 (à 93 millions d'euros si l'on omet les grands projets dans le secteur gazier et pétrolier). Dans le même temps, le

La BERD a constitué une nouvelle équipe qui se consacrera exclusivement aux investissements en faveur des pays les plus pauvres.

nombre de projets est passé de 10 à 18. En outre, la BERD a accordé des garanties commerciales par l'intermédiaire de 25 banques, dans le cadre de son Programme d'aide aux échanges commerciaux (voir page 19).

L'Initiative dépend étroitement de l'appui consenti par les gouvernements et les autres institutions qui sont disposés à accorder des dons en faveur des projets de la BERD. Pour mobiliser ces financements, la BERD a lancé en novembre un nouveau fonds associant de nombreux donateurs. À la fin de l'année, des contributions, s'élevant à environ 16 millions d'euros, avaient été annoncées par l'Espagne, la Finlande, l'Irlande, le Japon, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et le Taipei chinois. D'autres contributions sont attendues au cours de l'année 2005. Le Fonds pour les pays aux premiers stades de la transition opère parallèlement à d'autres initiatives des donateurs dans la région, y compris celles lancées par le Canada, la Communauté européenne et les États-Unis.

Lors de la première réunion des donateurs, tenue en novembre 2004, le Fonds a approuvé des projets très divers, visant à encourager le développement du secteur privé dans les pays concernés : élaboration d'un programme de formation de juges de tribunaux de commerce en République kirghize, mise en place d'une réforme réglementaire visant à améliorer les services municipaux en Ouzbékistan et développement de services consultatifs aux petites entreprises. Le Fonds a également approuvé des financements destinés à aider des entreprises locales en croissance rapide dans leur préparation aux investissements de la BERD et à soutenir les entreprises et les gouvernements souhaitant financer des

projets dans les domaines de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables.

Dans le secteur de l'**énergie**, qui a reçu un cinquième des investissements de la BERD en 2004, l'un des plus grands projets de la BERD a été un prêt de 92 millions d'euros pour la construction d'un oléoduc reliant l'Azerbaïdjan et la Turquie, dont le coût total s'élève à deux milliards d'euros. La construction de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC) et la mise en exploitation des champs pétroliers qui l'utiliseront pour exporter leur production vers les marchés européens sont un investissement majeur dans la région d'opérations de la BERD. Cet ensemble de projets, qui nécessite un investissement total d'environ 15 milliards d'euros, représente l'investissement étranger direct le plus important jamais effectué en Azerbaïdjan et en Géorgie. Il contribuera à faire de la région de la mer Caspienne l'une des premières régions productrices de pétrole au monde.

La participation de la Banque au projet BTC a contribué à la prise en compte de l'opinion des populations locales par des consultations publiques permanentes et a assuré le respect de l'environnement. De nouvelles normes ont été instaurées en termes de transparence et de respect des critères sociaux et environnementaux. Le projet prévoit en particulier 22 millions d'euros pour un programme d'investissements communautaires et 7 millions d'euros pour un programme d'investissements environnementaux.

En 2004, une partie des opérations de la Banque dans le secteur de l'énergie a consisté à appuyer la modernisation et la restructuration de réseaux d'électricité. En Russie, par exemple, la Banque a accordé un prêt de 60 millions

d'euros au principal opérateur du pays. Ce prêt contribuera à améliorer les normes d'exploitation du système électrique et à encourager le commerce transfrontière. La Banque a également signé plusieurs projets d'efficacité énergétique et mis au point de nouvelles méthodes pour aider ses clients à réaliser des économies d'énergie et à réduire les émissions de gaz à effet de serre.

En 2004, La BERD a signé quatre projets d'efficacité énergétique, pour un montant total de 61 millions d'euros. Elle a également signé huit projets manufacturiers intégrant d'importants éléments d'économies d'énergie, et notamment un prêt de 73 millions d'euros à l'usine d'ammoniaque de Togliatti Azot, pour le plus grand projet d'efficacité énergétique jamais signé par la Banque (voir page 21). En Bulgarie, une nouvelle ligne de crédit, d'un montant de 50 millions d'euros, signée avec six banques locales, doit financer des projets d'efficacité énergétique et des projets d'énergie renouvelable.

Tous les projets signés par la BERD en 2004 ont fait l'objet d'un examen minutieux, visant à déterminer s'il était possible d'y inclure des composantes d'efficacité énergétique. En outre, la BERD a offert ses conseils à de nombreux clients dans le domaine des économies d'énergie. Au total, 14 projets ont bénéficié d'enquêtes sur le terrain menées par les experts en efficacité énergétique de la Banque. Pour sept de ces projets, la Banque a également fait appel à des consultants qui ont réalisé des audits énergétiques détaillés, financés avec l'appui des fonds de coopération technique de la Grèce et de l'Initiative centre-européenne.

En décembre, la BERD a signé le premier projet de réduction des

émissions de gaz à effet de serre réalisé sous l'égide du Fonds pour l'échange de droits d'émission de carbone, créé par la Banque et les Pays-Bas pour lutter contre le réchauffement planétaire. Grâce à un financement de la BERD, une papeterie de Bulgarie substituera l'énergie de biomasse au pétrole et au gaz et réduira ainsi ses émissions de gaz à effet de serre de 360 000 tonnes, soit l'équivalent des émissions produites annuellement par 60 000 ménages. La papeterie vendra ensuite les crédits carbone acquis, conformément aux mécanismes prévus dans le Protocole de Kyoto, traité international pour la réduction des gaz à effet de serre entré en vigueur en février 2005. Le Fonds géré par la BERD achètera ces crédits pour le compte du gouvernement néerlandais, aidant ainsi le pays à honorer ses engagements au titre du Protocole.

La BERD a redoublé d'efforts pour identifier des projets d'énergie renouvelable justifiant des investissements. En 2005, elle prévoit de lancer en Arménie un fonds pour les énergies renouvelables, qu'elle financera avec d'autres investisseurs. Ce fonds accordera des prêts à long terme pour des projets intégrant des composantes d'hydroélectricité, d'énergie éolienne et de biomasse.

Compte tenu de l'évolution des besoins et des contraintes du secteur de l'énergie, la BERD élabore actuellement une nouvelle politique énergétique, englobant les ressources naturelles, le secteur de l'énergie et tous les domaines connexes. La Banque a notamment pour objectif de promouvoir les économies d'énergie tout en améliorant la fiabilité et la sécurité de l'approvisionnement énergétique de la région. Elle s'attachera également à promouvoir la coopération régionale de façon à encourager la diversification, à



De l'électricité pour tous

Les habitants de l'ex-République yougoslave de Macédoine comptent sur la compagnie d'électricité Elektrostopanstvo na Makedonija (ESM) pour l'approvisionnement de leurs habitations, de leurs écoles, de leurs entreprises et de leurs hôpitaux. Le service fourni par la compagnie est satisfaisant mais peut encore être amélioré. C'est pourquoi ESM prévoit de privatiser ses opérations afin d'augmenter l'efficacité et la fiabilité de l'approvisionnement en électricité des deux millions d'habitants du pays. La BERD investit à hauteur de 45 millions d'euros pour financer les transformations nécessaires pour que la compagnie puisse attirer des investisseurs stratégiques. Une privatisation bien conçue est en effet le meilleur moyen d'attirer les capitaux et le savoir-faire dont la compagnie a besoin pour moderniser certaines de ses installations de production et son réseau de distribution.

La modernisation prévue devrait aboutir à un meilleur service pour les clients dans tout le pays, ainsi qu'à une meilleure efficacité énergétique globale et donc à un ralentissement des augmentations des prix à la consommation. Les travailleurs du secteur de l'industrie devraient également bénéficier de bien meilleures conditions de sécurité. Les objectifs qui ont été expressément définis dans le plan de pré-privatisation devraient garantir que la privatisation se déroule de façon équitable et transparente et promouvoir de bonnes relations entre les futurs investisseurs et les autorités locales. La participation de la BERD devrait également contribuer à accélérer l'adoption de normes environnementales conformes à celles de l'Union européenne.

améliorer l'accès aux différents marchés et à accroître l'efficacité des opérations.

Dans le cadre de l'élaboration de la nouvelle politique énergétique, la Banque a mené de nombreuses consultations publiques. En décembre, elle a publié un document analytique précisant les principaux objectifs de cette politique et les questions examinées lors d'ateliers tenus au début de l'année 2005 à Londres, Moscou et Sofia. La nouvelle politique énergétique sera publiée courant 2005.

À la fin de l'année 2004, le Conseil d'administration de la BERD a également approuvé une nouvelle politique relative aux opérations dans le domaine des **infrastructures municipales et environnementales**. Dans ce secteur, la Banque a pour principal objectif de promouvoir des services de qualité,

une plus grande efficacité et la viabilité financière de tout l'éventail des services, de l'approvisionnement en eau au transport urbain. Dans nombre de pays d'opérations, les infrastructures, négligées pendant des décennies, sont relativement dégradées et des années de planification centrale ont concentré de nombreuses responsabilités à l'échelon national, la décentralisation n'intervenant qu'à partir des années 90. On estime que les investissements nécessaires à la modernisation de ces infrastructures et à leur alignement sur les normes de l'Union européenne s'élèvent à 60 milliards d'euros. La BERD s'efforcera en particulier de mettre en place de meilleurs systèmes de recouvrement des coûts, d'accroître la participation du secteur privé et de concevoir des améliorations environnementales présentant un bon rapport coût-efficacité.



Soutien au développement de petites entreprises au Tadjikistan

Zafarhoja Rasulov savait que la vente de glaces était une opération risquée. En hiver, ses ventes étaient rares et la plupart des bénéfices allaient aux fournisseurs. Il a rapidement décidé de produire lui-même ses matières premières et de diversifier ses activités dans la production de beurre et de fromage, denrées consommées toute l'année. Mais Zafarhoja ne s'est pas arrêté là. Souhaitant développer ses activités, il s'est tourné vers sa banque locale, la Tajiksodirotbank, et a contracté son tout premier prêt.

Grâce à un crédit de 2 400 euros – accordé dans le cadre du programme de microfinancement de la BERD – Zafarhoja s'est trouvé en bien meilleure position vis-à-vis des producteurs de lait. Il a pu ainsi acheter son lait à des conditions beaucoup plus avantageuses, ce dont ses clients ont bénéficié. Zafarhoja peut désormais garantir à ses clients un approvisionnement beaucoup plus régulier en produits de haute qualité, tant à Douchanbé qu'à Almaty, où il a récemment ouvert une succursale. Il n'en restera pas là car il a l'intention de développer encore ses activités et de demander de nouveaux prêts à sa banque.

Établir de solides fondations

Les petites entreprises sont depuis longtemps au cœur des activités de financement de la BERD car elles ne contribuent pas seulement à créer des emplois, mais favorisent aussi l'avènement d'économies plus démocratiques, fondées sur le marché. Elles jouent un rôle particulièrement important dans les pays les plus pauvres, où elles peuvent être le moteur de réformes économiques. La BERD fournit un appui au développement des petites entreprises dans le cadre de ses opérations. Ses financements sont le plus souvent consentis par l'intermédiaire de banques locales qui rétrocèdent les prêts à des micro et petites entreprises. La Banque investit également dans des fonds de participation privés en faveur des petites entreprises et prend également des participations directes dans des entreprises de taille moyenne, de 250 employés ou moins.

L'un des programmes de prêts les plus importants de la Banque est le **programme de prêts aux micro et petites entreprises**, qui concerne actuellement 19 pays. Les financements de la BERD transitent par 55 banques locales qui décaissent les prêts par l'intermédiaire de plus de 900 succursales. En 2004, 329 000 prêts environ, s'élevant au total à 1,4 milliard

d'euros, ont été décaissés en faveur de petites entreprises. À la fin de l'année 2004, le nombre total des prêts décaissés était proche de 800 000, soit un montant total supérieur à 3,5 milliards d'euros. Le taux de remboursement est généralement supérieur à 99 %. En 2004, le programme a accueilli de nouveaux partenaires, dont Mikroplus (Croatie) et Opportunity (Serbie-et-Monténégro).

Au cours de l'année écoulée, la BERD a rapidement développé ses opérations de prêts aux communautés agricoles, qui manquent souvent de moyens de financement. La Banque a déjà mis en place des programmes de prêts à l'agriculture en Moldova et en Serbie-et-Monténégro et lance de nouveaux projets dans l'ex-République yougoslave de Macédoine, en Géorgie, au Kazakhstan, en Russie et en Ukraine. Elle a également consenti son premier prêt à une organisation non-gouvernementale (ONG). Par l'intermédiaire d'Alter Modus en Serbie-et-Monténégro, la Banque accorde des prêts aux plus démunis, tels que les réfugiés, qui ne peuvent obtenir des crédits auprès d'autres sources.

Le programme de microfinancement le plus important est celui du Fonds pour les petites entreprises de Russie, qui décaisse plus de 5 000 prêts par mois.

Créé en 1993, avec l'appui des pays du G-7 et de la Suisse, le programme fonctionne actuellement dans 138 villes russes. Le traitement des dossiers ne prenant généralement que trois à quatre jours, les entrepreneurs ont rapidement accès aux fonds dont ils ont besoin. La banque Uralsib, située dans la ville d'Ufa dans l'Oural, a été l'une des dernières banques à participer au programme. En moins d'un an, elle a déjà accordé plus de 1 000 prêts. Le millième prêt a été accordé à Marina Klementieva, qui l'a utilisé pour développer son petit commerce d'articles de ménage et accroître ses activités. Son cas illustre bien comment des milliers de bénéficiaires ont utilisé des prêts de ce type dans l'ensemble de ce vaste pays.

Les financements des donateurs permettent à la BERD de garantir une allocation optimale des prêts. Des conseillers spécialisés assurent la formation du personnel des banques retenues et mettent en place des procédures de prêt accélérées en faveur des petites entreprises. Les États-Unis sont le principal contributeur du programme de microfinancement de la BERD, avec plus de 70 millions d'euros.

La BERD et les États-Unis ont créé en 2000 le **Mécanisme États-Unis/BERD de financement de PME** pour

En 2004, plus de
300 000 prêts ont
été accordés aux
petites entreprises.



Répondre à la demande de capitaux

Krasimir Ignatova et son épouse Lidia sont propriétaires et gérants de l'hôtel trois étoiles Galant Lavar, situé dans la banlieue de Sofia. Cet établissement de 17 chambres, ouvert en 1998, a rapidement attiré un flux régulier de clients nationaux et étrangers. Pour répondre à la demande, les propriétaires ont compris qu'ils avaient besoin de se développer et ont commencé par agrandir le restaurant. Au bout de trois ans, le chantier n'était qu'à moitié terminé et les propriétaires avaient du mal à trouver les financements nécessaires à son achèvement. Krasimir a donc demandé un prêt par l'intermédiaire de la Obedinena Bulgarska Banka (OBB).

Bien que les Ignatova n'aient jamais emprunté auparavant, le plan d'entreprise qu'ils ont présenté était suffisamment solide pour que l'OBB leur accorde un prêt de 50 000 leva (25 500 euros) sur trois ans, financé par le Mécanisme UE/BERD de financement de PME. Les travaux ont été terminés en six mois et les propriétaires ont pu organiser des réceptions d'entreprise dans le nouveau restaurant. Les recettes de l'hôtel ont très rapidement augmenté de 50 % et les Ignatova cherchent déjà à obtenir un deuxième prêt pour financer l'agrandissement du reste de l'hôtel.

Le Mécanisme
UE/BERD a fourni
plus d'un milliard
d'euros aux
petites entreprises.

promouvoir le secteur privé et le développement économique en Europe du Sud-Est et dans les pays aux premiers stades de la transition. Une grande partie des fonds est affectée à la formation du personnel des banques locales et à la réduction des obstacles juridiques et réglementaires au financement des petites entreprises. À la fin de l'année 2004, le Mécanisme avait accordé plus de 450 000 prêts, d'un montant total de 1,9 milliard d'euros. Il bénéficie également de l'appui de plusieurs autres donateurs.

Le **Mécanisme UE/BERD de financement de PME** aide les petites entreprises des nouveaux pays membres de l'Union européenne et des pays candidats à l'adhésion. Les fonds transitent par l'intermédiaire de banques, de sociétés de crédit-bail et de fonds de placement locaux. Le Mécanisme finance également la formation de personnel local afin d'améliorer la qualité des services fournis aux petites entreprises clientes. En 2004, la BERD a porté le volume des financements disponibles sous forme de prêt et d'autres mécanismes à 900 millions d'euros et a lancé des crédits spécifiquement destinés aux agriculteurs et aux petites entreprises des régions rurales. La contribution de l'Union européenne au Mécanisme s'élève à 139 millions d'euros.

À la fin de l'année 2004, la BERD avait accordé 73 lignes de crédit, d'un montant total de 797 millions d'euros, à 32 banques et 24 sociétés de crédit-bail. Près de 4 000 chargés de crédit participent au projet. Au total, plus de 47 000 prêts et opérations de crédit-bail, d'un montant supérieur à un milliard d'euros, ont été accordés à des petites entreprises de toute la région. Le montant moyen des prêts ne dépasse pas 24 000 euros, tandis que les opérations de crédit-bail sont de 18 300 euros en moyenne. Grâce à ces niveaux relativement modestes, même de très petites entreprises peuvent bénéficier du Mécanisme.

Pour les entreprises un peu plus importantes, la BERD a conçu le **Mécanisme d'investissement direct**. Ce mécanisme prend des participations dans des entreprises privées de certaines régions particulièrement pauvres qui n'ont guère accès à d'autres sources de financement, notamment en Asie centrale, dans le Caucase, en Europe du Sud-Est, dans certaines parties de la Russie et au Bélarus, en Moldova et en Ukraine. À la fin de l'année 2004, 24 projets avaient été signés dans 14 pays et plus de 27 millions d'euros avaient été décaissés. Les entrepreneurs peuvent bénéficier d'investissements allant jusqu'à 2 millions d'euros ainsi que de conseils dans les domaines de la gestion, de la transparence et de la gouvernance d'entreprises.

Un autre élément important de l'aide que la BERD apporte dans le cadre de l'Initiative en faveur des pays aux premiers stades de la transition est le **Programme d'aide aux échanges commerciaux** (PAEC) qui vise principalement les petites opérations. Celles-ci sont courantes dans certains des pays les plus pauvres où les entreprises traitent de petites transactions, mais manquent souvent des moyens financiers nécessaires pour en garantir le paiement. Pour résoudre ce problème, le Programme garantit les opérations commerciales et accorde des prêts à court terme aux banques, que celles-ci rétrocèdent aux

importateurs et aux exportateurs locaux. Ce programme, particulièrement développé dans les pays les plus pauvres, opère toutefois dans les 27 pays d'intervention de la Banque.

En 2004, le volume des transactions commerciales financées par le PAEC a atteint le niveau record d'environ 500 millions d'euros. Ces opérations ont généralement bénéficié à des petites entreprises et plus de 50 % d'entre elles étaient d'un montant inférieur à 100 000 euros. En novembre, le programme a conclu sa 3 000^e transaction – un accord qui aidera une société privée kirghize à importer de Turquie des pièces en plastique pour fenêtres. Le programme a également signé sa première opération avec une banque privée turkmène, pour le financement de l'importation d'appareils ménagers en provenance d'Autriche.

En facilitant le commerce, le PAEC ne contribue pas seulement à créer des emplois, mais également à renforcer la coopération et la compréhension entre les pays. Il a notamment permis de rétablir nombre de liens commerciaux traditionnels entre les pays d'opérations de la Banque. Au cours de la seule année 2004, il a financé 150 transactions conclues entre des pays de la région.

Le PAEC fonctionne grâce à un réseau mondial de plus de 600 banques, dont 88 institutions locales. En 2004, les nouveaux accords signés ont représenté

un montant de 58 millions d'euros, avec la participation de 18 banques, dans 10 pays. On notera l'ouverture de trois nouvelles facilités en faveur de banques régionales russes et de sept autres en faveur de banques des pays aux premiers stades de la transition. En 2004, le Programme a financé plus de trois cent opérations dans ces pays.

Le **Programme de redressement des entreprises** et le **Programme de consultants locaux**, financés par des donateurs, apportent également une aide aux petites entreprises. Le premier met les compétences de chefs d'entreprise expérimentés du monde entier au service des petites entreprises des pays d'opérations de la Banque pour les aider à s'adapter à l'économie de marché. Le second fait appel à des consultants locaux qui sont chargés d'enseigner les nouvelles pratiques de gestion aux micro et petites entreprises. Ce programme vise non seulement à améliorer les compétences en gestion des petites entreprises mais aussi à développer l'expertise des consultants locaux.

En 2004, le Programme de redressement des entreprises a lancé 94 nouveaux projets dans 20 pays, parmi lesquels de nombreux projets financés par l'Union européenne dans l'Ouest des Balkans, le Caucase et les nouveaux pays membres de l'Union européenne. Dans les pays aux premiers stades de la transition, de nouveaux projets

Le Programme d'aide aux échanges commerciaux de la BERD a rétabli les liens commerciaux entre de nombreux pays.



Reviement de fortune

En 2002, une imprimerie ouzbèke en difficulté a demandé au Programme de redressement des entreprises de la Banque de l'aider à parvenir à la rentabilité. La société, créée en 1996 par quatre jeunes entrepreneurs, ne pouvait répondre aux besoins de ses clients des secteurs du textile et de la publicité. Le Programme a constitué une équipe, composée de deux experts en imprimerie japonais et d'un coordonnateur belge, qui s'est attaquée aux problèmes de la société en établissant un plan d'entreprise et en donnant des conseils en matière de marketing et de production. Le projet, qui s'est terminé fin 2004, a permis de placer la société sur la voie d'une croissance solide.

En 2004, le Programme de consultants locaux de la Banque a aidé la société à mettre en place un système informatique de gestion. Elle a ainsi pu automatiser complètement ses systèmes de comptabilité, de gestion financière et d'entreposage. À cette fin, la société a bénéficié de services de consultants locaux financés en partie par un don du gouvernement japonais. Grâce à l'introduction du système informatique de gestion, la société pourra attirer de nouveaux investissements et réaliser des bénéfices.

Plus de 1 000 entreprises ont bénéficié de services consultatifs financés par les donateurs.

“communautaires” ont été lancés en République kirghize et au Tadjikistan, visant à accroître le revenu des segments les plus pauvres de la population. Ces projets, financés par le Luxembourg, aident les fermes collectives à acquérir des compétences dans tous les aspects de la gestion des entreprises pour augmenter leurs revenus et s'intégrer à l'économie de marché. Dans le cadre de ce programme, un nouveau projet financé par le Japon aidera les entreprises à résoudre des problèmes environnementaux spécifiques.

En 2004, le Programme de consultants locaux a lancé 620 nouveaux projets dans 12 pays. Grâce à un financement du Japon, un nouveau bureau a été ouvert à Vladivostok, doté des capacités nécessaires pour aider 40 entreprises de la région. Devant le succès du programme financé par l'Union européenne au Caucase, qui a pris fin cette année, son financement a été renouvelé par le biais du Fonds en faveur des pays aux premiers stades de la transition. Depuis 1993, plus de 1 100 projets ont été lancés dans le cadre du Programme de redressement des entreprises et plus de 3 500 au titre du Programme de consultants locaux. Ces projets ont concerné 26 pays, avec un financement des donateurs dépassant 100 millions d'euros.

Des investissements responsables

De nombreux projets de la BERD ont été spécifiquement conçus pour améliorer l'**environnement**. En 2004, par exemple, la BERD a investi 7 millions d'euros pour moderniser l'approvisionnement en eau de Tachkent, 18 millions d'euros pour moderniser le réseau de chauffage urbain polonais et 10 millions d'euros pour aider la ville de Togliatti à acquérir un nouveau parc d'autobus et à commencer à restructurer son système de transport public. Il s'agissait là de la première opération de la Banque dans le secteur du transport urbain en Russie.

Au total, en 2004, la BERD a investi 377 millions d'euros dans des projets d'infrastructures municipales, d'efficacité énergétique et d'assainissement.

La BERD inclut également des conditions environnementales dans de nombreux autres projets ayant pour objectif principal, par exemple, la construction d'une nouvelle usine ou le développement d'une nouvelle technologie. Avant d'investir dans un projet, la Banque effectue une évaluation de son impact environnemental et détermine les mesures que le client doit prendre pour se conformer à la politique qu'elle a définie en matière d'environnement. Ces conditions deviennent obligatoires lors de la signature du projet. En 2004, la BERD a accordé des financements s'élevant à 71 millions d'euros pour financer les composantes environnementales de projets dans le secteur manufacturier, l'industrie lourde, l'agro-industrie et dans de nombreux autres domaines d'activité.

La politique environnementale de la Banque ne traite pas seulement de problèmes écologiques, mais aussi des aspects sociaux des projets, notamment des conditions de travail (hygiène et sécurité, travail des enfants, travail forcé et discrimination illicite sur le lieu du travail) et de l'impact de ces projets sur les communautés locales. En 2004, la BERD a examiné avec des experts externes les moyens d'améliorer l'évaluation de la composante conditions de travail dans le cadre de la procédure d'approbation des projets et a recruté un expert en évaluation des questions sociales qui a intégré les services de la Banque au début de l'année 2005.

En 2004, la BERD a publié son premier rapport annuel sur l'environnement, qui présente ses investissements dans le secteur de l'environnement et dresse le bilan de son action dans ce domaine. Un deuxième rapport, de portée plus vaste, sera publié courant 2005 et s'attachera à la façon dont la BERD



Améliorer l'efficacité énergétique et la gestion de l'environnement

La société Togliatti Azot (ToAz), principal producteur d'ammoniaque de l'ex-URSS, exploite sept unités de production dans l'usine de Togliatti, en Russie occidentale. En 2001, la BERD a accordé un prêt de 44 millions d'euros à ToAz, notamment pour la mise en œuvre d'un plan d'action environnementale visant à aligner ses installations de production sur les normes russes en la matière. La Banque a également financé des services de coopération technique en vue d'aider ToAz à déterminer les principales économies d'énergie qui pourraient être réalisées, ce qui va être fait avec l'aide d'un prêt de 73 millions d'euros accordé par la BERD en 2004. Ce financement permettra à la société de moderniser les quatre plus anciennes unités de production d'ammoniaque et d'accroître leur capacité.

Grâce à ces travaux de modernisation, l'efficacité énergétique des unités de production de ToAz augmentera d'au moins 20 %, ce qui permettra à la société de s'aligner sur les normes environnementales européennes et d'atteindre des niveaux de consommation d'énergie proches des meilleures pratiques en la matière. Ce projet est le plus gros investissement jamais financé par la Banque dans le domaine de l'efficacité énergétique. Sur la base de la production annuelle actuelle, les économies de gaz réalisées chaque année seront équivalentes à la consommation mensuelle d'un pays comme la Suisse. Grâce aux relations qu'elle entretient depuis longtemps avec la Banque, la société s'est désormais engagée à respecter les normes internationales de gestion environnementale ainsi que les principes de transparence et de consultation du public.



Assainir l'environnement dans le Nord-Ouest de la Russie

Le Partenariat pour l'environnement dans le cadre de la dimension septentrionale (PEDS) s'attaque à certains des problèmes environnementaux les plus graves que connaît le Nord-Ouest de la Russie. Ce partenariat, qui associe le gouvernement russe, la communauté des donateurs et des institutions financières internationales telles que la BERD, la Banque européenne d'investissement, la Banque nordique d'investissement et la Banque mondiale, mobilise des fonds pour des investissements dans des projets visant à résoudre les problèmes écologiques que connaît depuis longtemps la région en termes d'approvisionnement en eau, d'épuration des eaux usées, de traitement des déchets solides, d'efficacité énergétique et de sûreté nucléaire.

Le groupe directeur du Partenariat identifie les projets prioritaires et monte des financements constitués de dons du PEDS, de prêts des institutions financières internationales et de contributions bilatérales et locales. La BERD gère le fonds de soutien au Partenariat sous le contrôle de l'assemblée des contributeurs, qui comprend la Communauté européenne, l'Allemagne, la Belgique, le Canada, le Danemark, la Finlande, la France, la Norvège, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Russie

et la Suède. Fin 2004, les contributions au Fonds s'élevaient à 197 millions d'euros, dont 149 millions pour la sûreté nucléaire.

L'assemblée des contributeurs a approuvé des cofinancements du PEDS d'un montant de 44 millions d'euros pour huit projets environnementaux, dont la valeur totale s'élève à plus de 900 millions d'euros. Ce montant inclut une contribution de 471 millions d'euros des institutions financières internationales. Les projets portent notamment sur la modernisation des usines d'épuration de Saint-Pétersbourg, la rénovation de réseaux de chauffage urbain à Kaliningrad et Mourmansk, la modernisation des services d'eau d'Archangelsk et la protection contre les inondations à Saint-Pétersbourg. Par ailleurs, le Groupe directeur du PEDS a identifié cinq autres projets, d'un montant total de 800 millions d'euros.

Un plan stratégique pour le déclassement de l'ancienne flotte nucléaire russe a été achevé en octobre 2004. Ce plan englobe la gestion des déchets et la réalisation de projets environnementaux dans le Nord-Ouest de la Russie et énonce les mesures prioritaires à mettre en œuvre en 2005. Il s'agit notamment de l'installation de matériel de contrôle des radiations et de la mise en place d'un système d'intervention d'urgence dans la région de Mourmansk.

remplit son mandat, qui l'appelle à promouvoir le développement durable dans ses activités d'investissement et dans son fonctionnement.

Dans chacun des projets qu'elle finance, la BERD évalue les niveaux actuels et futurs des émissions de gaz à effet de serre. Dans 27 des projets signés par la Banque en 2004, ces niveaux étaient significatifs. Il s'agissait principalement de projets des secteurs de l'énergie et de l'électricité, des ressources naturelles et d'autres secteurs industriels. Dans tous les projets où la Banque a financé des investissements de remise en état d'installations existantes, la modernisation et les améliorations en matière d'efficacité énergétique devraient permettre une réduction de ces émissions. Dans les cas où la Banque a financé des augmentations de capacité, on s'attend à une réduction des rejets par unité produite. Dans la mesure du possible, les projets de construction de nouvelles installations sont conçus de façon à mettre le niveau des émissions en conformité avec les meilleures pratiques actuelles.

Les activités de la BERD dans le domaine de l'environnement sont généralement entreprises en collaboration avec d'autres organismes internationaux. Le **Fonds pour l'environnement mondial** (FEM) finance

le développement de projets et apporte des cofinancements à des programmes visant à résoudre des problèmes globaux, tels que le changement climatique, la réduction de l'ozone et les atteintes à la diversité biologique. La BERD et le FEM cofinancent actuellement un mécanisme de crédit environnemental en Slovaquie, qui vise à réduire la pollution du Danube. En 2004, quatre banques locales ont reçu des lignes de crédit s'élevant au total à 34 millions d'euros et ont rétrocédé des prêts à des entreprises locales et aux petites municipalités qui investissent dans des projets de réduction de la pollution.

Dans de nombreux pays, la question de la **sûreté nucléaire** est primordiale pour la BERD et les donateurs. La Banque gère au total six fonds pour le compte des gouvernements donateurs : le Compte pour la sûreté nucléaire, le Fonds pour le sarcophage de Tchernobyl, les trois fonds internationaux pour le déclassé des centrales de Bulgarie (Kozloduy), de Lituanie (Ignalina) et de République slovaque (Bohunice) et le Fonds nucléaire du PEDS. À la fin de l'année 2004, les contributions versées à ces fonds étaient proches de 2 milliards d'euros. Chacun des fonds a sa propre assemblée de contributeurs, qui contrôle la gestion et sélectionne les projets à financer. Le succès de ces fonds, qui reçoivent

des contributions de 28 pays et de la Communauté européenne, tient en partie à leur nature multilatérale. La Communauté européenne, qui a versé 578 millions d'euros pour les seuls fonds pour le déclassé, en est de loin le principal contributeur.

Ces différents fonds financent un large éventail de projets, qu'il s'agisse du stockage du combustible irradié, du déclassé de réacteurs à haut risque ou encore de mesures d'efficacité énergétique visant à compenser la capacité de production perdue. En 2004, la fermeture de la centrale nucléaire lituanienne d'Ignalina 1 a été un événement majeur. En outre, de gros marchés ont été signés pour les installations de stockage du combustible irradié d'Ignalina et de Kozloduy. En 2004, les donateurs ont approuvé un nouveau financement de 25 millions d'euros pour des programmes d'efficacité énergétique en Bulgarie. Ces fonds serviront à financer des projets de chauffage urbain, la remise en état de bâtiments publics et une ligne de crédit pour des projets du secteur privé dans les domaines de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables.

En décembre, les travaux de construction pour la stabilisation du sarcophage qui entoure le réacteur nucléaire détruit de Tchernobyl ont démarré. Lorsque les

Des fonds de donateurs administrés par la BERD soutiennent des mesures de sécurité nucléaire sur le site de Tchernobyl.



Objections relatives à des projets de la BERD

En juillet 2004, la BERD a lancé le Mécanisme de recours indépendant qui prend en compte les préoccupations de communautés locales concernant un projet financé par la BERD. Ce mécanisme a pour objet de permettre à la Banque de jouer pleinement son rôle d'institution comptable de son action et d'accroître la transparence du processus de décision. Il offre aux groupes locaux qui pourraient être affectés par un projet la possibilité de déposer une plainte auprès de la Banque.

La procédure du Mécanisme de recours indépendant est conçue pour être simple, efficace et rapide. Elle permet de déterminer si la Banque s'est bien conformée à sa politique environnementale et à ses critères en matière de communication et d'information. Une mission de résolution des problèmes est envoyée pour rétablir le dialogue entre les parties et résoudre les difficultés à l'origine de la plainte. La BERD a nommé trois experts indépendants qui sont chargés d'évaluer le bien-fondé des projets et le respect des conditions fixées par la BERD. Le Mécanisme est administré par le Responsable de la déontologie de la BERD, qui est indépendant du Département des opérations bancaires. Aucune plainte n'a été enregistrée en 2004.

travaux seront terminés, en 2008, la structure en arc aura une largeur de 260 mètres et une hauteur de plus de 100 mètres. Le confinement du sarcophage existant devrait permettre d'assurer la sécurité de la gestion des déchets nucléaires pendant de nombreuses décennies. Le premier examen indépendant de la sûreté de l'un des réacteurs nucléaires russes de la première génération (tranche 1 du réacteur de Koursk) a été mené à bien en 2004 grâce à la collaboration d'experts russes et occidentaux. Les conclusions de ce rapport ont été acceptées et appliquées tant par les opérateurs que par les régulateurs.

Importance de l'intégrité

La BERD accorde la plus haute importance à **l'éthique et à l'intégrité**. Avant d'approuver le financement d'un projet, elle applique des procédures normalisées pour évaluer la gouvernance de l'entreprise, les actionnaires et les processus de passation des marchés de la société cliente. La Banque examine également les états financiers audités de la société, conformément aux meilleures pratiques en la matière. La BERD est particulièrement attentive à identifier les bénéficiaires ultimes du projet pour chaque société qui cherche à obtenir un financement de la Banque.

Les enquêtes sur l'intégrité du client cherchent à déceler d'éventuels

comportements suspects ou contraires à l'éthique de la part de la société cliente, de sa direction ou de ses actionnaires. Un contrôle juridique vérifie la situation du client, ainsi que son actif et son passif. Le bureau du Responsable de la déontologie de la Banque est chargé de toutes les questions relatives à l'intégrité. En 2004, la Banque a veillé à ce que ce bureau dispose des ressources nécessaires à un fonctionnement optimal.

La BERD s'emploie en particulier à combattre **le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme**. Avant d'engager des fonds, elle vérifie que ses clients éventuels ne figurent pas sur la liste des personnes ou entités suspectes d'apporter un appui à des actes de terrorisme, établie par le Conseil de sécurité des Nations Unies. La Banque prend pleinement en compte la résolution 1373 adoptée par le Conseil de sécurité le 28 septembre 2001 pour réprimer le financement des actes de terrorisme. La BERD suit également les travaux du Comité contre le terrorisme créé par cette résolution. Ce Comité, qui comprend les quinze membres du Conseil de sécurité, a pour objectif de renforcer les capacités de la communauté internationale dans le domaine de la lutte contre le terrorisme.

La BERD refuse d'accorder des financements à toute personne ou entité susceptible, selon les comités du Conseil de sécurité, d'appuyer des actes de

terrorisme. En outre elle ne finance ni marché ni contrat attribué à de telles personnes ou entités pour l'acquisition de biens ou de services ou la réalisation de travaux dans le cadre de projets de la BERD. La Banque suit également attentivement les travaux du Groupe d'action financière sur le blanchiment des capitaux, l'organe international qui coordonne la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement des actes de terrorisme.

En 2004, la Banque a intensifié sa coopération avec les autres institutions financières internationales. En décembre 2004, à l'occasion du premier anniversaire de la signature de la Convention des Nations Unies contre la **corruption**, la Banque africaine de développement, la Banque asiatique de développement, la BERD, la Banque interaméricaine de développement et la Banque mondiale ont tenu une réunion à Washington, au cours de laquelle elles ont décidé de réitérer leur volonté commune de combattre la corruption dans l'exercice de leurs activités respectives.

La politique de la Banque en matière de communication et d'information reflète la volonté de la BERD d'opérer **de façon transparente** dans toutes ses opérations. Le premier rapport sur l'application de la nouvelle politique, adoptée en 2003, a conclu que la Banque avait rempli tous ses engagements. À la fin de l'année 2004, 15 stratégies de pays avaient

été traduites dans les langues locales. Sept autres le seront prochainement.

Lors de l'élaboration d'une nouvelle stratégie de pays, la BERD invite le public à présenter des commentaires, qui sont pris en compte lors du processus d'évaluation du projet. Un résumé de ces commentaires, accompagné des réponses de la Banque, est affiché sur le site web de la BERD lorsque le Conseil d'administration a approuvé la stratégie. Pour répondre à toute préoccupation que soulèverait un projet financé par la BERD, celle-ci a adopté en 2004 un Mécanisme de recours indépendant (voir encadré).

Le Bureau de la déontologie veille à préserver l'**intégrité interne** de la Banque en appliquant les procédures de l'institution en matière de rapport et d'enquête sur d'éventuels manquements du personnel. Ces procédures prévoient que toute allégation de faute concernant un membre du personnel fasse l'objet d'une enquête rapide et équitable. En 2004, la grande majorité du personnel de la BERD a suivi une formation sur les normes d'intégrité visant à le sensibiliser à ces questions et à mettre en lumière les meilleures pratiques en la matière. En 2004, le Bureau de la déontologie a entrepris un examen approfondi du code de conduite de la Banque et présentera ses conclusions au cours de l'année 2005.

En 2004, la quasi-totalité du personnel de la BERD a bénéficié d'une formation en matière d'intégrité.

02 Europe centrale et États baltes

Huit pays d'Europe centrale sont devenus membres de l'Union européenne en 2004, tandis que la Croatie a obtenu le statut de pays candidat. La BERD a axé ses opérations sur les projets à plus haut risque et sur les prises de participation, posant ainsi de solides fondations pour le développement des activités des entreprises.

Climat de l'investissement

Le 1^{er} mai 2004, un pas décisif a été franchi dans l'intégration à l'Union européenne, avec l'adhésion de huit des neuf pays d'Europe centrale et de la Baltique. La seule exception demeure la Croatie, devenue pays candidat en juin 2004, et qui devrait entamer les négociations d'adhésion à l'UE en 2005.

Les nouveaux pays membres de l'UE doivent maintenant se conformer aux conditions budgétaires du Pacte de stabilité et de croissance de l'Union. On s'attend toutefois à ce que la Hongrie, la Pologne, la République slovaque et la République tchèque aient besoin d'un délai plus long pour ajuster leurs déficits budgétaires. S'agissant de questions telles que les déséquilibres macroéconomiques et structurels, les nouveaux pays membres ont reçu des directives spécifiques du Conseil de l'Union européenne en matière de politique économique.





La BERD offre aux petites municipalités d'Europe centrale des financements pour des projets d'infrastructures qui les aideront à se conformer aux normes de l'Union européenne.



Quelques données économiques pour 2004

	Population (en millions)	Croissance du PIB (%)	Taux d'inflation à la fin de l'année (%)	Investissements étrangers directs nets (en millions de dollars EU)	Indicateur de la transition (moyenne des neuf notes de la BERD) ¹	
	Croatie	4,4	3,7	2,7	1 100	3,44
	République tchèque	10,3	4,0	2,8	5 000	3,74
	Estonie	1,4	5,5	5,0	557	3,74
	Hongrie	10,0	4,0	5,5	1 891	3,85
	Lettonie	2,3	7,5	7,3	365	3,56
	Lituanie	3,5	7,0	2,8	500	3,48
	Pologne	38,3	5,4	4,4	4 316	3,66
	République slovaque	5,4	5,4	6,0	960	3,56
	Slovénie	2,0	4,5	3,2	-71	3,37

¹ Note maximale : 4,33.

Le second événement marquant de l'année 2004 a été l'adhésion de l'Estonie, de la Lituanie et de la Slovaquie au Mécanisme de taux de change européen II (MTC II), première étape vers l'adoption de l'euro. Les autres pays ont retardé leur entrée dans le Mécanisme dans la mesure où ils ont besoin de temps pour réduire leur déficit budgétaire et parfois l'inflation. Compte tenu des restrictions monétaires déjà appliquées par les États baltes, leur adhésion au MTC II ne devrait pas entraîner de grands bouleversements en matière de politique économique. Il imposera toutefois des contraintes à la Slovaquie en matière de politique de taux de change.

Le maintien d'une demande intérieure soutenue et l'amélioration du climat international des affaires ont favorisé la croissance du PIB des pays d'Europe centrale et des États baltes. En 2004, les États baltes ont à nouveau obtenu les meilleurs résultats, avec un taux s'établissant entre 5,5 et 7,5 %, soit un niveau comparable à celui de l'année 2003. Dans nombre des autres pays de la région, la croissance a également commencé à s'accélérer au cours de l'année. En Pologne, elle atteint 5,4 %, contre 3,8 % en 2003. La croissance de l'économie hongroise a également été dopée par la progression des investissements et la reprise des exportations.

L'adhésion à l'UE a entraîné une augmentation ponctuelle des prix dans de nombreux pays qui ont mis en conformité leurs taxes sur les carburants et l'alcool avec celles de l'Union. Le taux d'inflation moyen des pays d'Europe centrale et des États baltes est passé de 3,1 % en 2003 à 4,4 % en 2004. En 2004, la hausse des prix à la consommation a été plus forte qu'en 2003 dans tous les pays de la région, à l'exception de la Hongrie, de la République slovaque et de la Slovaquie où la désinflation reste un objectif majeur avant l'adoption de l'euro. Si ces augmentations s'expliquent en partie par les effets temporaires de l'adhésion

à l'Union européenne, d'autres facteurs ont également joué un rôle. En Croatie, au contraire, l'inflation est restée faible, à un taux de 2,7 %, soit au même niveau que l'année précédente.

Au cours du premier semestre de l'année 2004, les tensions inflationnistes ont conduit les banques centrales de la Lettonie, de la Pologne et de la République tchèque à augmenter leurs taux d'intérêt pour la première fois depuis plusieurs années. Toutefois, en dépit de fortes tensions inflationnistes, la banque centrale slovaque a plusieurs fois abaissé ses taux d'intérêt à compter du mois de janvier pour freiner le renchérissement de la couronne. À une date plus récente, les taux d'intérêt ont également diminué en République tchèque.

Le déficit budgétaire moyen n'a connu qu'une légère amélioration, tombant de 3,9 % en 2003 à 3,4 % en 2004. Les déficits budgétaires de la Hongrie, de la Pologne et de la République tchèque devraient rester importants et appelleront de nouvelles mesures d'assainissement. Ce sont les pays qui ont récemment adhéré au MTC II qui ont obtenu les meilleurs résultats, affichant tous un déficit inférieur à la limite de 3 % du PIB fixée par l'Union européenne. Le déficit moyen du compte courant est resté inférieur à 6 % de PIB.

Dans certains pays, la hausse de l'investissement et de la consommation, dopés par l'expansion du crédit, a entraîné une nouvelle augmentation des importations. En Hongrie, le déficit du compte courant a atteint environ 8,6 % du PIB en 2004, à la suite d'importants déséquilibres budgétaires et d'une nouvelle appréciation du taux de change réel. Dans les États baltes, les déficits du compte courant sont restés supérieurs au taux moyen de la région tandis qu'en République slovaque, la forte expansion des exportations – principalement d'automobiles – a permis d'abaisser au cours des dernières années un déficit courant traditionnellement élevé.

Le volume élevé des investissements étrangers directs dans cette région et leur rentabilité relativement forte se sont traduits dans plusieurs pays par des soldes négatifs importants de la balance du revenu. Il semble que les investisseurs étrangers réinvestissent actuellement la plus grande partie de leurs bénéfices. Cependant, on observe déjà un déplacement de certains investissements vers les pays de l'Europe du Sud-Est (voir page 36) car les privatisations sont presque achevées dans les pays d'Europe centrale et dans les États baltes où il reste peu d'actifs attractifs à acheter. Certaines privatisations, telles que celle de l'opérateur de télécommunications tchèque, pourraient toutefois, le cas échéant, attirer des flux de capitaux substantiels. À court et à moyen termes, les financements de l'UE dopent l'investissement intérieur et étranger dans l'ensemble de cette région. La Croatie a la possibilité d'obtenir des financements de l'UE en recourant aux instruments de pré-adhésion, tels que l'instrument structurel de pré-adhésion.

Après des années de progrès rapides rendus nécessaires par la perspective de l'adhésion à l'Union européenne, le rythme des réformes s'est ralenti en 2004 dans de nombreux pays de la région. L'exception notable étant la Croatie, seul pays du groupe non membre de l'UE, où les réformes ont sensiblement progressé dans les domaines-clés de la gouvernance, de la banque et des infrastructures. Toutefois, la consolidation du secteur financier a avancé dans certains des nouveaux pays membres de l'UE. La République tchèque, par exemple, a remanié sa législation sur les marchés financiers tandis que l'Estonie et la République slovaque ont développé le crédit au secteur privé et de nouveau renforcé le contrôle du secteur bancaire.

En 2004, les nouveaux membres de l'UE ont continué d'aligner leurs législations sur les normes de l'Union européenne.

La Lituanie a adopté une réglementation compatible avec le droit des sociétés et le droit bancaire européens. De même, la Pologne a révisé son droit de la propriété pour le mettre en conformité avec les normes européennes. La République slovaque a modifié son code commercial et mis en œuvre d'autres réformes favorables au climat des affaires. La Slovénie a continué d'harmoniser sa législation avec celle de l'Union européenne en modifiant ses réglementations boursières et bancaires.

Des réformes restent nécessaires dans les domaines de la gouvernance, des entreprises, de la réforme judiciaire et de la politique de la concurrence ainsi que dans le secteur financier, mais ces réformes institutionnelles, de même que celles qui s'attaquent à la corruption, sont difficiles et prendront du temps. Comme le montre l'exemple des derniers pays candidats à l'UE (Bulgarie, Croatie et Roumanie), la perspective d'adhérer à l'UE et la nécessité de répondre aux

critères d'adhésion facilitent probablement l'adoption de réformes difficiles. Après l'adhésion, l'augmentation du niveau de vie et la diminution régulière du chômage seront nécessaires pour que l'opinion publique maintienne son soutien à ces réformes et aux mesures d'austérité budgétaire. Si ces conditions n'étaient pas remplies, les restructurations et les restrictions budgétaires exigées pour l'élimination des déficits budgétaires et l'entrée dans la zone euro pourraient être retardées.

En Croatie, les défis posés par la transition sont les mêmes que dans les autres pays candidats à l'adhésion (Bulgarie et Roumanie). Il faut en particulier que les autorités maintiennent la cadence des dernières réformes et redoublent d'efforts pour renforcer le système judiciaire et l'administration publique.

Investissements de la BERD

En 2004, la BERD a investi 964 millions d'euros dans les pays d'Europe centrale et dans les États baltes, portant le total de ses investissements dans la région à plus de 9,8 milliards d'euros. Le total des décaissements effectués pendant l'année a atteint le niveau record de 1 056 millions d'euros.

En 2004, la Pologne a été le premier bénéficiaire des financements de la BERD, principalement avec des projets dans les secteurs des institutions financières, de l'efficacité énergétique, de l'immobilier et des entreprises. En Hongrie, la BERD a notamment financé deux grands projets, l'un pour le financement de l'autoroute M5, l'autre pour le refinancement des investissements de la phase I de l'opération. Le projet M5 a été retenu par le magazine *Project Finance* comme projet d'infrastructure de l'année. En République slovaque, la BERD a axé



Un projet de chauffage urbain permet de diminuer les rejets de gaz carbonique

La ville de Lodz, cité historique, est la capitale du textile polonais. Après des années mouvementées, la ville amorce une renaissance. Le secteur textile est à nouveau en plein essor et la belle rue Piotrkowska, bordée d'élégants immeubles du 19^e siècle, de magasins, de cafés et de bars, a été rendue aux piétons.

Pour améliorer la fiabilité des services de chauffage urbain fournis aux 800 000 habitants de la ville, la BERD a fait un nouvel investissement de 39 millions d'euros dans la société Dalkia Polska, filiale polonaise de Dalkia international, qui est l'une des premières sociétés mondiales du secteur des services énergétiques. Cet investissement financera l'acquisition de ZEC Lodz, deuxième centrale polonaise de chauffage urbain et de production combinée d'électricité et de chaleur.

ses interventions sur le développement des institutions financières.

En 2004, le secteur des petites entreprises est resté prioritaire et la coopération avec l'Union européenne dans ce domaine s'est renforcée. Compte tenu de l'importance des opérations de crédit-bail pour les petites et moyennes entreprises, le Mécanisme UE/BERD de financement de PME a consenti six de ses dix prêts à des sociétés de crédit-bail. L'assistance technique financée par l'Union européenne aide ces sociétés à mieux cibler les PME et à améliorer l'éventail des services qu'elles offrent.

La BERD est soucieuse d'établir des partenariats avec ses clients et de partager le risque de leurs opérations. Les pays de la région manquant de "capital-risque", la BERD a accru ses prises de participation. Les projets comportant des prises de participation représentent 30 % de l'ensemble des

investissements effectués par la Banque dans la région en 2004. Il s'agit notamment d'investissements dans des fonds de placement, qui offrent un moyen souple de financer de petits projets.

La BERD a pris des participations dans le capital de deux fonds d'actions généralistes et de trois fonds spécialisés dans l'immobilier opérant dans l'ensemble de la région. Les prises de participation permettent également à la Banque de promouvoir les meilleures pratiques en matière de gouvernance d'entreprise. Elle a, par exemple, investi 19 millions d'euros dans Estonian Cell pour la construction d'une usine de pâte à papier, en échange d'une participation de 33 % qui lui donne deux sièges au conseil d'administration de l'entreprise (voir page 32).

En Pologne, la BERD a investi dans la principale banque agricole, BGZ. Elle a participé à une augmentation de capital qui lui a donné un intérêt minoritaire de

15 %, en partenariat avec Rabobank International. En outre, la BERD et la Rabobank ont acheté des obligations convertibles subordonnées. Le renforcement de la structure de capital de BGZ et l'expertise apportée par la BERD et la Rabobank devraient avoir des retombées positives non seulement pour BGZ, mais pour l'ensemble du secteur agricole du pays. Dans une autre opération majeure dans le secteur financier, la BERD a accordé un prêt de 50 millions d'euros à la banque croate Zagrebacka, qui contribuera à répondre à l'augmentation de la demande locale de prêts à long terme pour l'achat ou la rénovation de résidences.

En 2004, la BERD a apporté un appui considérable à des projets novateurs, comme une opération de modernisation et d'amélioration de la gestion de trois gares ferroviaires en République tchèque. Une société italienne, Grandi Stazioni, a obtenu le marché et signé un accord de concession à long terme, tandis que la BERD a pris une participation

ZEC Lodz, ancienne entreprise d'État, exploite une centrale thermique au charbon qui fournit 70 % du chauffage de la ville. La centrale comprend trois usines, construites de 1958 à 1977. ZEC a récemment obtenu les très convoités marchés de chauffage de la nouvelle usine de Gillette et du nouveau centre commercial de la ville.

La privatisation de la société garantira une bonne gestion environnementale. La modernisation devrait entraîner une réduction spectaculaire des émissions de gaz carbonique - d'environ 1,33 million de tonnes entre 2005 et 2012 - ainsi que l'extension des services à de nouveaux consommateurs résidentiels et commerciaux. Une meilleure utilisation de la capacité de cogénération devrait accroître l'efficacité énergétique et permettre d'économiser le charbon tout en augmentant

considérablement la production de chauffage et d'électricité.

Le succès de la privatisation de la société sera un événement marquant pour la Pologne. Dalkia Polska, dont un tiers du capital est détenu par la BERD, deviendra ainsi l'une des premières sociétés de services énergétiques à être cotée à la bourse de Varsovie. La société a convenu de demander son introduction en bourse d'ici avril 2009. Elle possède et exploite déjà des installations de chauffage urbain dans les villes de Poznan, de Sopot et de Zielona Gora.



La construction d'une papeterie va favoriser les exportations et créer des emplois

L'ancienne ville de Kunda, en Estonie, l'un des premiers peuplements humains du pays, est sise dans la partie septentrionale de la Viruma. Depuis toujours, ses habitants utilisent le bois de tremble, abondant dans les forêts avoisinantes, pour fabriquer le bateau traditionnel, le haabja, creusé dans un seul arbre. Cette tradition, aussi séduisante qu'elle soit, n'a pas permis de créer une industrie rentable, susceptible d'employer la main-d'œuvre restée sans travail après la faillite des anciennes industries soviétiques au début des années 90.

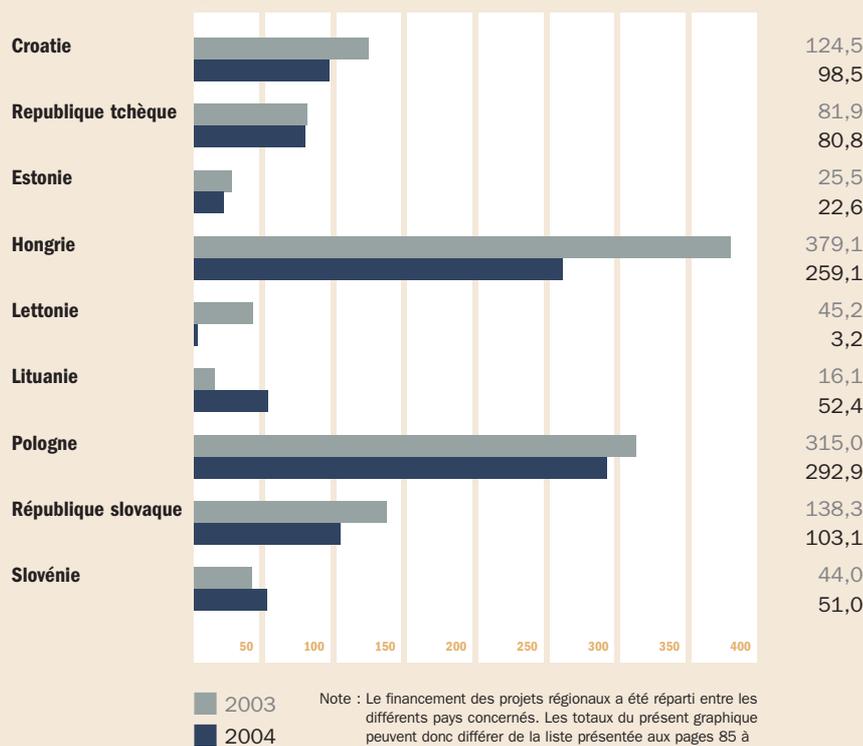
Kunda et ses 5000 habitants accueilleront prochainement une usine de pâte à papier ultramoderne, qui constituera la première phase d'un projet de fabrication, pour l'Europe et le monde entier, à partir du bois de tremble, actuellement sous-utilisé. La BERD participera ainsi, avec des investisseurs autrichiens et norvégiens, à l'un des plus grands projets étrangers jamais entrepris en Estonie. Cet investissement de 19 millions d'euros dans Estonian Cell permettra la construction d'une papeterie respectueuse de l'environnement, qui produira jusqu'à 500 tonnes de pâte à papier par jour pour l'exportation.

Le projet devrait permettre une augmentation significative de 2 % des exportations totales du pays qui comprennent déjà de nombreux produits forestiers. Il aura également pour effet d'augmenter la valeur du bois de tremble, qui est surtout utilisé actuellement comme combustible domestique. Avec une participation de 33 % de la BERD, le projet aura un impact important sur le secteur forestier du pays. Il permettra non seulement de créer 370 emplois, mais aussi de promouvoir la bonne gestion des forêts de trembles.

On attend du projet le développement d'une demande intérieure durable pour le bois de tremble, dont près de la moitié sera fourni par des forêts privées. Roar Pauslud, président de l'entreprise norvégienne Larvik Cell qui investit dans l'opération, indique que l'utilisation de matières premières estoniennes pour la fabrication d'une pâte à papier de haute qualité est l'un des éléments-clés de ce projet et contribuera directement au développement de l'économie du pays.

Engagements de la BERD en 2003-2004

En millions d'euros



Engagements cumulés de la BERD, fin 2004

En millions d'euros

Croatie	1 310,0
République tchèque	996,5
Estonie	467,6
Hongrie	1 739,8
Lettonie	284,8
Lituanie	434,3
Pologne	3 063,6
République slovaque	999,8
Slovénie	552,3

Note : Le financement des projets régionaux a été réparti entre les différents pays concernés.

de 4 millions d'euros dans le capital du concessionnaire.

En Pologne, la BERD a consenti un prêt privilégié de 15 millions d'euros à la société PKP Energetyka, héritière des chemins de fer nationaux, pour un projet qui devrait lui permettre de réaliser des économies d'exploitation et d'entretien. La Banque soutient fermement le programme de réforme des chemins de fer polonais et lui a déjà accordé des prêts pour le redéploiement des effectifs et la restructuration financière.

En 2004, la BERD a investi dans certains projets à plus haut risque, tels que la restructuration après faillite de l'aciérie Huta Ostrowiec, située dans le Sud-Est de la Pologne. Elle a accordé un prêt à long terme de 20 millions d'euros aux nouveaux propriétaires, un groupe sidérurgique espagnol, à l'appui d'un programme visant à moderniser et rendre viable l'entreprise, et réuni 30 millions d'euros supplémentaires

pour le projet via un syndicat de banques polonaises.

La BERD a également contribué à l'émergence de leaders nationaux, tel que UAB VP Market, une entreprise de vente au détail qui est maintenant la première société lituanienne par son chiffre d'affaires sur le marché intérieur. La société a reçu un prêt de 35 millions d'euros pour mener à bien l'expansion et le développement de son réseau de succursales. La Banque a en outre financé l'extension des opérations de Getro, une grande chaîne de détaillants croate.

Dans le secteur des infrastructures municipales, la BERD a financé la restructuration des systèmes de transports publics de Gdansk (Pologne) et de Kaunas (voir page 34). En Croatie, elle a participé au financement d'un grand projet d'infrastructure à Dubrovnik. Ce projet du secteur privé contribuera à la modernisation du réseau emprunté par les autobus et aidera la ville à tirer parti de ses atouts touristiques.

Dans le cadre du Mécanisme UE/BERD de financement de collectivités locales, deux prêts ont été accordés à des banques polonaise et slovaque. Ce mécanisme finance les projets d'infrastructure de petites municipalités (moins de 100 000 habitants) pour aider ces dernières à se conformer aux normes de l'Union européenne en matière d'environnement, de santé et de sécurité.

Dans le secteur de l'énergie, la BERD a consenti à la compagnie d'électricité slovaque Slovenske Elektrarne un prêt sur sept ans, à hauteur de 30 millions d'euros, pour le projet de la privatisation de la compagnie. En Pologne, la Banque a participé aux deux plus importantes privatisations d'usine de cogénération, en finançant leur acquisition par Dalkia, la première société du secteur des services énergétiques (voir page 30).

À la fin de l'année 2004, la BERD a lancé une série de séminaires régionaux dont l'objectif est d'améliorer la coopération et de développer des opérations avant



Le parc d'autobus de Kaunas (photo de gauche) va être remplacé par des véhicules modernes, confortables, fiables et moins polluants (photo de droite)

Le renouvellement du parc d'autobus permet d'offrir un meilleur service aux usagers lituaniens

Attendre un autobus dans une rue fréquentée de Kaunas, en Lituanie, peut être une expérience très décourageante car, quelle que soit l'heure de la journée, la moitié seulement des autobus Ikarus de la compagnie d'État sont en service. L'utilisateur n'a qu'une seule certitude : quand l'autobus arrivera, le prix du billet sera faible. Les tarifs n'ont pas augmenté depuis neuf ans et une carte mensuelle coûte moins de neuf euros. Des milliers de minibus privés offrent une solution de remplacement, mais ils sont plus petits, plus chargés et plus chers.

Kaunas est l'une des plus grandes villes des États baltes et le principal centre industriel de Lituanie. Sur une population de 380 000 habitants, 8 % seulement sont sans emploi. Dans une ville aussi importante et aussi animée, les transports publics sont cruciaux. C'est pourquoi la BERD accorde un prêt de 10 millions d'euros à la compagnie d'autobus de Kaunas pour l'acquisition et l'entretien de 50 nouveaux autobus destinés aux habitants d'une ville qui fournit 19 % du PIB lituanien.

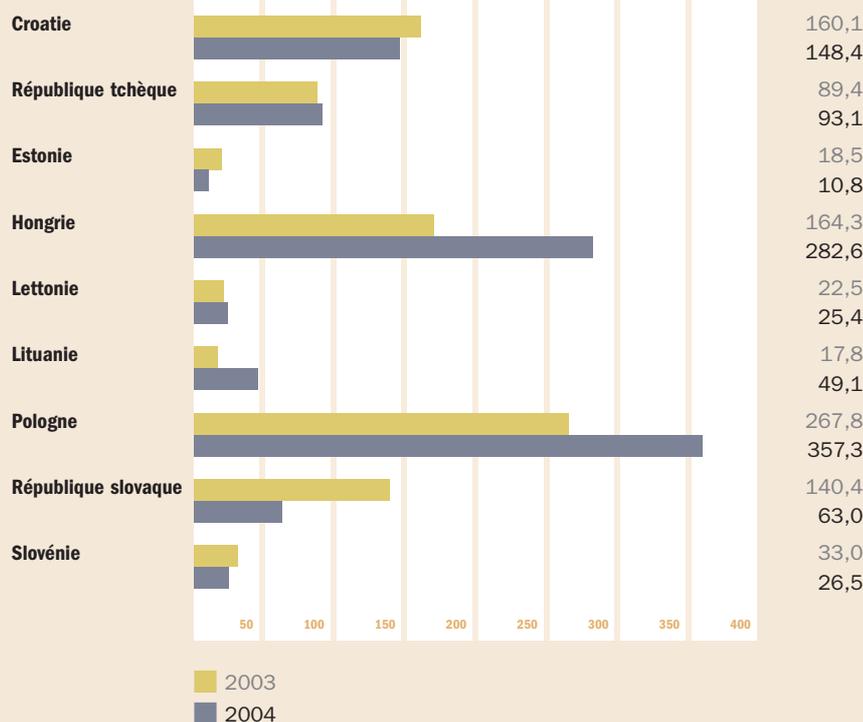
Le nouveau service sera plus cher, mais la plupart des habitants estiment que l'amélioration du confort et de la régularité du service justifiera cette augmentation. En outre,

les nouveaux autobus rejettent beaucoup moins de gaz carbonique, ce qui rendra la ville bien moins polluée que celles où le système de transports publics n'a pas été modernisé. Gediminas Vilutis, l'un des premiers conducteurs du nouvel autobus Solaris (fabriqué en Pologne), indique que les passagers lui demandent constamment quand le nouveau véhicule sera mis en service sur leur ligne. Il affirme que le Solaris est le meilleur autobus qu'il connaisse : "Ces nouveaux autobus ont véritablement transformé la ville, non seulement parce qu'ils ont bien meilleure allure, mais aussi parce que les usagers sont plus nombreux à vouloir les utiliser" déclare Paulius Keras, directeur du service des transports de la ville.

La compagnie d'autobus de Kaunas a été créée en 1934. En 2002, elle a transporté le nombre impressionnant de 16,5 millions de passagers sur 35 lignes d'autobus et quatre lignes de minibus. Elle possède encore une part substantielle du marché. Son parc comprend actuellement 210 véhicules vétustes, mais elle n'en utilise chaque jour que 130. Les nouveaux autobus, qui commencent à être mis en service, seront disponibles en permanence et les coûts d'entretien devraient baisser considérablement.

Décassements de la BERD en 2003-2004

En millions d'euros



Décassements cumulés de la BERD, fin 2004

En millions d'euros

Croatie	1 084,3
République tchèque	881,2
Estonie	431,8
Hongrie	1 408,9
Lettonie	258,4
Lituanie	346,5
Pologne	2 431,3
République slovaque	910,7
Slovénie	489,4

l'Assemblée annuelle qui se tiendra à Belgrade (Serbie-et-Monténégro) en 2005. Le premier séminaire, tenu à Zagreb (Croatie) et auquel ont participé des ministres, des maires, des représentants de la communauté internationale, des dirigeants du secteur des affaires et des experts, était axé sur le développement des municipalités dans l'ensemble de la région.

Perspectives

En 2004, la BERD a approuvé de nouvelles stratégies pour l'Estonie, la Lituanie, la Pologne, la République slovaque et la Slovénie. Elle continuera, d'axer ses opérations sur le développement des petites et moyennes entreprises et la mise en place d'un solide secteur bancaire. Elle appuiera également les investissements directs d'entreprises étrangères de taille moyenne et le développement des entreprises locales, notamment par le biais d'investissements transfrontières.

La Banque financera par ailleurs des restructurations industrielles en partenariat avec des investisseurs stratégiques ainsi que la privatisation des dernières entreprises d'État. Elle cherchera également à encourager la restructuration des services publics, en mettant l'accent sur l'amélioration de la qualité des prestations et sur l'efficacité énergétique. La BERD restera très présente dans le secteur municipal, en investissant sans garanties souveraines et en mettant en place des lignes de crédit dans le cadre du Mécanisme UE/BERD de financement de collectivités locales. Enfin, elle participera à des projets d'infrastructure routière quand il sera possible d'établir des partenariats entre secteur public et secteur privé.

En Croatie, la BERD collaborera étroitement avec les autorités pour aider le pays à se préparer à entrer dans l'UE. Elle continuera d'apporter un appui aux entreprises locales, notamment pour

le développement de leurs opérations transfrontières. Elle aidera les municipalités à élaborer des projets de développement de leurs infrastructures en vue d'un financement de la Communauté européenne et maintiendra son aide aux projets nationaux d'infrastructure, en étroite coordination avec les autres institutions, en particulier la Banque européenne d'investissement et l'Union européenne. Le secteur du tourisme fera l'objet d'une attention particulière.

Pour aider les pays d'Europe centrale et les États baltes à moderniser et à restructurer les secteurs où les réformes ne sont pas encore achevées, la BERD est prête à prendre de nouveaux risques. Elle cherchera à accroître ses prises de participation, à créer des produits novateurs et à offrir des solutions présentant des risques plus élevés, notamment en passant par des intermédiaires financiers et non bancaires, tels que les fonds de placement.

03 Europe du Sud-Est

La perspective de l'adhésion à l'UE a encouragé l'adoption de nouvelles réformes en Bulgarie, en Roumanie et dans l'Ouest des Balkans. Les investissements de la BERD ont contribué à resserrer les liens économiques dans la région et à financer des projets d'infrastructure essentiels.

Climat de l'investissement

L'économie de la région de l'Europe du Sud-Est continue de tirer avantage de la perspective de l'adhésion à l'UE de la Bulgarie et de la Roumanie en 2007. Le taux de croissance moyen du PIB a progressé, s'établissant à 6,4 % en 2004 contre 4,4 % en 2003. La croissance est demeurée forte en Albanie, en Bulgarie et en Roumanie, tandis qu'elle a atteint 7,1 % en Serbie-et-Monténégro (contre 3 % en 2003) à la suite des notables améliorations intervenues dans les secteurs agricole et manufacturier.

À la fin de l'année, le taux d'inflation moyen avait légèrement diminué, passant de 6,7 % en 2003 à 6,3 % en 2004, ce qui s'explique principalement par la décélération enregistrée en Serbie-et-Monténégro où le taux d'inflation est tombé de 14,2 % à 9,3 %.



En 2004, la BERD a innové en matière de soutien aux petites entreprises du secteur agricole bulgare, qui joue un rôle-clé dans l'économie du pays.



Quelques données économiques pour 2004

	Population (en millions)	Croissance du PIB (%)	Taux d'inflation à la fin de l'année (%)	Investissements étrangers directs nets (en millions de dollars EU)	Indicateur de la transition (moyenne des neuf notes de la BERD) ¹
 Albanie	3,2	6,0	2,2	350	2,81
 Bosnie-Herzégovine	3,8	5,0	–	420	2,52
 Bulgarie	7,8	5,5	3,9	1 837	3,37
 ERY de Macédoine	2,0	2,0	3,3	150	2,96
 Roumanie	21,7	7,0	9,3	5 020	3,18
 Serbie-et-Monténégro	8,3	7,1	13,0	950	2,48

¹ Note maximale : 4,33.

Dans l'ensemble de la région, la rapide croissance du PIB s'est accompagnée d'une expansion des prêts bancaires qui a entraîné une augmentation de la consommation intérieure. Devant cette évolution, de nombreux pays ont mis en place une réglementation plus stricte du crédit bancaire.

En 2004, les déficits budgétaires ont été en moyenne inférieurs à 2 % du PIB, ce taux n'étant dépassé qu'en Albanie et en Serbie-et-Monténégro. En revanche, l'ERY de Macédoine a ramené son déficit à environ 0,1 % du PIB. Face au déséquilibre de ses comptes extérieurs, la Bulgarie a dégagé un excédent budgétaire.

Les déficits courants sont restés importants dans l'ensemble de la région, s'établissant en moyenne à 9,8 % du PIB et dépassant 10 % en Bosnie-Herzégovine et en Serbie-et-Monténégro. En Bulgarie, le déficit est resté supérieur à 7 % du PIB sous l'effet d'une forte poussée de la consommation, stimulée par l'expansion du crédit. Toutefois, pour la deuxième année consécutive, les investissements étrangers directs nets ont atteint des niveaux historiques, soit environ 8,6 milliards de dollars. Ce phénomène s'explique principalement par les grandes privatisations et par la délocalisation de l'activité des pays d'Europe centrale vers les pays d'Europe du Sud-Est, où le coût du travail est plus bas et les impôts moins élevés.

Bien qu'en diminution, les prêts et les dons provenant d'institutions financières internationales et de gouvernements restent des sources de financement importantes dans plusieurs pays de la région, s'ajoutant aux envois de fonds de travailleurs vivant à l'étranger. Les familles et les petites entreprises d'Albanie, de Bosnie-Herzégovine, de l'ERY de Macédoine et de Serbie-et-Monténégro bénéficient considérablement de ces versements.

Les réformes structurelles ont progressé en 2004. La Roumanie, par exemple,

a mené à bien plusieurs grandes privatisations, en particulier dans le secteur de l'énergie, et a bien progressé sur la voie des réformes dans le secteur bancaire et dans celui des infrastructures. Elle a également continué d'améliorer sa législation en matière de gouvernance des entreprises en introduisant des règles obligatoires relatives au droit de vote dans les sociétés cotées. À la fin de l'année, la Roumanie s'était conformée aux obligations découlant des 31 chapitres de l'acquis communautaire, qui incorpore les principales règles de l'UE. Toutefois, le nouveau gouvernement formé au début de l'année 2005 devra faire beaucoup plus au cours des deux prochaines années dans les domaines particulièrement difficiles de la réforme institutionnelle (y compris la poursuite de réformes structurelles dans des secteurs-clés) et de la politique de la concurrence.

En Bulgarie, les grandes privatisations et la réforme du secteur bancaire et des infrastructures se sont poursuivies en 2004. Le gouvernement a opéré plusieurs réformes législatives, consistant notamment en l'adoption d'une nouvelle loi sur les concessions en matière d'infrastructures et d'une nouvelle réglementation sur les marchés publics. La Bulgarie s'est également conformée aux obligations découlant des 31 chapitres de l'acquis communautaire. Il est prévu que les gouvernements de la Bulgarie et de la Roumanie signent le traité d'adhésion à l'UE en avril 2005 et que ces pays deviennent membres de l'Union en janvier 2007. Des problèmes demeurent cependant en ce qui concerne leur capacité administrative et leur système judiciaire. La Commission européenne suivra de près les progrès dans la mise en œuvre des réformes que ces deux pays se sont engagés à appliquer. Il est possible que leur entrée dans l'UE soit reportée d'un an.

Dans les autres pays de l'Europe du Sud-Est, l'engagement de l'UE envers le processus de stabilisation et d'association, qui prépare les pays de la région à une

entrée éventuelle dans l'UE, continue de stimuler les réformes en Albanie, en Bosnie-Herzégovine, dans l'ERY de Macédoine et en Serbie-et-Monténégro. L'ERY de Macédoine a posé sa candidature à l'adhésion à l'UE tandis que l'Albanie négocie un accord de stabilisation et d'association semblable à ceux qui ont déjà été conclus avec la Croatie et l'ERY de Macédoine. La Commission européenne étudie actuellement la possibilité d'entamer la négociation d'un tel accord avec la Bosnie-Herzégovine et avec la Serbie-et-Monténégro.

La Bosnie-Herzégovine et la Serbie-et-Monténégro ont réalisé des progrès dans le domaine des privatisations et de la réforme du secteur bancaire. En Serbie-et-Monténégro, le rythme des réformes s'est ralenti au début de l'année 2004 en raison d'incertitudes politiques mais la réforme du secteur financier s'est accélérée pendant la deuxième partie de l'année. L'élection à la présidence serbe d'un candidat favorable aux réformes a dissipé les craintes de ceux qui redoutaient que le pays revienne à des politiques nationalistes préjudiciables. Une nouvelle loi sur la faillite est entrée en vigueur en Serbie-et-Monténégro (mais n'est applicable qu'en Serbie). Cette loi régleme les procédures de réorganisation et de liquidation et représente une amélioration importante par rapport à la loi précédente. Toutefois, plusieurs problèmes-clés restent à résoudre, relatifs notamment au statut définitif du Kosovo et à l'éventualité de la scission de la Serbie-et-Monténégro en deux États distincts.

La corruption reste un problème grave dans tous les pays de l'Europe du Sud-Est, bien que beaucoup d'entre eux prennent manifestement des mesures pour la combattre. Tant dans le cadre du processus d'adhésion (en ce qui concerne la Bulgarie et la Roumanie) que dans celui du processus de stabilisation et d'association, ces pays bénéficient d'incitations pour améliorer la gouvernance et réduire la corruption. Dans certains de ces pays, toutefois, la lutte

contre la corruption pose des problèmes particulièrement difficiles à résoudre.

Investissements de la BERD

Les investissements de la BERD en Europe du Sud-Est ont atteint 1 milliard d'euros en 2004, en hausse de 6 % par rapport à 2003, et ont fortement augmenté en Albanie et en Bosnie-Herzégovine. 81 % de ces investissements sont allés au secteur privé, contre 76 % en 2003. La Roumanie, la Bulgarie et la Serbie-et-Monténégro ont bénéficié des financements les plus importants.

La Banque a résolument cherché à attirer des cofinancements, ce qui apparaît clairement dans l'augmentation des prêts syndiqués dont le total s'est élevé à 321 millions d'euros en 2004, contre 106 millions d'euros en 2003. Les engagements cumulés de la BERD, soit 5,1 milliards d'euros, ont directement

mobilisé un volume d'investissements supplémentaires de 10,6 milliards d'euros.

Parmi les interventions marquantes de la BERD en 2004, on peut citer la privatisation de la société de télécommunications bulgare. La Banque a offert à la fois un prêt et une prise de participation et réuni un consortium commercial pour ce projet majeur (voir ci-dessous). En Roumanie, la Banque a pris une participation dans la société Petrom, marquant ainsi l'aboutissement du rôle-clé qu'elle a joué dans la réussite de la privatisation de l'une des plus grandes entreprises d'État roumaines. Dans l'ERY de Macédoine, le projet novateur de pré-privatisation de la compagnie d'électricité ESM a demandé plus de deux années de préparation (voir page 15).

La BERD a continué de promouvoir la réforme de la réglementation et l'intégration régionale. Elle a accordé

un prêt de 18 millions d'euros à Transelectrica, l'opérateur public roumain de transport d'électricité, afin de poursuivre l'intégration des marchés d'électricité de l'Europe du Sud-Est et de l'Europe occidentale. Ce prêt est le premier projet de la Banque dans le secteur de l'énergie à ne pas être assorti d'une garantie de l'État.

Le projet du port de Constanta a également été financé sans garantie souveraine (voir page 42). Dans le secteur de l'énergie et des infrastructures de la Serbie-et-Monténégro, la Banque a réussi à réorienter ses opérations, abandonnant peu à peu les projets financés avec la garantie de l'État en faveur d'activités du secteur privé.

Dans le secteur financier, la BERD a apporté son concours à de petites et moyennes entreprises en accordant des lignes de crédit à des banques locales et à des sociétés de crédit-bail et en



Une société privatisée accroît l'offre de services de télécommunications en Bulgarie

Quand on demande une ligne de téléphone en Bulgarie, il faut généralement s'inscrire sur une liste d'attente. Cette situation ne devrait pas durer. La société bulgare de télécommunications, privatisée en juin 2004, évolue rapidement.

La vente d'une participation majoritaire dans cette société au consortium d'investissement international Advent dirigé par des sociétés américaines a été un événement capital pour le gouvernement bulgare et a marqué une étape importante sur la voie de l'adhésion du pays à l'UE, prévue en 2007. La BERD a joué un rôle majeur dans le processus de privatisation en prenant part au montage du prêt de 76,5 millions d'euros accordé pour financer cette acquisition ainsi qu'au consortium d'investisseurs.

Il existe actuellement en Bulgarie 38 lignes téléphoniques pour 100 habitants et la demande locale est supérieure à

finançant des programmes d'aide aux échanges commerciaux et des lignes de crédit hypothécaire. Elle a en outre pris des participations et consenti des prêts aux entreprises. Dans le cadre du mécanisme UE/BERD de financement de petites et moyennes entreprises, un projet innovant a permis de mettre en place un dispositif de financement des petites et moyennes entreprises du secteur agricole de Bulgarie, à hauteur de 10 millions d'euros. Toujours dans le cadre de ce mécanisme, la Banque a également signé son premier accord de crédit-bail dans ce pays.

Dans le cadre d'une opération majeure réalisée dans l'ERY de Macédoine, la BERD a réuni un consortium de dix banques à l'appui de la banque Tutunska. Les engagements contractés par la BERD envers les établissements financiers de Serbie-et-Monténégro ont atteint 54 millions d'euros, y compris des prêts et des prises de participation

dans les banques Cacanska Banka, Eksimbanka, Euromarket Banka, ProCredit Bank et Volksbank. La BERD a accordé des prêts à la Société générale et aux banques HVB et Raiffeisen pour renforcer leurs capacités dans le domaine du crédit hypothécaire résidentiel.

Le commerce de détail, le secteur manufacturier et celui des télécommunications ont également bénéficié de financements de la BERD. La Banque a pris une participation et syndiqué un prêt en faveur de la chaîne de supermarchés Piccadilly à Varna (Bulgarie), afin de financer l'expansion régionale de cette chaîne sur la côte de la mer Noire. En Albanie, la BERD a contribué aux investissements étrangers réalisés dans le projet à haute visibilité de la cimenterie Fushe Kruje. En Serbie-et-Monténégro les investissements majeurs de la BERD ont concerné les entreprises Ball Packaging (voir

page 44), Hemofarm (compagnie pharmaceutique), SBB (un des principaux opérateurs de réseau câblé) et Frikom (producteur de crèmes glacées et de surgelés). En Roumanie, la BERD a continué d'investir dans les projets en cours dans le secteur immobilier et les agro-industries.

Dans le domaine de l'environnement, la BERD a consenti un prêt afin de réduire les émissions de dioxyde de soufre de la première centrale électrique bulgare, celle de Maritza Est II. Dans le cadre de sa première opération d'échange de droits d'émission de carbone, la Banque a signé un accord dans lequel elle s'engageait à acheter, au nom du gouvernement néerlandais, des crédits carbone à la papeterie bulgare Stambolijski. Avec l'aide du Fonds Pays-Bas/BERD de réduction des émissions, la papeterie réduira ses rejets de dioxyde de carbone et de méthane en substituant, pour la majeure partie de ses besoins, la

l'offre, en particulier sur le marché des services Internet, en croissance rapide. Dans le cadre de la privatisation, la société a également obtenu une licence GSM et lancera un service de téléphonie mobile dans l'année afin de répondre à l'augmentation de la demande.

L'ancienne entreprise d'État doit maintenant opérer une mutation, en renforçant les activités de service au client, tout en réorganisant sa structure, son personnel et ses pratiques professionnelles. À cet effet, une nouvelle équipe de direction a été mise en place au début de l'année 2004.

Depuis 1994 déjà, la société bulgare de télécommunications remplace ses commutateurs analogiques par des commutateurs numériques. Les lignes numériques ne représentant encore que 33 % du réseau, la société cherche à accélérer la numérisation afin d'améliorer la qualité du service dans les grandes villes et les régions isolées du pays.

Au moment de la privatisation, la société employait environ 25 000 personnes, dont un grand nombre chargées de l'entretien du système analogique obsolète. La société prévoit de réduire graduellement le nombre d'employés, par le biais de redéploiements, de mises à la retraite anticipée ou de suppressions de poste. Une meilleure organisation devrait permettre à la société d'abaisser sensiblement ses coûts d'exploitation, d'offrir de nouveaux services et de vendre l'ensemble de ses services à un prix compétitif.



Un projet portuaire vise à faciliter les transports sur la route commerciale de la mer Noire

Sur la route qui relie l'Europe occidentale aux pays de l'ancien bloc communiste et à la Turquie, se trouve un lieu à l'activité incessante, le port roumain de Constanta. Situé sur la côte ouest de la mer Noire, à 260 km de Bucarest et disposant d'un accès direct au Danube, ce port se trouve dans une situation unique pour commercer avec les pays voisins de la mer Noire et avec ceux auxquels il est relié par voie fluviale – l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie et la Serbie-et-Monténégro.

Au milieu des années 80, dans ses jours de gloire, le port accueillait chaque jour deux cents barges et leur cargaison de produits importés ou exportés, soit plus de 60 millions de tonnes de marchandises chaque année. Constanta était alors le Rotterdam de l'Europe de l'Est. En déclin depuis la fin de l'ère soviétique, le plus grand port de la mer Noire est maintenant prêt à retrouver la place qui lui revient sur la scène internationale.

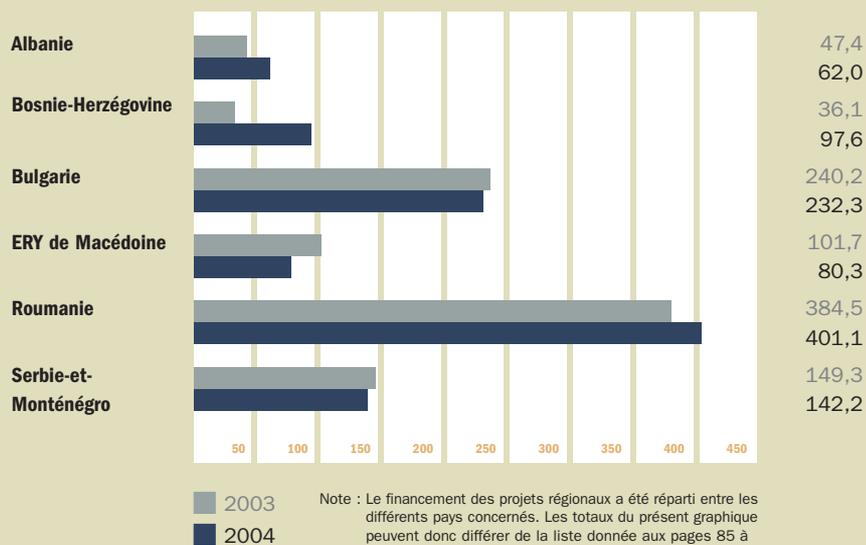
La BERD finance un prêt de 16 millions d'euros pour la construction d'un nouveau terminal destiné à la manutention de marchandises diverses en vrac, telles que le charbon, les métaux, les ciments, les céréales et les débris. Compte tenu de l'encombrement des routes allemandes et autrichiennes, la voie fluviale et maritime est prometteuse et la route Danube-mer Noire offre pour beaucoup une excellente

solution. Pour le moment, le port n'a pas suffisamment de docks pour les barges et la zone du port est souvent bloquée par des encombrements. Grâce au nouveau prêt, la société publique du port financera la construction de 2 200 m de murs de quai dotés de postes de mouillage pour les barges. Un petit bassin accueillera les pousseurs et les remorqueurs.

Le terminal permettra de rationaliser les activités du port et accroîtra l'efficacité et la sécurité du transport sur cette route fluviale et maritime. Ainsi, le port sera mieux géré et pourra s'autofinancer dans une plus large mesure, ce qui devrait le rendre plus profitable. Constantin Harzan, directeur général de la société Navrom Galati, l'opérateur de transport fluvial roumain qui est le principal utilisateur du bassin de barges du port, a besoin, pour la survie de son entreprise, de pouvoir compter sur un déchargement efficace des barges. "Pour que notre entreprise soit rentable, il faut que les barges arrivent, s'amarent à quai, déchargent les marchandises et repartent. Une meilleure organisation du système bénéficiera à toutes les parties concernées, c'est-à-dire à notre société, au port et aux utilisateurs des canaux qui y mènent" affirme-t-il. Le gouvernement néerlandais a accordé un don pour le développement de ce projet.

Engagements de la BERD, 2003-2004

En millions d'euros



Note : Le financement des projets régionaux a été réparti entre les différents pays concernés. Les totaux du présent graphique peuvent donc différer de la liste donnée aux pages 85 à 96, où les projets régionaux sont classés séparément.

Engagements cumulés de la BERD, fin 2004

En millions d'euros

Albanie	223,3
Bosnie-Herzégovine	348,6
Bulgarie	1 001,4
ERY de Macédoine	376,1
Roumanie	2 531,4
Serbie-et-Monténégro	662,6

Note : Le financement des projets régionaux a été réparti entre les différents pays concernés.

biomasse (source d'énergie renouvelable) au pétrole et au gaz (sources d'énergie non renouvelables).

Un autre projet innovant a été l'ouverture d'une ligne de crédit de 32 millions d'euros pour des projets d'efficacité énergétique et d'énergie renouvelable réalisés par le secteur privé bulgare, avec un cofinancement du fonds international d'appui au déclassement de la centrale de Kozloduy. Cette opération sera suivie de la mise en place d'une ligne de crédit pour le financement de projets d'efficacité énergétique dans le secteur résidentiel.

Dans l'Ouest des Balkans, La BERD a continué de coordonner étroitement

ses activités avec d'autres institutions financières internationales et avec les initiatives lancées dans le cadre du Pacte de stabilité. Les principaux projets entrepris à ce titre avec l'aide de la BERD visent à faciliter le commerce à l'intérieur et à l'extérieur de la région, à développer les institutions et à promouvoir la bonne gouvernance, en particulier dans les banques locales.

En Serbie-et-Monténégro, la BERD collabore avec la Banque européenne d'investissement et l'Union européenne afin d'identifier des projets d'infrastructure qui faciliteront le processus de transition. Cette coopération vise notamment à étudier les possibilités de restructuration d'entreprises dans les secteurs du

pétrole, du gaz, de l'électricité et des chemins de fer.

À la fin de l'année 2004, la BERD a lancé une série de séminaires régionaux dont l'objectif était d'améliorer la coopération et de développer des opérations en Europe du Sud-Est avant l'Assemblée annuelle de Belgrade (Serbie-et-Monténégro) en 2005. Au mois de décembre, un séminaire sur les transports a été organisé à Sarajevo (Bosnie-Herzégovine). Un séminaire consacré au secteur de l'énergie s'est tenu au début de l'année 2005 à Tirana (Albanie). Enfin, un dernier séminaire sur le financement du secteur privé s'est tenu à Skopje, ERY de Macédoine, en mars 2005.



Une usine de conditionnement de boissons contribue à augmenter la production locale et à créer des emplois

L'année dernière, la Serbie-et-Monténégro a utilisé 1,5 milliard de canettes d'aluminium contenant des boissons non alcoolisées ou de la bière. Toutes ces canettes étaient importées. Le nombre de canettes utilisées devrait doubler en 10 ans, mais à compter de mai 2005, elles seront produites localement, dans la banlieue de Belgrade, à raison de 1 700 canettes par minute.

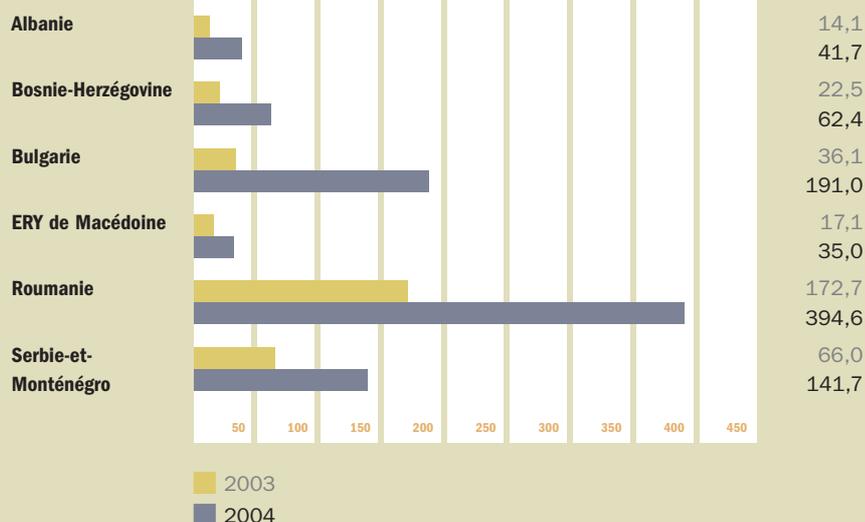
Un prêt d'un montant de 20 millions d'euros accordé par la BERD à la société Ball Packaging financera une partie du coût de la construction d'une nouvelle usine, d'un coût de 75 millions d'euros, qui sera construite à Zemun, dans la banlieue de Belgrade. Cette usine, située à environ 500 m du Danube, presque en face de l'usine d'un géant américain de la fabrication de boissons non alcoolisées, sera la première unité de fabrication de canettes d'aluminium du pays. Elle emploiera initialement environ 150 salariés et son effectif pourra atteindre 300 personnes si ses résultats sont bons. Selon Jan Driessens, Président de Ball Packaging Europe, "chaque nouvel emploi dans l'usine permettra de créer entre deux et trois autres emplois chez les fournisseurs extérieurs".

Selon le plan d'entreprise, l'usine fabriquera 277 millions de canettes l'année prochaine, ce chiffre passant à 683 millions en 2010. Les canettes vides seront bien sûr recyclées. Ball Packaging prévoit d'implanter un réseau de centres de recyclage des déchets – le premier du pays – dans les écoles, les jardins d'enfants, les magasins et les stations-service. Les canettes d'aluminium ont un taux de recyclage très élevé, mais pour l'accroître encore, Ball Packaging a déjà mis en place des programmes pilotes d'éducation dans douze écoles et a lancé des campagnes de collecte de canettes à l'intention des enfants.

La société Ball, dont le siège se trouve au Colorado, a été fondée en 1880 et est l'un des plus gros fournisseurs mondiaux d'emballages en métal ou en plastique, fabriqués dans 50 usines du monde entier. L'usine, qui exportera 70 à 80 % de sa production, contribuera ainsi au développement de l'économie du pays. On anticipe également un effet de substitution sur le marché intérieur, les canettes produites par l'usine étant moins chères que les canettes importées.

Décaissements de la BERD, 2003-2004

En millions d'euros



Décaissements cumulés de la BERD, fin 2004

En millions d'euros

Albanie	109,6
Bosnie-Herzégovine	162,6
Bulgarie	672,7
ERY de Macédoine	217,4
Roumanie	1 813,1
Serbie-et-Monténégro	260,8

Perspectives

La BERD compte accroître ses investissements en Europe du Sud-Est de 6 à 12 % en 2005. Elle continuera d'appuyer des projets à caractères régional, susceptibles de resserrer les liens économiques entre les pays de la région – par exemple des projets d'électricité, de transport, d'aide aux échanges commerciaux, d'intégration régionale d'entreprises privées et de développement régional des établissements financiers. La BERD cherche également à accroître sa coopération avec les autorités locales, en particulier dans le domaine des services municipaux.

La BERD continuera d'appuyer les privatisations et financera des opérations contribuant à améliorer le climat de l'investissement dans des domaines tels que la primauté du droit, la gouvernance du secteur public et des entreprises et la mise en place d'institutions solides. Elle aidera

également des pays du Sud-Est de l'Europe à attirer de nouveaux investissements étrangers directs, à promouvoir les petites entreprises et à développer le commerce régional.

En Bulgarie et en Roumanie, la Banque continuera de financer des projets dans des secteurs tels que le tourisme, l'immobilier et les ressources naturelles alors que ces deux pays se préparent à devenir membre de l'UE en 2007. Elle contribuera également à l'amélioration d'infrastructures essentielles dans les secteurs de l'énergie et des services municipaux, en particulier pour l'approvisionnement en eau et le traitement des eaux usées. En 2004, la BERD a approuvé de nouvelles stratégies pour l'Albanie, l'ERY de Macédoine et la Serbie-et-Monténégro. La Banque a l'intention d'aider ces trois pays à accélérer le développement du secteur privé et à moderniser leurs infrastructures.

La BERD appuiera les projets susceptibles de renforcer les liens économiques entre les pays de la région.

04 CEI occidentale et Caucase

Le Bélarus, la Moldova, l'Ukraine et les pays du Caucase ont enregistré une robuste croissance. L'investissement de la BERD dans ces pays a triplé, se concentrant sur les projets dans le secteur du gaz et du pétrole.

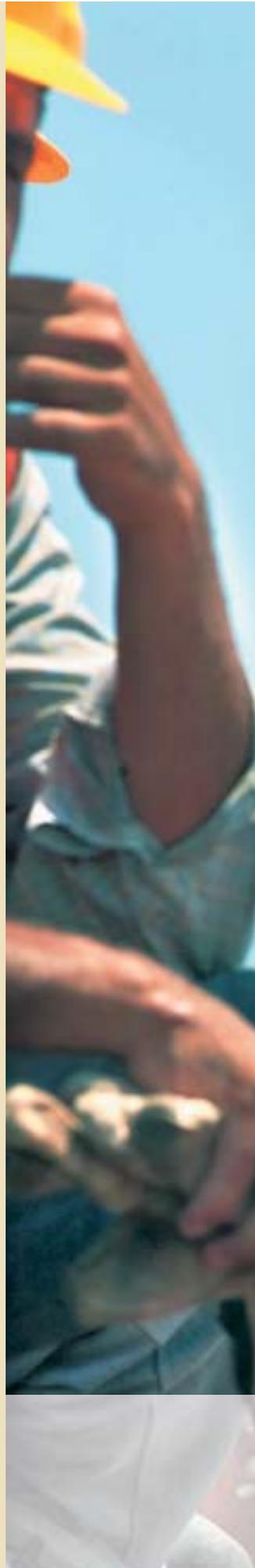
Climat de l'investissement

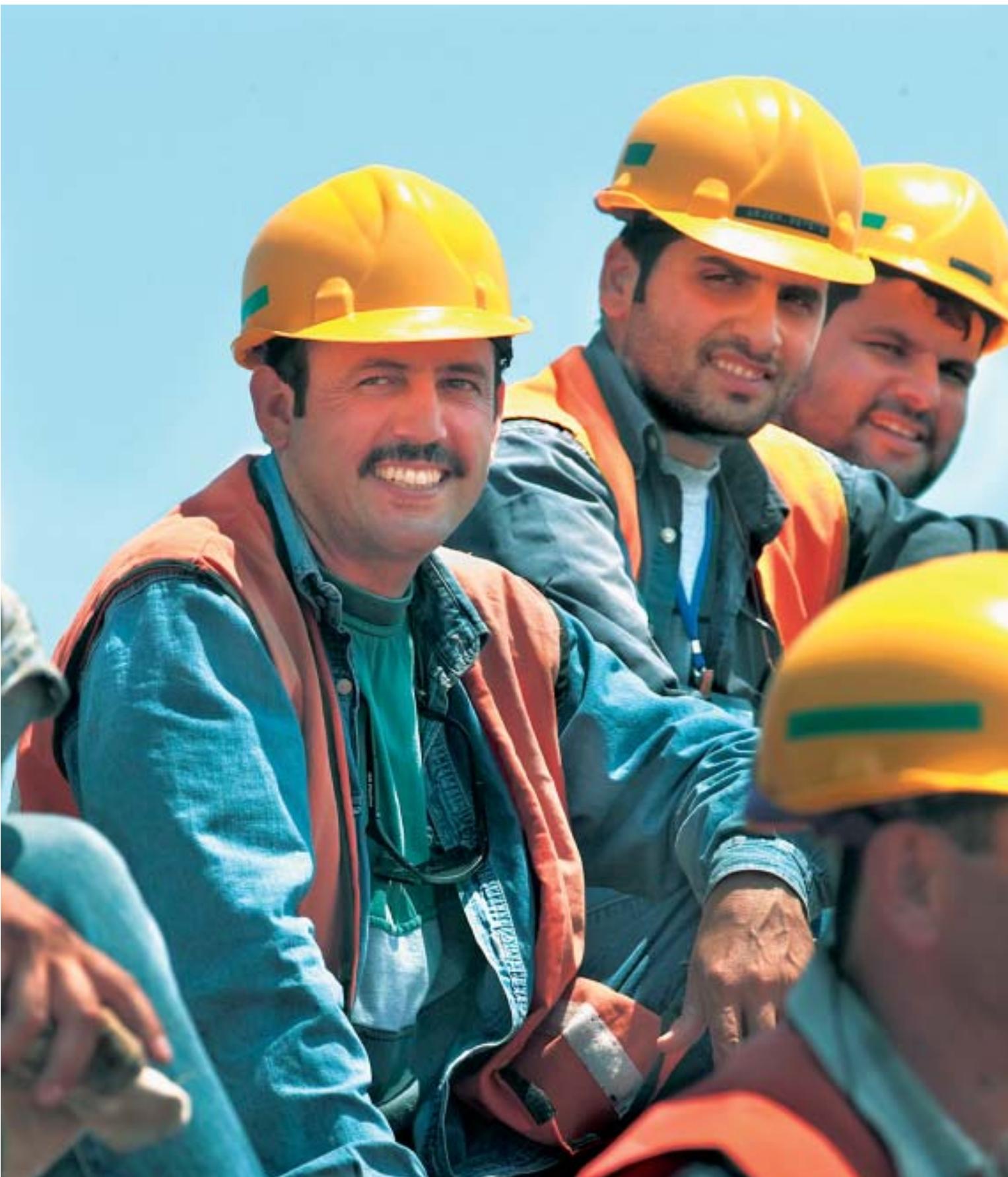
La croissance est restée soutenue en 2004 dans les pays de la CEI occidentale (Bélarus, Moldova et Ukraine) et dans les pays du Caucase (Arménie, Azerbaïdjan et Géorgie).

Dans le plus grand pays de la région, l'Ukraine, le taux de croissance du PIB a atteint 12,1 % en 2004, contre 9,4 % en 2003, dopé par l'augmentation de la consommation, des exportations et de l'investissement. Les grandes manifestations de la fin de l'année, faisant suite aux élections présidentielles, n'ont guère eu d'impact direct sur l'économie réelle, mais ont eu des répercussions sur le secteur bancaire.

Les exportations ukrainiennes ont bénéficié d'une demande extérieure soutenue et des prix élevés des métaux et des autres matières premières. Les achats de nouvelles machines et de biens d'équipement ont augmenté alors que la production industrielle, en hausse de plus de 12 %, maintenait sa progression. Dans le même temps, le secteur de la construction a connu une croissance rapide et la production agricole s'est redressée.

Les bonnes recettes à l'exportation ont contribué à un excédent du compte courant estimé à 10,3 % du PIB ukrainien. Toutefois, l'inflation a régulièrement progressé, dépassant 12 % à la fin





En 2004, la BERD a financé quatre grands projets pétroliers et gaziers en Azerbaïdjan et en Géorgie, favorisant ainsi la croissance dans la région.



Quelques données économiques pour 2004

	Population (en millions)	Croissance du PIB (%)	Taux d'inflation à la fin de l'année (%)	Investissements étrangers directs nets (en millions de dollars EU)	Indicateur de la transition (moyenne des neuf notes de la BERD) ¹
 Arménie	3,1	10,1	2,6	178	3,00
 Azerbaïdjan	8,3	10,0	10,5	2 531	2,63
 Bélarus	9,9	11,0	14,5	150	1,81
 Géorgie	4,6	8,5	7,5	438	2,96
 Moldova	4,3	7,0	12,5	122	2,74
 Ukraine	48,4	12,1	12,3	1 500	2,78

¹ Note maximale : 4,33.

de l'année, soit un niveau bien supérieur à la cible fixée par le gouvernement et au taux de 8,2 % enregistré à la fin de l'année 2003. L'augmentation de la dépense publique et la décision d'élever le montant minimum des pensions ont contribué à un déficit budgétaire supérieur aux prévisions. Bien que ce dernier ait pu être financé par les recettes des privatisations et par les emprunts extérieurs, de nouvelles mesures d'assainissement budgétaire devront être prises en 2005.

Dans le secteur bancaire ukrainien, l'expansion s'est poursuivie jusqu'aux derniers mois de l'année, tant du côté des dépôts que de celui du crédit, en particulier du crédit au secteur privé. Toutefois, cette expansion rapide du crédit a suscité quelques inquiétudes concernant le risque de crédit potentiel. La banque nationale d'Ukraine a renforcé son dispositif de surveillance, mais le Fonds monétaire international a souligné la nécessité de rendre la structure du capital des banques plus transparente. La banque nationale a réagi rapidement afin de limiter l'impact de la crise politique qui a éclaté à la fin de l'année 2004 sur le secteur bancaire. Ces événements ont toutefois mis en évidence la nécessité d'augmenter les fonds propres des banques.

Le gouvernement a pris des mesures pour appliquer la nouvelle législation contre le blanchiment d'argent, ce qui a contribué à ce que l'Ukraine soit rayée de la liste des pays non coopératifs établie par le Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux. Le gouvernement a également créé de nouveaux registres des biens meubles et immeubles, conformément à la nouvelle législation sur les transactions garanties, et a adopté une nouvelle loi sur les tribunaux d'arbitrage. Néanmoins, de nombreuses entreprises ukrainiennes rencontrent toujours des obstacles considérables dans la conduite de leurs opérations, liés notamment à la complexité du cadre réglementaire, à l'instabilité de la législation et aux pratiques anticoncurrentielles.

Le gouvernement a fait connaître son intention de s'attaquer à certains des graves problèmes qui assombrissent le climat des affaires – notamment à l'intervention pesante de l'État – et de prendre des mesures pour attirer de nouveaux investissements étrangers.

En Moldova, la croissance du PIB a été de 7 % en 2004, contre 6,3 % en 2003 tandis que l'inflation atteignait 12,5 % en fin d'année, soit un niveau inférieur à celui de l'année précédente (15,8 %), mais supérieur au niveau projeté par le gouvernement et la banque centrale. Comme lors des années précédentes, la relative vigueur du secteur industriel, dont la croissance a été de 6,4 % en 2004, et la forte expansion des services expliquent ces bons résultats. Toutefois, la croissance industrielle tient en grande partie à l'augmentation de l'utilisation des capacités plutôt qu'à de nouveaux investissements. La croissance est essentiellement tirée par la consommation intérieure et financée par le volume important des envois de fonds d'expatriés, la hausse des salaires et l'augmentation de l'encours des prêts bancaires.

Il est probable que cette croissance soutenue se maintiendra, mais elle a besoin d'être étayée par des réformes structurelles et par une gestion financière rigoureuse. La stratégie gouvernementale de croissance économique et de réduction de la pauvreté dresse le cadre d'une croissance viable fondée sur les réformes structurelles, mais des preuves tangibles de sa mise en œuvre seront nécessaires pour attirer l'investissement.

Selon les estimations, le PIB du Bélarus a progressé de 11 % en 2004, contre 6,7 % en 2003, tiré par une demande intérieure vigoureuse et par la forte croissance des exportations, en particulier à destination de la Russie.

Dans le même temps, le taux d'inflation a sensiblement chuté, tombant de 25,5 % à 14,5 %. La production industrielle a augmenté de 15,6 %, mais environ 25 %

des entreprises industrielles affichaient des pertes. Le soutien financier de l'État à certaines entreprises agricoles a donné une nouvelle impulsion à la croissance. Dans la mesure où ces politiques continueront d'être appliquées en 2005, la croissance devrait se poursuivre. Cependant, sa viabilité à moyen terme dépendra de la détermination des autorités à mettre en œuvre des réformes de marché, les réformes structurelles n'ayant guère avancé en 2004.

Les trois pays du Caucase ont enregistré une croissance solide en 2004, à un taux atteignant ou dépassant 8 %, soit comparable à la moyenne de l'année 2003. En Azerbaïdjan, la performance de l'économie a été remarquable, mais reste fortement dépendante des secteurs pétrolier et gazier, dont la production a représenté environ 33 % du PIB en 2004. En Arménie et en Géorgie, la croissance a bénéficié des envois de fonds importants effectués par les travailleurs vivant à l'étranger.

En Azerbaïdjan, le gouvernement s'est engagé à poursuivre les réformes structurelles énoncées dans son programme de réduction de la pauvreté et de développement économique, qui souligne la nécessité d'améliorer le climat de l'investissement, d'augmenter les investissements dans les infrastructures, de mettre en place un secteur financier concurrentiel et de promouvoir l'expansion du commerce. En 2004, le gouvernement a modifié le chapitre du Code civil concernant les entités juridiques (sociétés à responsabilité limitée et sociétés par actions) et a établi une stratégie à long terme de stabilisation de la gestion des recettes pétrolières.

En Arménie et en Géorgie, les gouvernements ont déployé des efforts considérables pour améliorer le climat des affaires et attirer les investissements. L'Arménie a sensiblement modifié sa législation sur les sociétés par actions, sur la

faillite et sur les marchés des valeurs afin d'améliorer les pratiques de gouvernance des entreprises et la transparence des marchés financiers. Le pays a également pris d'importantes mesures pour libéraliser son marché des télécommunications mobiles.

En Géorgie, le nouveau gouvernement a entrepris d'importantes réformes législatives portant sur divers aspects du droit commercial, dont les premiers résultats devraient apparaître en fin d'année 2005. La direction des impôts a été profondément remaniée tandis qu'un nouveau code fiscal favorable aux entreprises a été présenté au Parlement. Une modernisation de l'administration des douanes est en cours, qui s'accompagne d'une réduction importante du nombre de tranches tarifaires. Enfin, une ambitieuse réforme de la fonction publique a été lancée.

La lutte contre la corruption généralisée pose un défi majeur aux pays de la CEI occidentale et du Caucase. Toutefois, les changements politiques récemment intervenus en Géorgie et en Ukraine ont contribué à faire de la lutte contre la corruption un objectif prioritaire de l'agenda des politiques publiques. Globalement et à plus long terme, la poursuite d'une croissance durable dans les pays du Caucase exige une activité plus soutenue dans le secteur privé, en particulier dans les agro-industries en Arménie et en Géorgie, ainsi qu'une diminution graduelle de la dépendance de l'Azerbaïdjan à l'égard du secteur gazier et pétrolier.

Investissements de la BERD

Le montant des investissements de la BERD dans les pays de la CEI occidentale et du Caucase a augmenté de façon

spectaculaire, passant de 196 millions d'euros en 2003 à 599 millions d'euros en 2004. Ces chiffres sont imputables à la fois au financement de quatre grands projets pétroliers et gaziers en Azerbaïdjan et en Géorgie et à l'augmentation du nombre de projets signés, qui est passé de 14 en 2003 à 19 en 2004. Quatre des six pays de la région (Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie et Moldova) bénéficient de l'Initiative en faveur des pays aux premiers stades de transition, adoptée par la Banque lors de l'Assemblée annuelle de 2004.

Cette initiative vise à lutter durablement contre la pauvreté dans ces pays en finançant de nouveaux investissements et en encourageant la poursuite de réformes économiques (voir page 13). Une attention particulière est accordée aux services bancaires destinés aux micro, petites et moyennes entreprises dont la croissance est généralement



Un projet gazier permet d'exploiter la vaste richesse naturelle de l'Azerbaïdjan

Profondément enfoui sous le lit de la mer Caspienne, à 100 kilomètres au Sud de l'ancienne capitale azerbaïdjanaise de Bakou, se trouve le gisement de gaz et de condensat de Shah Deniz. Découvert il y a six ans, il serait l'un des plus riches gisements de gaz au monde.

En 2004, la BERD a signé un accord pour un prêt d'un montant de 125 millions d'euros avec la société pétrolière d'État SOCAR afin que celle-ci puisse financer sa participation de 10 % dans Shah Deniz et la construction du gazoduc du Sud-Caucase, d'une longueur de 680 kilomètres. Ce prêt, qui est le premier prêt commercial à long terme contracté par SOCAR, a non seulement permis à la société de participer au projet sans avoir recours à un financement du budget ou du Fonds pétrolier public de l'Azerbaïdjan. Il a également permis à SOCAR d'entamer un programme longtemps attendu de restructuration et de commercialisation de ses activités.

freinée par les difficultés d'accès au crédit. Cette initiative s'attache également à étudier les possibilités de projets dans le secteur public.

Dans le Caucase la Banque a presque sextuplé le volume de ses investissements en 2004, le portant à 296 millions d'euros, dont 238 millions d'euros pour des projets gaziers et pétroliers en Azerbaïdjan et Géorgie. Les recettes provenant de ces projets devraient contribuer à établir une base économique solide pour le développement de ces deux pays.

L'Azerbaïdjan a continué d'attirer un important volume d'investissements étrangers dans les secteurs pétrolier et gazier. La BERD a activement soutenu ces investissements et encouragé la transparence et la bonne gouvernance des entreprises du secteur. Elle a joué un rôle moteur dans le financement de

la première phase du projet d'exploitation pétrolière Azéri, Chirag et Guneshli (ACG) et de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan (voir page 14), et a financé la participation de la société pétrolière d'État SOCAR dans le projet d'exploitation du gisement de gaz de Shah Deniz et la construction du gazoduc du Sud du Caucase (voir page ci-dessous).

Les autres projets financés par la BERD en Azerbaïdjan comprennent un investissement de 30 millions d'euros dans la reconstruction de la route Hajigabul-Kyurdamir, tronçon de la traditionnelle route de la soie reliant l'Asie à l'Europe. Les petites et moyennes entreprises (PME) ont reçu un appui considérable grâce à l'ouverture de lignes de crédit et aux programmes d'aide aux échanges commerciaux mis en place en association avec quatre banques locales.

En Arménie, l'intervention majeure de la BERD en 2004 a été une prise de participation de 900 000 euros dans l'Armeconombank (voir page 52). Il s'agissait du premier investissement de la Banque dans un établissement financier arménien. La Banque a également signé au cours de l'année plusieurs accords finançant des lignes de crédit à deux banques arméniennes à l'appui des petites entreprises.

Au cours de l'année 2004, la Géorgie a connu d'importantes transformations politiques et économiques. Face à cette évolution, la BERD a adopté une nouvelle stratégie de pays, qui met l'accent sur le développement des infrastructures et l'appui aux entreprises locales. Elle a étendu son appui aux petites entreprises et aux petits commerces, et a investi dans Teliani Valley, une société de vinification, de mise en bouteille et de distribution de vin. Cet investissement

Le gaz du gisement de Shah Deniz, dont les réserves s'élèvent à 400 milliards de mètres cube de gaz, sera exporté par le nouveau gazoduc, dont le tracé est parallèle à celui de l'oléoduc BTC, qui reliera l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie, où il sera raccordé au réseau turc de distribution. Les livraisons devraient commencer en 2006. Le coût total de développement du projet financé par les partenaires (BP, Statoil, Total, NICO, TPAO, Lukoil et SOCAR) devrait être supérieur à 3 milliards d'euros.

Grâce à des dons accordés par les États-Unis, une équipe de consultants internationaux collabore avec SOCAR pour identifier les améliorations possibles dans les opérations de cette gigantesque société – qui est l'une des pierres angulaires de l'économie de l'Azerbaïdjan et emploie plus de 58 000 personnes. L'exportation de gaz naturel présente d'énormes avantages potentiels, tant pour SOCAR que pour

le gouvernement et, bien entendu, pour la population de l'Azerbaïdjan.

Compte tenu des difficultés rencontrées par certains pays, notamment la disparition des recettes et l'absence d'amélioration du niveau de vie des habitants, SOCAR et le gouvernement de l'Azerbaïdjan ont signé l'Initiative sur la transparence des industries extractives en vue de garantir que tous les revenus tirés des exportations d'hydrocarbures soient efficacement contrôlés par une entité indépendante. Cette initiative pose les bases de l'obligation de redditionnelle du gouvernement en la matière et vise à ce que tous les habitants bénéficient des avantages procurés par la grande richesse naturelle de leur pays.



Une banque arménienne lance de nouveaux services aux consommateurs

Dans un pays qui n'offrait guère de services financiers, Armeconombank (AEB), la banque de développement économique arménienne, a su innover et mettre à la disposition de ses clients des cartes de crédit, des distributeurs de billets et même des prêts hypothécaires.

En décembre 2004, la BERD a pris une participation de 25 % dans AEB, l'une des principales institutions du secteur bancaire du pays, qui compte 19 banques privées. Cette transaction scelle une collaboration qui a démarré en 2000 entre la BERD, AEB et ses actionnaires majoritaires, la famille Sukiasyan, qui a acheté la banque en 1997 et l'a rendue rentable en trois ans. Lorsque l'opération sera officiellement conclue, la BERD et les Sukiasyan détiendront plus de 75 % des actions d'AEB.

Les frères Sukiasyan - Khachatour, Saribek, Edward et Robert - qui possèdent le groupe Sukiasyan Investment limited (SIL), sont des personnalités bien connues sur le marché. Outre la grande fondation charitable qu'il a créée, le groupe SIL est l'un des plus grands employeurs du pays, avec 6 500 salariés et 20 entreprises privées sur l'ensemble du territoire.

AEB est déjà connue pour avoir été la première à offrir des services tels que le financement des opérations commerciales et l'utilisation de cartes de crédit que les secteurs bancaires

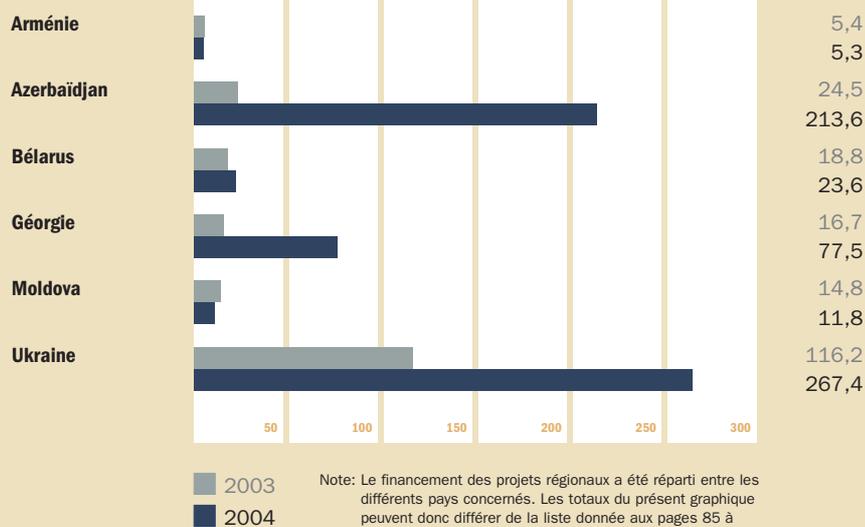
plus développés connaissent déjà depuis longtemps. Son président, Ashot Osipyan, s'emploie activement, en collaboration avec les autorités, à modifier la législation de façon à pouvoir accorder des prêts hypothécaires. "Le marché des prêts hypothécaires ne va pas se créer tout seul. Nous allons donc le mettre en place", affirme-t-il.

L'investissement de la BERD, soit 887 000 euros, sera complété par un dispositif d'assistance technique de la Communauté européenne, d'un montant de 500 000 euros, visant à améliorer la formation et la gestion dans des domaines-clés. En outre, la BERD occupera un siège au conseil de surveillance d'AEB. L'ensemble de ces mesures devrait conforter la position d'AEB sur le marché et permettre d'offrir des services bancaires de meilleure qualité aux citoyens arméniens dans l'ensemble du pays.

Cet investissement et l'assistance technique qui l'accompagne permettront à AEB de continuer à innover, de moderniser ses systèmes informatiques, d'installer de nouveaux distributeurs de billets et d'introduire des services de banque électronique et d'autres services bancaires. Disposant de nouveaux moyens de financement, la banque pourra étoffer son portefeuille de prêts, ce qui est un élément capital dans un pays où l'accès aux moyens de financement est traditionnellement très limité.

Engagements de la BERD, 2003-2004

En millions d'euros



Engagements cumulés de la BERD, fin 2004

En millions d'euros

Arménie	88,1
Azerbaïdjan	458,6
Bélarus	161,2
Géorgie	242,6
Moldova	157,4
Ukraine	1519,2

Note: Le financement des projets régionaux a été réparti entre les différents pays concernés.

aidera la société à agrandir ses installations de production, à améliorer sa commercialisation et à augmenter ses ventes.

En Moldova, les investissements faits par la Banque en 2004 sont allés principalement au secteur des services financiers, à l'appui des PME. La BERD a notamment financé, avec la banque Mobias, une ligne de crédit aux petites et moyennes entreprises et, avec la Victoriabank, un mécanisme de cofinancement en faveur des moyennes entreprises (voir page 54). Ce mécanisme, qui vise à soutenir les sociétés locales en croissance rapide, est le premier à être établi par la Banque dans un pays aux premiers stades de la transition.

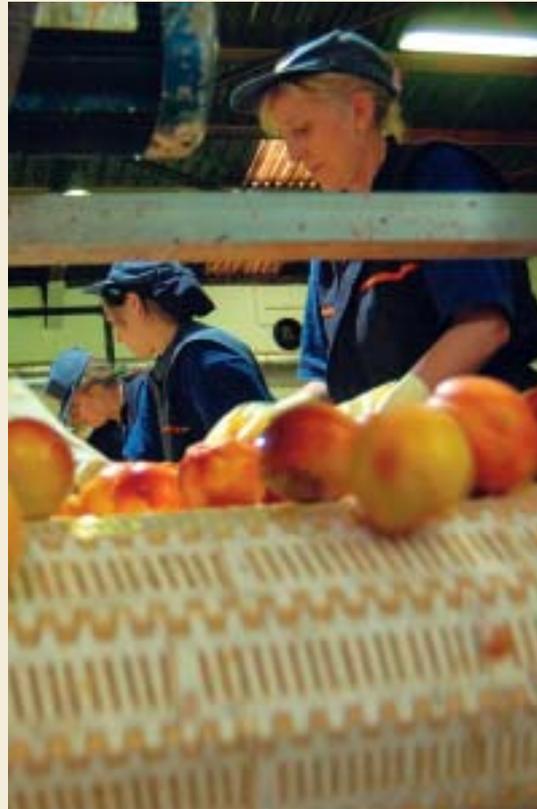
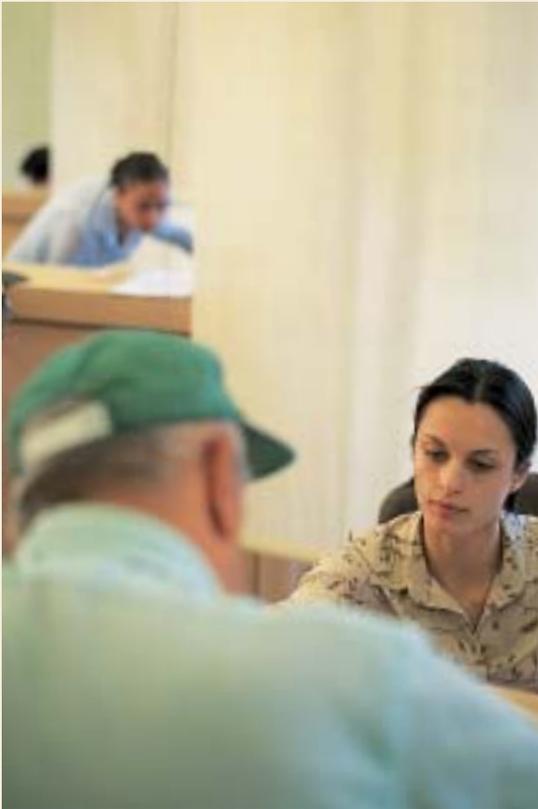
Au Bélarus, le projet le plus significatif a concerné l'établissement d'un mécanisme de financement des micro, petites et

moyennes entreprises, à hauteur de 12 millions d'euros. Des prêts seront accordés directement à des banques privées locales qui rétrocéderont les fonds à des micro, petites et moyennes entreprises du secteur privé.

En Ukraine, les investissements de la BERD ont atteint en 2004 leur plus haut niveau depuis 2000, soit au total 267 millions d'euros. Les principaux domaines d'intervention ont été les transports, les agro-industries, le secteur bancaire et le secteur manufacturier. Un investissement dans une aciérie de Donetsk lui a permis d'améliorer ses processus de production et son efficacité énergétique. Un projet dans les chemins de fer ukrainiens contribuera à la mise en circulation de trains à grande vitesse dans l'ensemble du pays. D'autres investissements ont financé des

négociants en grains et d'autres agro-industries. Des lignes de crédit à des banques locales ukrainiennes ont permis de renforcer l'appui apporté aux petites et moyennes entreprises. Enfin la BERD a accordé sa première ligne de crédit hypothécaire à la banque locale Aval.

La Banque a intensifié ses actions visant à mettre en place un mécanisme de prêts directs aux municipalités ukrainiennes et a mené à bien la préparation de son premier investissement réalisé dans ce secteur sans garantie de l'État. Elle a également continué de diriger le forum du groupe d'études sur l'énergie, en coopération avec le ministère du carburant et de l'énergie et pris les premières mesures pour instaurer un programme de reçus de stockage visant à aider les agriculteurs ukrainiens.



Une banque de Moldova offre de nouveaux services aux entrepreneurs

L'usine de fabrication de jus de fruits et de confitures de la société Orhei-Vit, à Causeni (Moldova) emploie 619 personnes qui conditionnent de la confiture et des coulis et produisent plus de 9 000 bouteilles de jus de fruit par heure. Privatisée il y a 10 ans, la société vient de recevoir un prêt de 1,5 million d'euros pour moderniser l'ensemble de ses opérations, accroître sa production et améliorer son efficacité.

Ce prêt a été rendu possible par la Victoriabank, dont le siège se trouve à Chisinau, capitale historique du pays, à 77 kilomètres de l'usine. La Victoriabank est la première banque partenaire à bénéficier du projet de cofinancement, d'un montant de 60 millions d'euros, conclu entre la BERD et de grandes banques des pays aux premiers stades de la transition.

Les banques partenaires feront des prêts (d'un maximum de 2 millions de dollars EU) à de petites et moyennes entreprises du secteur manufacturier, des services, de l'immobilier et de l'agro-industrie, qui avaient des difficultés à obtenir les prêts dont elles avaient besoin auprès d'un système bancaire dans l'ensemble peu moderne. Dans le cadre de ce nouvel investissement, le personnel recevra une formation afin de pouvoir proposer tout un éventail de nouveaux services.

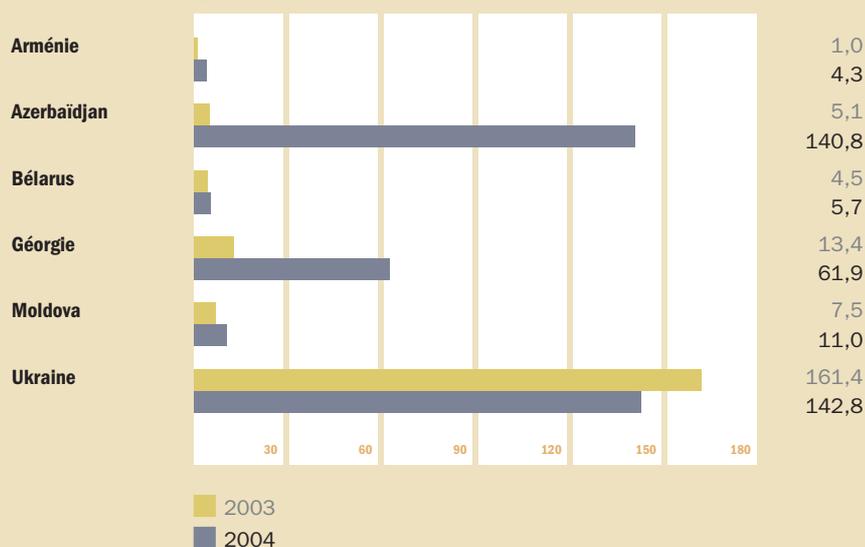
Une filiale moldave de la société américaine Trans Oil Ltd a également obtenu un prêt de 2 millions de dollars EU dans le cadre de ce projet, cofinancé par la BERD et la Victoriabank. Ce prêt, d'un montant maximum dans le cadre du programme, a permis à cette société de moderniser ses installations de manutention de grains et de semences, de créer de nouveaux emplois locaux et de contribuer notablement aux exportations du pays.

La Victoriabank, créée en 1991, est la première banque privée à s'être établie en Moldova et est devenue en 13 ans la deuxième banque du pays par le volume de ses prêts. Cette croissance est due en grande partie aux efforts de sa première vice-présidente, Mme Galina Proidisvet, qui a contribué à créer la banque et mis ses compétences personnelles et professionnelles au service de son développement, la transformant en un établissement financier solide et la pilotant avec habileté pendant les périodes difficiles, tant sur le plan économique que sur le plan politique.

Mme Proidisvet a indiqué que le cofinancement de la BERD avait aidé la Victoriabank à acquérir "des pratiques bancaires modernes et à former ses clients dans les domaines de la comptabilité, de la gestion et des opérations, en partageant ses connaissances et ses compétences avec la BERD".

Décaissements de la BERD, 2003-2004

En millions d'euros



Décaissements cumulés de la BERD, fin 2004

En millions d'euros

Arménie	80,6
Azerbaïdjan	343,0
Bélarus	138,7
Géorgie	189,0
Moldova	135,8
Ukraine	832,9

Perspectives

En Azerbaïdjan, la BERD axera ses activités en 2005 sur le secteur non pétrolier et sur le développement économique régional. Elle financera en priorité des projets visant à mettre en place des infrastructures efficaces qui contribueront à la diversification de l'économie, notamment dans des secteurs tels que les banques, les agro-industries, et le secteur manufacturier.

Dans les autres pays du Caucase et en Moldova, la BERD poursuivra des objectifs similaires. Comme le précise la nouvelle stratégie pour la Géorgie, la Banque s'attachera à appuyer des investissements du secteur privé, mais participera également à des projets régionaux d'infrastructure.

En 2004, la BERD a approuvé une nouvelle stratégie pour le Bélarus. Ce pays n'ayant guère fait de progrès dans la mise en œuvre des principes

démocratiques et des réformes de marché (et ne respectant donc pas les obligations qui lui incombent en vertu de l'Article 1 de l'Accord portant création de la Banque), la BERD continuera de limiter rigoureusement ses activités au développement du secteur privé. De cette façon, elle maintiendra une présence dans ce pays en encourageant les réformes dans le cadre de son dialogue avec le gouvernement et en finançant directement les activités du secteur émergent des petites entreprises.

En Ukraine, la BERD prévoit d'accroître ses investissements dans le secteur des infrastructures, des transports et de l'énergie ainsi que dans le secteur manufacturier. Le volume de ses financements sera lié à l'amélioration du climat de l'investissement par l'offre de meilleures conditions aux investisseurs étrangers et locaux, comme la mise en place d'un régime fiscal cohérent et d'une justice véritablement indépendante.

La BERD aidera les pays à diversifier leurs activités économiques.

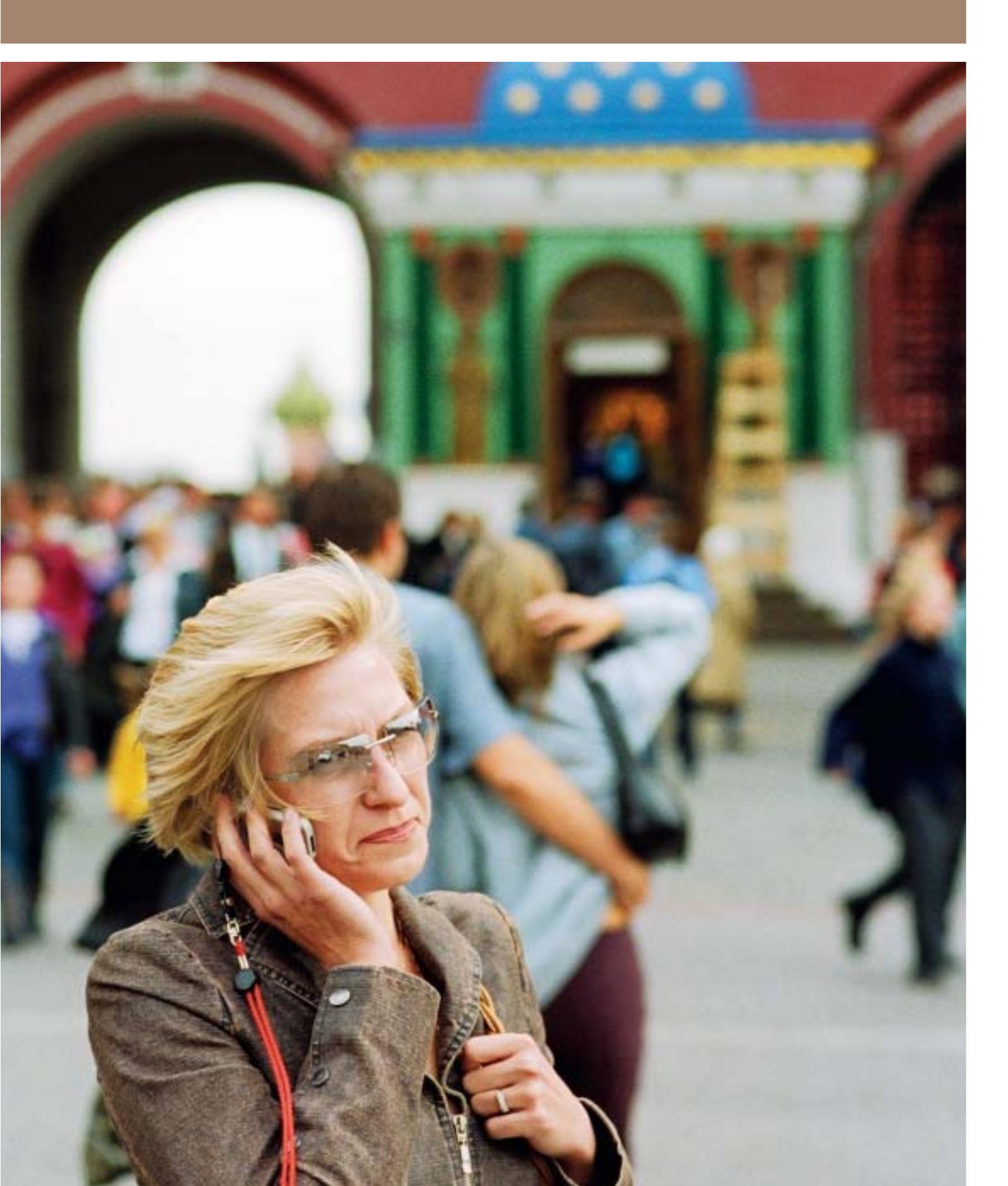
05 Fédération de Russie

La robuste performance économique russe a été confortée par les réformes de marché et les prix élevés du pétrole. Les opérations de la BERD ont visé en particulier le développement du secteur privé et l'appui aux infrastructures locales.

Climat de l'investissement

En 2004, l'économie russe est restée robuste en dépit d'une légère baisse du taux de croissance, qui est tombé de 7,3 % en 2003 à environ 7,1 %. Après une croissance atteignant 7,4 % au cours du premier semestre, elle a connu un ralentissement marqué à la fin de l'année en dépit d'un environnement économique globalement favorable. Ce ralentissement reflète en partie les incertitudes et l'altération du climat des affaires liées aux incidents concernant l'un des plus importants groupe pétrolier russe, loukos. Dans le même temps, les prix élevés du pétrole ont contribué au maintien de très importants excédents du budget fédéral (pour la cinquième année consécutive) et de la balance des paiements, tandis que les réserves de la banque centrale ont augmenté de façon spectaculaire.

À la fin de l'année, le fonds de stabilisation établi au début de l'année 2004 disposait de près de 19 milliards de dollars EU. L'excédent du compte courant a franchi le seuil de 10 % du PIB et les réserves internationales ont continué de s'accumuler, atteignant le niveau record de 124,5 milliards de dollars au



Un prêt accordé par la BERD à Mobile TeleSystems, principal opérateur russe de téléphonie mobile, va permettre à l'entreprise d'offrir de nouveaux services et d'abaisser ses tarifs.



Quelques données économiques pour 2004

	Population (en millions)	Croissance du PIB (%)	Taux d'inflation à la fin de l'année (%)	Investissements étrangers directs nets (en millions de dollars EU)	Indicateur de la transition (moyenne des neuf notes de la BERD) ¹
 Fédération de Russie	144,9	7,1	11,7	1 000	2,96

¹ Note maximale: 4,33.

début du mois de décembre 2004, soit un montant supérieur au total de la dette extérieure souveraine du pays. L'inflation a progressivement diminué au premier semestre, mais s'est accélérée au cours du second, pour s'établir à 11,7 % à la fin de l'année (contre 12 % en 2003), alors que la cible officielle était de 10 %.

L'économie russe a amplement bénéficié d'un environnement mondial favorable, caractérisé par le prix élevé des matières premières, le bas niveau des taux d'intérêt, la considérable expansion de la demande chinoise, l'abondance des liquidités internationales et le gain d'intérêt des investisseurs

pour les marchés émergents. En outre, la forte dévaluation de la monnaie et la diminution des salaires réels qui ont suivi la débâcle financière de 1998 ont rendu l'économie plus compétitive et ont continué de stimuler la croissance. Celle-ci a également été favorisée par la présence de capital et de main-d'œuvre sous-utilisés. Toutefois, l'importance de ces trois facteurs a considérablement diminué.

Les bonnes politiques publiques mises en œuvre par les autorités, en particulier dans le domaine de la gestion de la dette et des finances publiques et les effets positifs des réformes de marché déjà opérées par le gouvernement ont

également grandement contribué à cette robuste performance économique. Cependant, les apports bruts d'investissements étrangers directs ont diminué, passant de 7,9 milliards de dollars en 2003 à 6,6 milliards de dollars en 2004. L'affaire Loukos, les affaires relatives aux arriérés d'impôt et les inquiétudes concernant la position du gouvernement vis-à-vis des privatisations déjà effectuées ont suscité des incertitudes majeures qui ont sensiblement altéré le climat des affaires. Les tensions sur les liquidités et la baisse de confiance dans le secteur bancaire au cours de l'été 2004 ont également contribué à ces incertitudes.

Au cours du deuxième semestre, ces facteurs ont causé une instabilité considérable sur les marchés financiers et ont commencé à affecter les résultats macro-économiques. La croissance de la production industrielle et celle de l'investissement se sont ralenties, la première tombant de 7,4 % au cours du premier semestre à 6,1 % en fin d'année, tandis que la croissance de l'investissement chutait de 13 % à 10,8 % au cours de la même période. Enfin, nouveau symptôme de la dégradation de la confiance, la tendance à une diminution rapide des sorties nettes de capitaux privés observée au cours des années précédentes a été brutalement interrompue, les sorties nettes de capitaux atteignant 7,8 milliards de dollars en 2004, contre 1,9 milliard de dollars au cours de l'année précédente.

La plupart des analystes s'attendent à un ralentissement persistant de l'économie russe. Selon les prévisions, la croissance du PIB s'établirait entre 4 et 5,5 % au cours des deux ou trois prochaines années, en dépit de l'anticipation d'un environnement international relativement favorable. Toutefois, même dans le scénario improbable d'une baisse sensible et prolongée des prix du pétrole, la Russie ne se trouverait pas confrontée à court terme à de graves problèmes macro-économiques car les réserves qu'elle

a accumulées lui permettraient d'amortir les chocs. Toutefois, compte tenu des faiblesses structurelles qui subsistent, la performance économique de la Russie reste étroitement liée à l'évolution des prix mondiaux du pétrole et les nouvelles politiques et institutions du pays n'ont pas encore été mises à l'épreuve d'un environnement économique mondial défavorable.

Il est donc urgent que la Russie relance sa réforme structurelle et institutionnelle. En 2004, les réformes se sont poursuivies, mais à un rythme plus lent qu'au cours des années précédentes. Des progrès ont été réalisés dans le domaine fiscal : diminution de la taxe sociale unifiée, création du Fonds de stabilisation et, d'une façon générale, déplacement de la charge fiscale sur les industries d'extraction du gaz. Toutefois, de nombreuses entreprises se trouvent face à des difficultés considérables tenant à l'opacité des lois et aux incohérences de l'administration fiscale, d'où la nécessité de poursuivre les réformes et de promouvoir une meilleure prévisibilité des affaires. La lutte contre la corruption reste un enjeu majeur. Bien que quelques mesures aient été prises pour s'attaquer à ce problème, il reste beaucoup à faire.

La restructuration du secteur de l'électricité a été menée par étapes, mais des éléments importants du

programme de réforme ont été remis à plus tard. La réforme du secteur des chemins de fer s'est poursuivie après la séparation des fonctions réglementaires et commerciales de l'ancien ministère des chemins de fer et l'ouverture d'un accès non discriminatoire aux infrastructures ferroviaires. La restructuration de Gazprom et du secteur gazier est au point mort mais les plans de privatisation de l'actionnariat de la société ont été relancés.

En 2004, la Russie a continué d'améliorer sa législation. Elle a adopté une nouvelle loi sur la réglementation et le contrôle des devises, une loi sur l'assurance des dépôts et l'assouplissement des restrictions sur les capitaux étrangers dans le secteur de l'assurance. Un décret présidentiel de mars 2004 a complètement restructuré l'administration fédérale et défini les principales fonctions des autorités fédérales nouvellement créées.

Dans le secteur social, les réformes ont progressé, avec l'adoption d'un ensemble de mesures concernant le secteur du logement. Quelques progrès ont été réalisés en matière de délivrance de licences et de déréglementation, de régimes de retraite, de réforme foncière et de réglementation de la faillite. La mise en œuvre effective de ces réformes reste un défi majeur.

L'économie russe a amplement bénéficié d'un climat mondial favorable.

Investissements de la BERD

En 2004, les investissements de la BERD en Russie se sont élevés à 1,2 milliard d'euros, portant le total des engagements de la Banque à 5,9 milliards d'euros. Les décaissements bruts ont atteint 0,9 milliard d'euros. À la suite de la décision prise par le gouvernement russe de réduire considérablement les emprunts souverains, la BERD n'a investi que lorsqu'une garantie souveraine n'était pas nécessaire. Les opérations de la Banque ont visé en particulier le développement du secteur privé et l'appui aux infrastructures locales. Les projets de la BERD ont permis de mobiliser un important volume d'investissements étrangers complémentaires.

Les projets de la BERD ont contribué au processus de transition de diverses façons : appui à la réforme du secteur financier, aide aux petites entreprises,

promotion de la concurrence, amélioration des infrastructures municipales, renforcement de la gouvernance des entreprises et aide à l'intégration de l'économie russe dans l'économie mondiale. Un accent particulier a été mis sur des projets qui aideront le pays à diversifier ses activités de façon à diminuer sa dépendance à l'égard des ressources naturelles. La BERD a en particulier développé des projets avec des sociétés qui ont la capacité de devenir compétitives sur le marché russe et sur les marchés internationaux et d'attirer des investissements étrangers.

Une grande partie des projets signés par la BERD en 2004 concerne le secteur manufacturier. La Banque a notamment fourni des moyens de financement importants à l'appui de la restructuration et de la modernisation de sociétés russes performantes. Elle a, par exemple, investi 73 millions d'euros dans la société

Togliatti Azot pour l'achèvement de la modernisation de son usine d'ammoniaque (voir page 21), 70 millions d'euros pour la restructuration de l'usine de laminage de tubes de Chelyabinsk et 9 millions d'euros dans la société d'eau minérale Narzan afin d'améliorer la gouvernance de l'entreprise et d'accroître sa compétitivité.

La BERD a continué d'innover en matière de financement, en faisant par exemple appel à des structures de partage des risques associant des sociétés locales de crédit-bail pour fournir un appui aux équipementiers Sumitomo et Wirtgen. La BERD a également soutenu des investisseurs stratégiques étrangers, tels que la société de pneus Nokian, qui devraient jouer un rôle essentiel dans l'établissement de nouvelles normes dans les domaines des technologies et de la gouvernance d'entreprise. Le projet montrera à d'autres



Les banques régionales soutiennent les entrepreneurs locaux

Les banques régionales russes offrent des possibilités d'investissement non négligeables. Avec un appui adéquat, elles sont même capables de concurrencer leurs rivales moscovites. Leur connaissance approfondie de la situation locale leur confère un avantage immédiat pour ce qui est de l'octroi de prêts, petits et moyens, à des entreprises régionales méritantes qui n'ont pas accès à d'autres sources de financement.

Depuis cinq ans, le développement de la coopération avec ces banques est au cœur de la stratégie de la BERD dans le secteur bancaire russe. Après la crise de 1998, la revitalisation du secteur s'imposait et l'on a déjà trop attendu pour desservir les entrepreneurs des régions isolées.

La BERD s'est donnée pour objectif d'identifier des banques solides, chefs de file sur leurs marchés locaux, afin de leur offrir l'assistance nécessaire. Les banques partenaires qui remplissent les critères imposés peuvent bénéficier de toute

industriels l'avantage qu'ils ont à établir une base de production en Russie.

Par l'octroi de dons, la BERD aide de nombreux clients à identifier et financer des mesures permettant de réaliser des économies d'énergie considérables dans les projets industriels. Par exemple, l'investissement de la Banque dans la société Power Machines a permis d'améliorer l'efficacité énergétique de trois usines de fabrication d'équipements électriques.

Dans le secteur des infrastructures, les projets de la BERD ont encouragé la participation du secteur privé et promu des projets environnementaux et des investissements dans les économies d'énergie. La Banque a également aidé le gouvernement russe à développer ses principaux axes de transport. Un prêt d'un montant de 22 millions d'euros a été accordé à la société de chemin de

fer BTS pour l'achat de wagons-citernes qui contribueront à atténuer le goulot d'étranglement dans le transport pétrolier. Un prêt de 9 millions d'euros à la société de transport fluvial Ark Shipping aidera à la modernisation des installations et encouragera la concurrence dans le secteur.

Dans le cadre d'un grand projet de télécommunications, un prêt de 110 millions d'euros à Mobile TeleSystems, principal opérateur russe de téléphonie mobile, permettra à l'entreprise d'offrir de nouveaux services et d'abaisser ses tarifs.

Dans le secteur des ressources naturelles, la BERD a accordé deux financements de 33 millions d'euros chacun pour la mine de bauxite de Middle Timan et pour l'extraction de minerai de fer à Karelsky Okatysh, contribuant ainsi à améliorer les pratiques environnementales et l'efficacité des opérations. La BERD a également accordé

un appui important aux agro-industries, notamment par un prêt de 27 millions d'euros au groupe Cherkizovsky, qui fabrique des produits à base de viande (voir page 62), et par un investissement de 7 millions d'euros dans la société de transformation KubanAgroProd.

La BERD a poursuivi son appui au secteur des micro et petites entreprises (MPE) par l'intermédiaire du Fonds pour les petites entreprises de Russie qui, à ce jour, a décaissé près de 220 000 prêts, d'un montant total supérieur à 1,8 milliard d'euros. Le Fonds tire ses ressources de financements de la BERD et de dons octroyés par la Communauté européenne et par plusieurs gouvernements. Avec l'aide du Fonds, des services spécialisés dans le financement des MPE ont été créés dans 249 banques et dans 138 villes, dans toute la Russie. En 2004, le programme a été étendu à 22 autres villes.

la gamme des produits de la Banque, et notamment de prises de participation directes. En 2004, par exemple, la BERD a conclu un accord pour le financement d'une ligne de crédit avec une nouvelle banque partenaire, la Yugbank (Krasnodar), qui exploite le réseau de succursales régionales le plus étendu du pays après celui de la Sberbank – 17 succursales et cinq bureaux dans toute la région.

La Banque est également devenue actionnaire de trois autres banques régionales, Uraltransbank (Ekaterinburg), Sibacadembank (Novosibirsk), qui est la plus grande banque régionale de Sibérie avec plus de 70 bureaux, et Center-Invest Bank (Rostov), créée par un groupe d'anciens professeurs d'économie de l'université de la ville. Cette dernière banque, qui exploite 58 guichets et 20 distributeurs de billets, a récemment étendu ses activités à la ville voisine de Krasnodar. La BERD a pris une participation de plus de 25 % dans chacune de ces banques, dans lesquelles elle est le premier investisseur extérieur à la région.

La BERD collabore avec l'Uraltransbank (UTB) depuis trois ans. Dans une région qui compte 73 banques, cette

dernière se trouve confrontée à une rude concurrence. La région, autrefois surtout connue pour ses industries lourdes et de défense nationale, a connu un important chômage à la fin de l'ère soviétique. Elle offre ainsi un bon potentiel pour l'activité entrepreneuriale, d'où la nécessité de nombreux prêts à des micro et petites entreprises que l'UTB appuie financièrement grâce à une ligne de crédit accordée par la BERD en 2002.

M. Logutov, par exemple, a créé une entreprise qui fabrique du matériel de terrain de jeux dans un petit atelier d'Ekaterinburg. Grâce au prêt de l'UTB, il a pu augmenter sa production et vend maintenant son matériel dans tout le pays. M. Zhalilov, quant à lui, dirige une entreprise de minibus. Avec le prêt de l'UTB, son parc de véhicules est passé de 2 à 40.

Outre ces considérations commerciales indéniables, les partenariats que la BERD a constitués avec des banques régionales russes contribueront à renforcer la gouvernance des entreprises et à accroître la transparence – ce qui favorisera la croissance de l'UTB et aidera à attirer de nouveaux investissements stratégiques.



Un fabricant de produits à base de viande en améliore la qualité pour accroître ses parts de marché

Igor Babaev, âgé de 53 ans, a consacré sa vie à la fabrication de produits à base de viande. Lorsque vous vous trouvez en Russie et que vous consommez des raviolis, du saucisson cuit, des saucisses de Francfort, du salami, du jambon ou du pâté, il est fort probable que ces aliments aient été fabriqués avec le concours de sa société. Celle-ci détient 10 % du marché russe et produit 300 sortes de saucisses et de jambons, sous huit marques différentes, y compris la marque "Empire du goût". Sa société, dénommée Cherkizovsky, est l'une des entreprises alimentaires les plus connues en Russie.

La BERD et un groupe de banques commerciales ont consenti un prêt de 27 millions d'euros, qui permettra à Cherkizovsky de mieux contrôler la qualité de ses produits, de réduire les délais de livraison et de gagner la clientèle des détaillants "à l'occidentale" qui souhaitent disposer d'informations claires et détaillées sur l'origine des denrées. La société fournit déjà des saucisses de Francfort à une chaîne de restauration rapide danoise à Moscou et des produits carnés à des restaurants de hamburger mondialement connus. Elle a également été la première société russe à conditionner ses produits sous vide ou sous atmosphère modifiée, ce qui permet de les livrer dans les régions les plus éloignées.

En 1993, au moment de la privatisation, Igor Babaev était directeur général de la société qui est devenue Cherkizovsky,

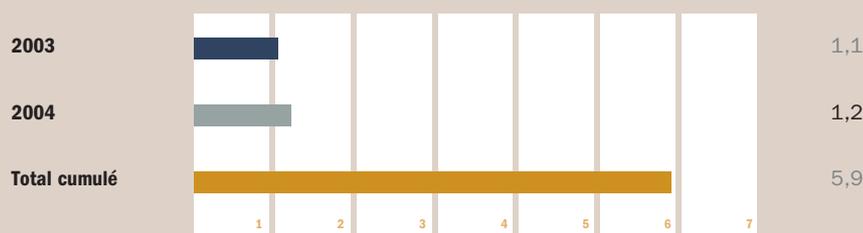
et il possède encore 90 % des actions. 10 ans après, les Babaev ont fait des investissements dans huit usines de préparation de produits à base de viande, sept fermes avicoles et deux exploitations porcines. La société exploite neuf usines de traitement de la viande, réparties dans toute la Russie et employant au total 7 000 personnes. En 2003, ses ventes s'élevaient au total à 230 millions d'euros.

En 2003, les produits à base de viande ont représenté environ 25 % de la consommation de viande en Russie et, à l'inverse de ce qui se passe pour la viande fraîche, 97 % de ces produits sont fabriqués localement. Les gains d'efficacité qui résulteront du prêt consenti à la société devraient se traduire par une baisse du prix de ses produits fabriqués localement et par une augmentation du volume de ses ventes, et donc rendre plus accessibles ses produits très prisés.

L'effondrement de l'économie planifiée soviétique a presque totalement détruit les marchés de produits agricoles et alimentaires, qui se sont reconstitués peu à peu au cours des 10 dernières années. L'amélioration des normes commerciales devrait avoir un effet exemplaire sur les autres agro-industries et permettre d'offrir aux russes des aliments de haute qualité.

Engagements de la BERD

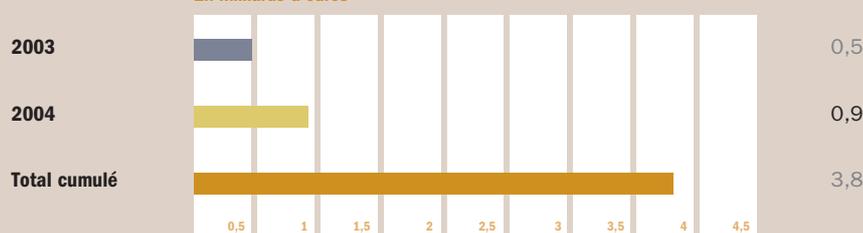
En milliards d'euros



Note : Le financement des projets régionaux a fait l'objet d'une nouvelle répartition. Les totaux peuvent donc différer de la liste présentée aux pages 85 à 96, où les projets régionaux sont classés séparément.

Décaissements de la BERD

En milliards d'euros



Dans le secteur bancaire, la BERD a continué de fournir une assistance aux banques russes pour élargir leur offre de produits ainsi qu'aux établissements étrangers ayant des filiales en Russie. Elle a financé des prêts et des lignes de crédit et pris des participations. On notera, entre autres, un investissement de 50 millions d'euros dans la banque Raiffeisen et un prêt de 19 millions d'euros à la Société Générale Vostock. Elle a également accordé des financements à des banques régionales solides, investissant 8 millions d'euros dans la Sibacadembank et 6 millions d'euros dans l'Uraltransbank (voir page 60).

La BERD a contribué au développement du marché de l'assurance russe à côté d'investisseurs russes et par l'intermédiaire de fonds de placement spécialisés dans l'assurance. Elle a augmenté le montant des prêts octroyés aux sociétés de crédit-bail russe et a

continué de promouvoir les réformes des régimes de retraite.

Dans le Nord-Ouest de la Russie, le Partenariat pour l'environnement dans le cadre de la dimension septentrionale (PEDS) a continué d'appuyer des projets environnementaux très divers. À l'aide de financements des bailleurs de fonds et de la BERD, le Partenariat permet de réaliser des progrès dans des domaines tels que la sécurité nucléaire, le traitement des eaux usées, l'approvisionnement en eau et l'efficacité énergétique. Il a approuvé des cofinancements de 44 millions d'euros pour huit projets environnementaux (voir page 22).

Perspectives

À la fin de l'année 2004, la BERD a publié une nouvelle stratégie pour la Russie dans laquelle il est demandé au gouvernement d'accélérer les réformes institutionnelles et de promouvoir la

Le Fonds pour les petites entreprises de Russie a créé des services de financement dans 138 villes du pays.

modernisation, la diversification et la restructuration de l'économie russe. La BERD est disposée à augmenter ses investissements dans les régions pour financer des secteurs-clés et de grandes entreprises, pour jouer un rôle actif dans la réforme du secteur financier et pour promouvoir la modernisation de l'infrastructure du pays.

En 2005, la Banque commencera à émettre des obligations libellées en roubles et affectera les fonds en monnaie locale ainsi levés au financement de petites entreprises, de sociétés axées sur le marché intérieur et de municipalités. Elle aidera un plus grand nombre de sociétés russes à s'introduire sur les marchés nationaux et internationaux de capitaux en leur fournissant une assistance lors de leur première introduction en bourse. La BERD mettra l'accent sur le développement du secteur privé, notamment en prenant des participations lors de la prochaine phase

de privatisations et s'efforcera d'appuyer les secteurs et les transactions qui étaient traditionnellement financés directement par l'État.

La BERD accroîtra le nombre de ses prises de participation pour encourager les investisseurs étrangers à lancer de nouvelles opérations et aider les sociétés russes à accroître leurs fonds propres. L'amélioration de la gouvernance des entreprises continuera de recevoir une priorité élevée.

La Banque favorisera la transparence et l'efficacité afin d'attirer de nouveaux investissements étrangers. À l'appui de la diversification, elle continuera de financer des investissements visant à accélérer la restructuration, trop lente, des grandes entreprises d'État. Elle appuiera la consolidation du secteur bancaire russe et encouragera la concurrence. Ses principaux domaines d'intervention seront la restructuration

des banques d'État et l'appui aux banques régionales. La Banque s'efforcera de développer ses programmes en faveur des petites entreprises et d'étendre leur rayon d'action dans les régions.

Pour ce qui est des services d'infrastructure, la Banque s'efforcera d'en promouvoir la commercialisation et d'encourager la participation du secteur privé. Dans le secteur de l'énergie, elle poursuivra le dialogue engagé avec les autorités sur les réformes du secteur de l'électricité et sur la restructuration du secteur gazier. Elle continuera également de participer à la restructuration de compagnies d'électricité régionales et à l'élaboration de projets de gazoduc et d'oléoducs afin d'améliorer les tarifs et l'accès à l'énergie. Pour appuyer la mise en œuvre du protocole de Kyoto, des projets d'efficacité énergétique, tels que le projet Togliatti Azot, pourront obtenir des "crédits" du Fonds carbone (voir page 15).

La BERD va appuyer la consolidation du secteur bancaire russe et encourager la concurrence.



Un nouveau vaccin contre les maladies hivernales

Lorsque les branches des arbres ploient sous la neige et que les fleuves et lacs gelés se peuplent de pêcheurs sous la glace et de patineurs... les Russes attrapent la grippe. On estime que 15 % d'entre eux tombent malades chaque année. Pour s'en guérir, nombreux sont ceux qui ont recours aux remèdes traditionnels, consistant à envelopper autour de leur gorge des chiffons imprégnés de vodka et de miel. D'autres s'enduisent la poitrine de moutarde. En 2003 cependant, 16 millions de Russes ont préféré utiliser un vaccin, fabriqué le plus souvent par la société Petrovax.

Avec un prêt de 15 millions d'euros accordé par la BERD, Petrovax pourra produire chaque année 20 millions de doses de son nouveau vaccin contre la grippe. La société construit actuellement une usine moderne à la périphérie de Moscou pour y fabriquer ce vaccin de nouvelle génération.

Le nouveau vaccin, Grippol, est fabriqué selon une technologie européenne développée par la société pharmaceutique néerlandaise Solvay Pharmaceuticals et non plus selon les méthodes utilisées depuis plusieurs décennies consistant à cultiver le virus sur des œufs de poule. Cette nouvelle technique permet à Petrovax de réagir plus rapidement en cas d'épidémie, dans la mesure où elle n'a pas besoin de s'approvisionner en millions d'œufs de poule pour fabriquer le vaccin. Ce dernier est l'un des rares vaccins fabriqués en Russie qui soit susceptible de concurrencer efficacement des vaccins importés.

Les 50 dernières années ont connu deux pandémies de grippe : la grippe asiatique en 1957 et la grippe de Hong-Kong en 1968. La menace d'une nouvelle pandémie n'étant jamais très éloignée, il est crucial de fabriquer de nouveaux vaccins contre la grippe. La récente grippe aviaire a prouvé que les souches de vaccin dont on dispose actuellement ne sont pas suffisantes. Petrovax dispose d'un ingrédient secret, un immunostimulant, dont le développement a demandé environ 30 ans et qui pourrait être un élément capital dans la fabrication d'un vaccin contre la pandémie.

Grâce à l'immunostimulant de Petrovax et à la nouvelle technologie de Solvay Pharmaceuticals, la nouvelle usine de fabrication de Moscou, qui augmentera de 60 personnes son effectif actuel de 150 employés, sera une unité véritablement innovante. En outre, la combinaison de l'immunostimulant et du vaccin est également prometteuse pour la lutte contre d'autres infections virales telles que le SRAS, le VIH et les hépatites.

Ce projet illustre bien la volonté de la BERD d'aider les pays à diversifier leurs activités dans de nouveaux secteurs et dans des projets qui permettent de combler l'écart technologique avec les pays plus développés.

06 Asie centrale

La croissance économique de plusieurs pays d'Asie centrale reste tributaire du prix élevé des matières premières. Pour maintenir le rythme de croissance et encourager la diversification, la BERD a collaboré avec les gouvernements de la région en vue d'améliorer le climat de l'investissement et d'intensifier la coopération régionale.

Climat de l'investissement

En 2004, la croissance a été vigoureuse dans la plus grande partie de la région. Les pays d'Asie centrale ont continué de bénéficier des prix élevés du gaz et du pétrole (Kazakhstan et Turkménistan), de l'or (République kirghize et Ouzbékistan), de l'aluminium (Tadjikistan) et du blé (Kazakhstan). Ces prix élevés ont également eu un impact positif indirect sur d'autres secteurs, tel que celui des services ou de la construction. Les envois de fonds des expatriés sont restés une source importante de revenus pour plusieurs pays.

Au Kazakhstan, le taux de croissance de l'économie s'est établi à 9,4 % en 2004, contre 9,2 % en 2003, principalement grâce aux prix élevés du gaz et du pétrole, qui ont stimulé les exportations. Au Tadjikistan, la croissance a atteint 10,6 % (contre 10,2 % en 2003), favorisée par l'expansion rapide des secteurs des mines, des produits chimiques, de l'agriculture et des services. Dans ce pays, la consommation privée est





Trois pays d'Asie centrale bénéficient de la priorité donnée par la BERD aux plus pauvres de ses pays d'opérations.



Quelques données économiques pour 2004

	Population (en millions)	Croissance du PIB (%)	Taux d'inflation à la fin de l'année (%)	Investissements étrangers directs nets (en millions de dollars EU)	Indicateur de la transition (moyenne des neuf notes de la BERD) ¹
 Kazakhstan	15,0	9,4	6,7	3 282	2,89
 République kirghize	5,1	7,1	2,8	116	2,93
 Tadjikistan	6,5	10,6	5,6	272	2,30
 Turkménistan	6,5	7,2	13,8	225	1,30
 Ouzbékistan	26,0	4,0	12,0	180	2,08

¹ Note maximale : 4,33.

dopée par la hausse des revenus et l'augmentation du volume de fonds envoyés par les expatriés, tandis que la consommation intérieure est stimulée par les programmes financés par les donateurs.

En République kirghize, le taux de croissance a également été soutenu, atteignant environ 7,1 %, contre 6,7 % en 2003. Selon les chiffres officiels fournis par le Turkménistan, l'économie aurait progressé à un taux d'environ 20 % au cours du premier semestre, mais ce chiffre est probablement exagéré. Selon une estimation indépendante, le taux de croissance annuelle de ce pays serait de 7,2 %. En Ouzbékistan la croissance a été relativement faible (4 %), conséquence de politiques monétaire et commerciale restrictives.

L'inflation reste généralement modérée dans les pays de la région, à l'exception de l'Ouzbékistan et du Turkménistan où elle a atteint des niveaux supérieurs à 10 % en 2004. Au Kazakhstan, en République kirghize et au Tadjikistan, la politique monétaire est de plus en plus axée sur la stabilité des prix.

Les pays d'Asie centrale ont continué d'appliquer des politiques budgétaires restrictives en 2004. Les budgets de la plupart des pays sont en équilibre, ou proches de l'équilibre, et devraient s'y maintenir à court terme. Toutefois, la République kirghize a de nouveau enregistré un déficit important en 2004 (supérieur à 4 % du PIB), reflet du programme d'investissement public financé par les donateurs. Le

Turkménistan a quelque peu assoupli sa politique budgétaire au cours de l'année écoulée, ce qui a entraîné une expansion monétaire et une dépréciation de la monnaie locale. À la faveur de la croissance des exportations, deux pays – l'Ouzbékistan et le Turkménistan – ont affiché un excédent du compte courant en 2004.

Les progrès réalisés en matière de réformes structurelles au cours de l'année ont été inégaux. Ils ont été sensibles dans la République kirghize où la loi sur les sociétés par actions a été modifiée pour accroître les droits des actionnaires minoritaires et où une loi anti-corruption a été adoptée. Le gouvernement a également adopté la loi longtemps attendue sur les concessions et promulgué une nouvelle loi sur l'arbitrage international. En outre, la République kirghize a effectivement privatisé sa plus grande entreprise, la société des mines d'or de Kumtor.

Pour ce qui est des autres pays de la région, le Tadjikistan a consolidé son secteur bancaire par la restructuration des deux plus grandes banques du pays. Au Kazakhstan, la réforme de l'infrastructure s'est accélérée avec l'introduction d'un programme de restructuration de la compagnie nationale de chemin de fer et l'adoption d'une nouvelle loi sur les télécommunications, qui libéralise le marché des télécommunications et encourage la concurrence. Selon cette nouvelle loi, la compagnie nationale, JSC Kazakhetelekom, perdra son monopole sur les services internationaux et interurbains.

En Ouzbékistan et au Turkménistan, peu de progrès ont été réalisés en matière de réformes structurelles au cours de l'année. Le gouvernement du Turkménistan a simplifié son système fiscal et a, pour la première fois, autorisé partiellement la propriété privée des terres agricoles. Toutefois, ces deux pays continuent d'accuser un retard vis-à-vis des pays voisins et le climat des affaires restrictif qui y règne a un effet dissuasif sur l'investissement intérieur ou étranger.

Dans plusieurs pays de la région, la stabilité macro-économique et la croissance restent liées au maintien des cours élevés des matières premières. Pour opérer à moyen terme la diversification structurelle qui s'impose, il est nécessaire de prendre de nouvelles mesures pour améliorer l'environnement des affaires et ouvrir l'accès aux marchés d'exportation. Dans tous les pays, les entreprises se heurtent à des obstacles fondamentaux, notamment la corruption, le poids excessif de la bureaucratie, l'inadéquation des infrastructures et les restrictions en matière de commerce et d'importation.

On considère généralement que la corruption est plus répandue en Asie centrale que dans les autres pays en transition. Si la République kirghize a visiblement pris des mesures pour combattre ce fléau, notamment en appliquant un solide programme de gouvernance et en participant à l'Initiative sur la transparence des industries extractives, il reste fort à faire en ce sens dans le reste de la région.

En 2004, les politiques budgétaires sont restées restrictives dans les pays d'Asie centrale.

Investissements de la BERD

En 2004, la BERD a investi 316 millions d'euros en Asie centrale, contre 295 millions d'euros en 2003. Le principal pays bénéficiaire a été le Kazakhstan (246 millions d'euros), suivi de l'Ouzbékistan (34 millions d'euros) et de la République kirghize (30 millions d'euros). Au cours de l'année écoulée, les investissements de la Banque ont notamment contribué au développement du secteur privé, élément-clé de la création d'emplois et de la réduction de la pauvreté.

En Asie centrale, la BERD est le principal investisseur dans le secteur privé non pétrolier et la première institution financière internationale par le nombre de ses projets et de ses investissements. Le montant cumulé de ses engagements s'élève à 1,8 milliard d'euros.

Au nombre des grands projets signés au cours de l'année figure un investissement de 26 millions d'euros dans la compagnie KEGOC, qui exploite le réseau d'électricité du Kazakhstan, pour le financement de la construction d'une nouvelle ligne de transport d'électricité. Ce projet contribuera à rendre l'approvisionnement électrique plus fiable, à réduire les pertes au cours du transport et à mettre en place un réseau régional d'électricité en Asie centrale. La Banque a également investi 60 millions d'euros dans l'oléoduc Kenkiyak-Atyrau, qui relie la région d'Aktobe, dans le centre du Kazakhstan, à la ville d'Atyrau, située à l'ouest du pays.

En 2004, la BERD a signé deux projets visant à améliorer l'approvisionnement en eau : un prêt de 7 millions d'euros à la ville de Tachkent et un prêt de 1 million d'euros à la ville de Koudjand



Un nouveau réseau d'adduction d'eau apporte de l'eau douce au Tadjikistan

L'air pur, les montagnes verdoyantes, les vergers et les vignes de la vallée fertile de Ferghana, au Tadjikistan, lui ont valu la réputation de "perle de l'Asie centrale". Cette vallée abrite la deuxième ville du pays, Koudjand, dont la population compte 165 000 habitants. L'un des problèmes auxquels se trouvent confrontés les habitants de la ville est celui de l'imprévisibilité de l'approvisionnement en eau. Les clients de la compagnie locale des eaux ne sont approvisionnés que trois à six heures par jour, tandis qu'un tiers d'entre eux sont totalement privés d'eau.

La BERD a consenti un prêt d'un million d'euros pour améliorer l'approvisionnement en eau de Koudjand, dans le cadre d'un projet de 4 millions d'euros qui permettra à la compagnie publique des eaux d'installer de nouvelles pompes et des équipements pour prévenir les fuites. Le projet bénéficie également de dons des gouvernements suisse, norvégien et belge.

(Tadjikistan, voir page ci-contre). Dans le secteur industriel, la banque a accordé un prêt de 7 millions d'euros à la société Uz-Arctech pour construire une usine de soudage moderne en Ouzbékistan ainsi qu'un prêt de 6 millions d'euros à Interglass pour le premier projet industriel de la BERD en République kirghize.

Trois pays d'Asie centrale (l'Ouzbékistan, la République kirghize et le Tadjikistan) bénéficient de l'Initiative de la BERD en faveur des pays aux premiers stades de la transition, qui a été lancée en 2004. Cette initiative vise à aider les pays d'opérations les plus pauvres en augmentant les investissements et en encourageant les réformes économiques.

Dans le cadre de l'Initiative, la BERD a signé en 2004 les deux premiers projets instituant en Ouzbékistan un guichet de

prêts directs afin d'apporter des financements à moyen et long termes à des entreprises privées. Elle a également lancé le premier mécanisme de cofinancement de prêts de taille moyenne en Asie centrale, avec la banque d'investissement et de crédit kirghize. Ce mécanisme vise à aider les banques locales à répondre à la demande émanant du secteur privé.

Un fonds associant plusieurs donateurs a été créé en 2004 afin de financer des services de coopération technique en faveur des pays de l'Initiative (voir page 14). Les premiers projets du fonds en Asie centrale ont été signés à la fin de l'année.

La BERD a continué d'accorder des lignes de crédit aux banques locales qui les rétrocèdent aux micro et petites entreprises qui n'ont pas accès à d'autres formes de financement. Le

financement des services de coopération technique qui accompagne ces lignes de crédit a contribué à améliorer les pratiques suivies par les banques locales pour l'octroi de prêts. En 2004, la BERD a consenti sa première ligne de crédit à des micro entreprises par l'intermédiaire de la banque Eskata et de la Tojiksodirobank (Tadjikistan). De nombreuses autres banques de la région ont bénéficié de lignes de crédit et de mécanismes d'aide aux échanges commerciaux (voir page 17).

La BERD a pleinement utilisé le Fonds spécial de partage de risques pour l'Asie centrale, établi en 2002, qui combine les dons des bailleurs de fonds et les financements de la Banque. Le Fonds vise à appuyer le développement de l'activité économique dans la région, principalement au moyen du financement de projets en faveur des

L'eau de la ville provient actuellement de 86 puits situés sur le Syr Daria, fleuve dont la pollution est bien connue. Un schéma directeur de modernisation a été établi dès 1986. Depuis lors, de nombreux travaux ont été effectués pour que la ville puisse également utiliser l'eau plus propre de la Khodja Bakirgan, rivière qui passe à 20 kilomètres de la ville. Après des travaux effectués grâce à un financement du budget de la province et de l'État, cette eau alimente déjà les robinets publics et le nouveau système a été raccordé au réseau de distribution de la ville.

Le nouveau projet permettra à la compagnie des eaux de Koudjand, qui compte actuellement 43 000 clients, ménages et entreprises, d'approvisionner au moins 15 % de la population de la ville en une eau propre qui sera acheminée par un réseau de conduites rénové. Le projet vise principalement les quartiers de la ville qui peuvent être

reliés au nouveau réseau Khodja Bakirgan. Il améliorera en un premier temps la desserte de ces quartiers, en veillant à ce que le service ait un bon rapport coût-efficacité et à ce que les paiements dus soient recouverts. Les 85 % du réseau restants seront progressivement modernisés grâce à l'autofinancement et à des fonds de l'État et des donateurs.

L'apport d'argent frais permettra également d'acheter du matériel pour les ateliers et des équipements de communication, des tuyaux et des raccords de tuyauterie, des compteurs à eau et des pompes à eaux usées dont le besoin se fait grandement sentir. En un premier temps le prix de l'eau à la consommation augmentera mais l'amélioration de la gestion et des méthodes de recouvrement devraient permettre d'abaisser les coûts par la suite.



L'acquisition de matériel moderne donne un nouvel élan à l'agriculture kazakhe

La région du nord du Kazakhstan, "grenier à grain" du pays, a subi le contrecoup de l'effondrement de l'Union soviétique. La quasi-totalité du matériel agricole de la région est obsolète et a besoin d'être remplacée. Le parc de moissonneuses-batteuses du pays a diminué de moitié depuis 1991 et, bien évidemment, la récolte céréalière s'en ressent.

En s'alliant à des banques kazakhes et en partageant les risques avec elles, la BERD espère changer tout cela. Jusqu'à présent, elle a apporté des financements de 4,4 millions d'euros au secteur agricole par l'intermédiaire de la Bank Centre Credit et de 7,3 millions d'euros, par l'intermédiaire de la banque ATF. Les banques locales rétrocèdent ensuite ces fonds aux agriculteurs et aux petites entreprises agricoles qui n'ont pu jusqu'à présent obtenir des prêts à des taux abordables auprès du système bancaire, même pour l'indispensable modernisation de leur matériel.

L'entreprise céréalière Karasu-Nan LLP a déjà bénéficié de ce programme. À l'aide du prêt obtenu, elle a acheté une semeuse pneumatique Morris de façon à pouvoir ensemercer une superficie plus vaste. Elle a également acquis des moissonneuses-batteuses Enissey et des tracteurs MTZ-82. Le nouveau matériel n'est pas seulement plus efficace, il demande moins d'entretien et donc moins de pièces de rechange. Très souvent, les agriculteurs

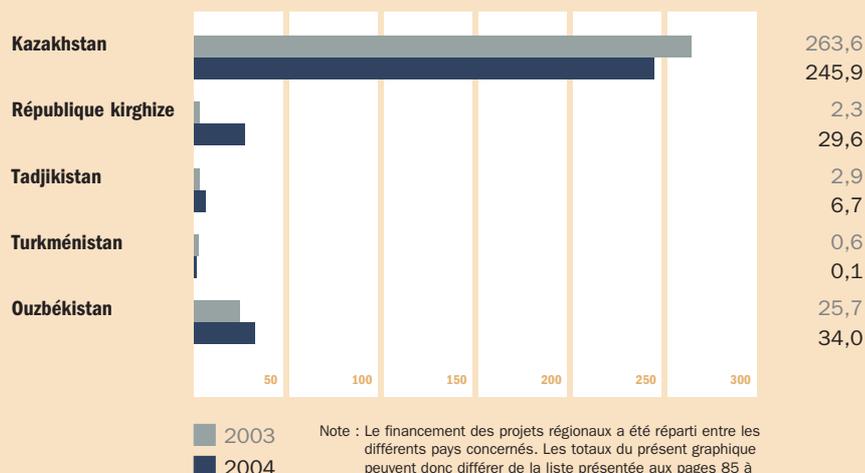
financent la location du matériel dont ils ont besoin à l'aide de ces prêts. Ils peuvent ainsi accroître leur productivité, rembourser leur prêt et finalement réunir l'argent nécessaire à l'achat de nouvelles machines. Grâce à ce financement, l'entreprise agricole Agrarii a pu louer des moissonneuses-batteuses et ainsi augmenter sensiblement sa production de céréales.

Pour remplacer 80 % au moins de son parc obsolète hérité de l'époque soviétique, on estime que le Kazakhstan a besoin d'environ 3 000 nouvelles moissonneuses-batteuses par an. Les nouvelles machines sont achetées en Russie ou dans les autres pays voisins, ce qui favorise le commerce interrégional et devrait se traduire par de meilleures récoltes et des produits de meilleure qualité. Les exportations de céréales du pays seraient ainsi plus compétitives et le Kazakhstan deviendrait un acteur plus important sur les marchés internationaux de produits agricoles.

Depuis 2001, la BERD s'efforce de trouver de nouveaux moyens de financer les entreprises agricoles kazakhes. La production céréalière étant essentielle à la croissance durable de l'économie du pays, elle a commencé par mettre en place, avec succès, un programme de prêts de stockage céréalière. Le programme de financement de l'achat de matériel agricole a tout naturellement pris la suite.

Engagements de la BERD, 2003-2004

En millions d'euros



Engagements cumulés de la BERD, fin 2004

En millions d'euros

Kazakhstan	1 027,8
République kirghize	144,7
Tadjikistan	29,2
Turkménistan	117,0
Ouzbékistan	509,5

Note : Le financement des projets régionaux a été réparti entre les différents pays concernés.

petites entreprises et de programmes d'aide aux échanges commerciaux.

La Banque a continué de collaborer avec les gouvernements de la région en vue d'améliorer le climat de l'investissement et d'intensifier la coopération régionale en Asie centrale. Au Kazakhstan, elle a continué de co-présider le conseil des investisseurs étrangers et examiné les moyens d'attirer davantage de capitaux privés. En République kirghize, la BERD a pris une part active aux réunions

trimestrielles du conseil présidentiel consultatif sur l'investissement, a participé aux réunions mensuelles du conseil international des affaires et au sommet annuel sur l'investissement, tenu à Issyk Kul. Enfin, la Banque a également participé à la troisième Conférence ministérielle sur la coopération économique en Asie centrale, tenue à Astana, ainsi qu'à l'atelier régional de Bishkek sur les résultats du développement, en novembre 2004.

La BERD est le principal investisseur dans le secteur privé non pétrolier des pays d'Asie centrale.



De nouvelles sources de financement revitalisent des communautés et des petites entreprises rurales

En 1998, Ved Aleksandr a ouvert une petite épicerie à Bishkek, capitale de la République kirghize. Ayant obtenu de bons résultats, il a rapidement ouvert deux autres magasins, puis ajouté au premier un petit café de plein air servant des kebabs. Ce café a obtenu un tel succès qu'il a souhaité en faire un restaurant. C'est à ce stade qu'il a eu besoin d'un prêt. Il a donc présenté une demande à sa banque locale pour obtenir un prêt de 35 000 euros, financé avec l'appui de la BERD, puis une deuxième demande pour un prêt de 70 000 euros. Son restaurant, ouvert en mai 2004, emploie 18 personnes.

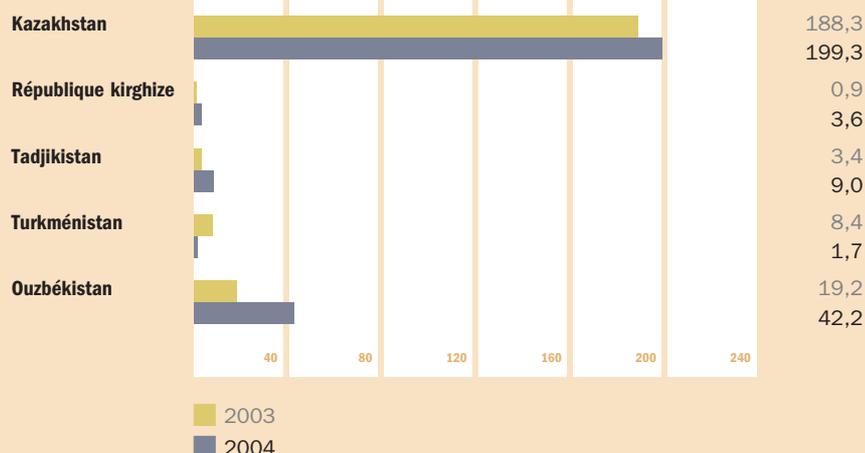
Les prêts aux petites entreprises sont une grande nouveauté en République kirghize car, jusqu'à présent, les banques locales n'en proposaient pas. Ved Aleksandr et bien d'autres entrepreneurs ont obtenu des prêts dans le cadre du programme de crédit aux micro et petites entreprises de la BERD. Depuis son lancement dans le pays en 2002, le projet a financé 11 500 entreprises par l'intermédiaire de partenaires kirghizes, avec l'aide de la Communauté européenne, des États-Unis, de la Suisse, du Taipei chinois et de la Société financière internationale. L'enveloppe du programme est actuellement de 11 millions d'euros. Un financement supplémentaire de 22 millions d'euros, dont 15 millions seront financés par la BERD, est en cours de préparation.

Un grand nombre des prêts financés par la BERD sont consentis à des entrepreneurs vivant dans des zones rurales économiquement défavorisées. Ils sont accordés par l'intermédiaire de 40 services spécialisés dans le financement des micro et petites entreprises, établis à ce jour dans 11 villes. L'entreprise de Sydykov Azamat offre un autre exemple du succès de ce programme. En 1992, M. Azamat, qui exploitait une boulangerie, louait à la fois son local et son matériel. Grâce à un prêt de 700 euros, il a pu acheter des stocks de farine à une minoterie locale, tandis qu'un deuxième prêt, d'un montant de 1 100 euros, lui a permis de financer l'achat de matériel et de faire réparer le camion et la voiture dont il a absolument besoin pour son entreprise. Aujourd'hui, celle-ci emploie 11 personnes, fait cuire 2 254 pains par jour et approvisionne 29 magasins.

Mais le programme ne finance pas seulement des prêts aux petites entreprises. Il dispense aussi au personnel des banques qui octroient ces prêts la formation et le savoir-faire technique nécessaires. En décembre 2004, les services kirghizes du programme employaient 263 chargés de prêts et stagiaires, dirigés par un conseiller spécialisé. Au cours du seul mois de décembre, ces services ont accordé le nombre record de 1 599 prêts à des petites entreprises kirghizes pour un montant supérieur à 1,4 million d'euros.

Décassements de la BERD en 2003–2004

En millions d'euros



Décassements cumulés de la BERD, fin 2004

En millions d'euros

Kazakhstan	702,1
République kirghize	111,6
Tadjikistan	19,8
Turkménistan	67,0
Ouzbékistan	385,6

Perspectives

Au cours des années à venir, la BERD se propose d'accroître le volume de ses financements aux pays d'Asie centrale, tant pour ce qui est du nombre de projets financés que du volume global de l'investissement. Elle s'emploiera à stimuler les flux de capitaux privés, à renforcer les économies de marché en même temps qu'elle favorisera les réformes démocratiques. Pour attirer les investissements étrangers, il est indispensable que les pays d'Asie centrale réduisent les obstacles au commerce, rendent le climat de l'investissement plus prévisible et continuent de diversifier leurs économies au-delà du secteur pétrolier et gazier. Des progrès dans ces domaines permettront à la région de s'engager sur la voie d'une croissance durable et de consolider ses acquis sur le plan économique.

En 2004, la BERD a adopté de nouvelles stratégies de pays pour le Kazakhstan, la République kirghize et le Turkménistan. Au Kazakhstan et dans la République kirghize, ses opérations visent à appuyer les grands projets d'infrastructures et le développement du secteur privé, en s'attachant plus particulièrement, au secteur financier, aux petites entreprises et à la promotion des investissements étrangers directs. La poursuite du dialogue avec les gouvernements de ces deux pays contribuera à améliorer le climat de l'investissement.

Dans sa nouvelle stratégie pour le Turkménistan, la BERD a fait part de sa sérieuse préoccupation en ce qui concerne le défaut d'application de l'Article 1 de l'accord portant création de la Banque dans le domaine des réformes démocratiques et économiques. Dans ces circonstances, la Banque

n'aura que des activités très limitées dans ce pays, et restreindra ses opérations au financement des petites et moyennes entreprises et au maintien d'un dialogue avec le gouvernement et les groupes locaux sur les moyens d'améliorer le climat d'investissement pour les entrepreneurs privés.

Pour ce qui est de l'Ouzbékistan, la BERD a indiqué lors de la révision de sa stratégie qu'elle maintiendra une présence dans ce pays mais, compte tenu de ses réserves en ce qui concerne le défaut d'application de l'Article 1, ne financera que des activités du secteur privé, des projets du secteur public ayant une dimension transfrontière ou encore des opérations présentant un avantage manifeste pour la population ouzbèke. Une nouvelle stratégie pour l'Ouzbékistan devrait être adoptée en 2005.

07

Évaluation des projets de la BERD

Plus de 80 % des projets évalués par la BERD en 2004 ont eu un impact sur la transition allant de *satisfaisant* à *excellent*. Au cours de la période 1996–2004, plus de 50 % des projets évalués ont obtenu la note *satisfaisant* ou *très satisfaisant*. Compte tenu du difficile climat d'investissement dans lequel la Banque opère, ces résultats sont très encourageants.

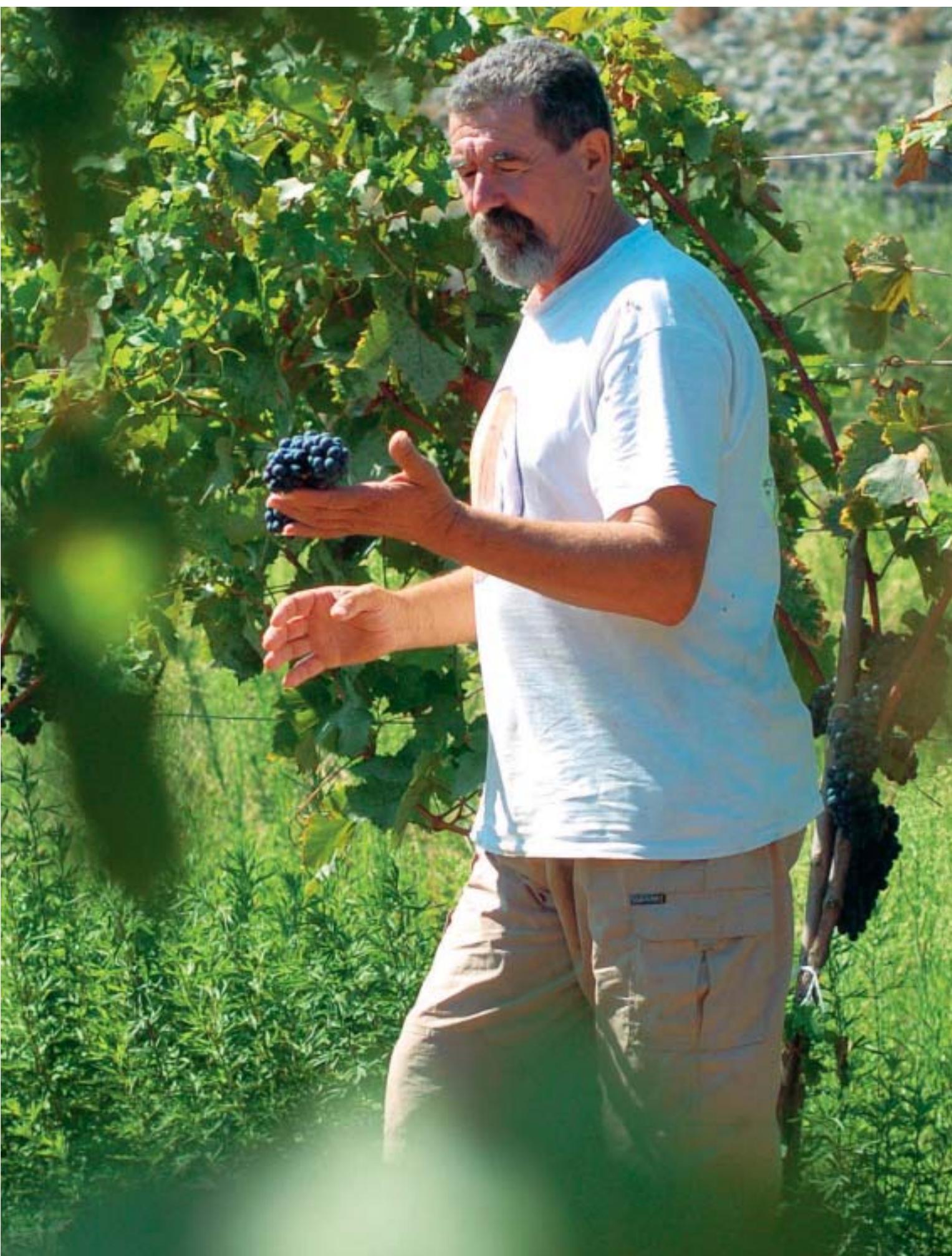
Évaluation des projets

L'évaluation des projets de la BERD cherche à déterminer si les opérations de la Banque ont atteint leur objectif et dans quelle mesure elles sont conformes à son mandat. Les enseignements tirés de cette évaluation sont mis à profit pour améliorer la sélection et la conception des opérations ultérieures. Les projets sont généralement évalués après leur achèvement, un à deux ans après la fin des décaissements.

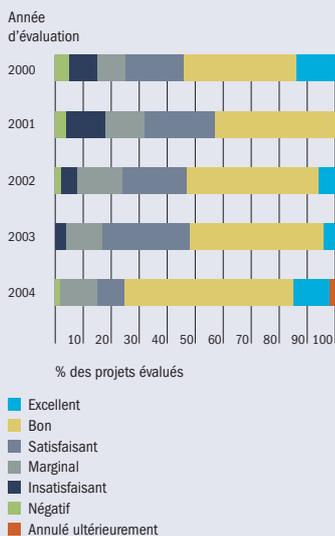
Impact sur le processus de transition

Le département d'évaluation des projets de la Banque (DEP), organe indépendant des opérations bancaires de la BERD, est chargé d'évaluer l'impact des projets sur la transition. Il considère leur plus large impact sur le secteur et sur l'ensemble de l'économie et mesure cet impact selon les mêmes critères que ceux que la Banque applique à la sélection et à l'approbation des projets. Certains indicateurs-clés servent



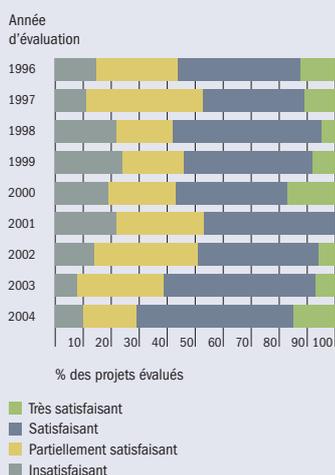


Impact sur la transition des projets de la BERD, 2000-2004



Note : En 2000, le nombre de notes d'impact sur la transition est passé de 5 à 6. Pour cette raison, il n'est pas possible d'inclure dans la comparaison les données portant sur les années antérieures à 2000.

Classement des résultats d'ensemble des projets évalués de la BERD, 1996-2004



à apprécier dans quelle mesure le projet a favorisé la privatisation, développé les compétences, encouragé la concurrence et facilité l'expansion des marchés. D'autres aspects importants concernent la réforme des institutions, l'amélioration du fonctionnement des marchés, les effets de démonstration du projet et l'établissement de nouvelles normes en matière de conduite des affaires et de gouvernance des entreprises.

Pendant la période 2000-2004, le DEP a évalué 240 opérations. 56 % d'entre elles ont obtenu la note *bon* ou *excellent* et 22 % la note *satisfaisant* (voir le graphique ci-contre).

En 2004, 17 % des projets évalués ont reçu une note d'impact sur la transition allant de *marginal* à *négatif*, soit un pourcentage inférieur à celui des années précédentes. Il semble qu'il y ait eu une amélioration graduelle au cours des quatre dernières années, mais il est toutefois trop tôt pour déterminer s'il s'agit d'une tendance significative ou simplement d'une série de bons résultats. Une des explications possibles est que les opérations évaluées en 2000-2001, ayant subi le contrecoup de la crise financière russe de l'année 1998, n'ont pu atteindre les résultats escomptés en matière de transition. Il est peu probable que les opérations évaluées par la suite se soient trouvées confrontées aux mêmes difficultés. En 2004, la proportion des projets ayant reçu une note allant de *satisfaisant* à *excellent* a été de 83 %.

Résultats d'ensemble des projets de la BERD

Pour déterminer les résultats d'ensemble des opérations de la BERD, le DEP attribue à chaque projet une

note globale. Celle-ci donne un poids considérable à l'impact sur la transition, mais tient également compte d'autres indicateurs, tels que la réalisation des objectifs du projet, les résultats financiers, la performance environnementale et l'additionnalité (aptitude de la Banque à compléter les sources de financement privées sans s'y substituer).

Au cours de la période 1996-2004, 56 % des projets évalués ont obtenu la note *satisfaisant* ou *très satisfaisant* (voir le graphique ci-contre). Dans la mesure où ce pourcentage peut varier considérablement d'une année à l'autre (atteignant par exemple 71 % en 2004, mais seulement 49 % en 2002), l'on ne peut encore considérer cette amélioration de la note moyenne comme un indicateur de tendance fiable.

La proportion des projets ayant obtenu la note globale *satisfaisant* ou *très satisfaisant* est bien inférieure au pourcentage de projets ayant reçu une note allant de *satisfaisant* à *excellent* pour leur impact sur la transition. Cet écart s'explique en partie par la dégradation des notes relatives aux résultats financiers, imputable à un climat de l'investissement à haut risque, en particulier dans les pays aux premiers stades ou aux stades intermédiaires de la transition. En outre, les progrès limités réalisés en matière de réformes institutionnelles et la lenteur de l'exécution des programmes de privatisation ont exacerbé ces risques. En 2004, huit projets ont obtenu la note globale *très satisfaisant*. Le DEP en a conclu que la Banque avait mené ses opérations avec un succès relatif, conformément à son mandat, compte tenu en particulier de l'environnement difficile dans lequel elle opère.

Enseignements tirés de l'expérience

Une des principales fonctions de l'évaluation est de veiller à ce que les enseignements tirés de l'expérience soient pris en compte dans les nouveaux projets. Cela commence par des consultations approfondies entre le DEP et les équipes du département des opérations bancaires de la BERD sur les enseignements tirés des projets antérieurs. Les informations en retour sont régulièrement communiquées à chaque étape du processus d'approbation du projet pour garantir que les équipes opérationnelles soient informées des enseignements tirés de l'expérience. Des ateliers sur des études de cas sont organisés et adaptés aux besoins des équipes de la Banque. Le DEP présente également des exposés à la direction de la Banque et gère une base de données à usage interne sur les enseignements tirés.

Exemples d'évaluation de projets

Études spéciales

Étude sectorielle sur le secteur de l'électricité et de l'énergie

En vue de l'élaboration de la nouvelle politique de la BERD dans le secteur de l'énergie, le DEP a évalué les résultats des opérations de la Banque dans le secteur de l'électricité et de l'énergie. Ce secteur a bénéficié de financements importants de la Banque et les projets ont eu un impact significatif sur le processus de transition. Le développement régional, la croissance industrielle et la création d'emplois dépendent d'un approvisionnement fiable en énergie bon marché. Les pays d'opérations de la BERD sont dotés de

réseaux d'électricité et d'équipements énergétiques bien implantés, mais qui sont souvent obsolètes et ont besoin d'être remis en état.

Le portefeuille de la Banque comprend une large part de projets dans le secteur d'État. Dans de nombreux pays, ce secteur est le seul à offrir des projets dans lesquels la BERD peut investir. De ce fait, elle a accepté des rendements plus faibles pour pouvoir réaliser des projets ayant un impact positif sur le processus de transition et sur l'environnement.

Jusqu'à présent, la BERD s'intéressait surtout aux pays aux premiers stades ou aux stades intermédiaires de la transition, mais c'est dans les pays les plus avancés qu'elle a obtenu les résultats les plus spectaculaires. À l'avenir, il faudra peut-être consacrer plus de ressources à un nombre limité de pays, ou à une région particulière, afin d'optimiser l'impact des projets sur la transition. Le prix élevé des combustibles fossiles devrait rendre les sources d'énergie renouvelable plus attrayantes et encourager les privatisations.

L'étude sectorielle a évalué les projets de la BERD afin de dresser un tableau global de ses performances. Elle a également analysé les objectifs de la politique énergétique de la Banque et les difficultés attendues. Dans l'ensemble, la BERD a obtenu la note *partiellement satisfaisant*. Elle a reçu la note *bon* à *satisfaisant* pour l'impact sur la transition et la note *bon* pour l'impact sur l'environnement, mais la note *satisfaisant* à *marginal* pour l'efficacité (réalisation des objectifs) et *satisfaisant* à *marginal* pour l'efficacité (bonne gestion bancaire). 52 % des projets de la BERD (ou 48 %

en volume) ont reçu la note *satisfaisant* où une note supérieure. En ce qui concerne leur impact sur la transition, 47 % des projets ont été jugés *bons* ou *excellents* et 38 % *satisfaisants*. En outre, 63 % des projets ont obtenu la note *bon* ou plus et 10 % la note *excellent* pour leur performance environnementale.

Pour obtenir de meilleurs résultats, la BERD doit définir la politique à mettre en œuvre avant l'exécution du projet. Il lui faut en outre collaborer étroitement avec les donateurs afin de garantir l'utilisation effective des fonds de coopération technique et avec les gouvernements de la région afin d'opérer des changements de stratégie cruciaux.

Projets satisfaisants

Étude sur les industries extractives

Les industries extractives canalisent une grande partie des investissements étrangers directs et sont une des principales sources de devises tout en étant essentielles pour répondre à la demande nationale d'énergie. Les projets de la Banque dans ce secteur créent des emplois mais comportent des risques environnementaux significatifs. La BERD a joué un rôle capital en appuyant l'utilisation efficace des ressources naturelles intérieures. Elle a apporté des financements et contribué à réduire le risque politique de façon à attirer des cofinancements pour des projets dans les industries extractives. Dans le même temps, elle a encouragé l'adoption de normes environnementales internationales et de bonnes pratiques dans le secteur.

Selon l'étude du DEP, les résultats d'ensemble des projets de la BERD dans ce secteur sont *satisfaisants*. La Banque a réalisé une bonne performance pour l'efficacité et l'impact sur la transition, mais moins bonne pour l'efficacité et l'impact environnemental. Sur l'ensemble des projets de la Banque dans le secteur des industries extractives, 48 % ont obtenu une note au moins égale à *bon* en matière d'impact sur la transition tandis que 39 % ont été jugés *satisfaisants*. En outre, 57 % des projets ont obtenu la note *bon* et 14 % la note *excellent* pour leur performance environnementale.

À mesure que les investissements étrangers directs dans ce secteur augmentent, il se peut que le rôle de la BERD et sa part de marché diminuent. À ce jour, la Banque a joué un rôle crucial en encourageant une plus grande participation des investisseurs privés. À l'avenir, les opérations de la Banque devraient être appuyées par des investissements dans d'autres secteurs, tels que les infrastructures municipales et environnementales, les petites et moyennes entreprises, l'électricité et l'énergie. Des investissements multisectoriels contribueront à promouvoir le développement régional.

Projet de gazoduc

La BERD a signé deux prêts en 1999 et 2001 pour la modernisation d'un gazoduc. Le projet, lancé par une entreprise conjointe associant un fournisseur de gaz et l'opérateur du gazoduc, comprenait la construction d'une station de compression et de deux nouveaux tronçons du gazoduc. On attendait du projet qu'il mobilise de nouveaux investissements étrangers directs et contribue à renforcer le secteur gazier. L'introduction d'une tarification transparente pour la compression et le transport du gaz (taxe de transit) offrait également une solution innovante pour le remboursement de la dette.

Le projet a été achevé en 2003. Les équipements financés fonctionnent actuellement conformément aux prévisions initiales. Le DEP a donné au projet la note globale *très satisfaisant*, l'appui de la BERD ayant contribué à attirer d'autres banques, dans un environnement de marché difficile.

L'un des enseignements tirés de ce projet a été que la création d'une entreprise conjointe dédiée au projet a aidé à concilier les intérêts de tous les actionnaires prestataires de services de compression et de transport. Cette démarche a facilité la résolution des problèmes entre les diverses parties, a permis de construire le gazoduc de façon efficace et a facilité l'accès aux financements internationaux. On peut espérer qu'elle continuera d'être appliquée aux nouveaux projets dans le secteur gazier.

Société de crédit-bail

En 2000, la BERD a signé un accord portant sur un prêt de 100 millions d'euros avec une importante société de crédit-bail. La BERD a apporté 35 millions d'euros, le complément de 65 millions d'euros étant financé par un syndicat de banques commerciales. Compte tenu des nombreuses faillites intervenues dans ce secteur, 20 millions d'euros seulement ont été versés au départ.

Le prêt de la BERD a redonné confiance dans la société et dans l'ensemble du secteur pendant une difficile période de consolidation. L'appui apporté par la Banque à une société de crédit-bail en croissance rapide a contribué à attirer une grande banque occidentale, qui a pris une participation majoritaire dans la société.

Le projet a montré que les méthodes de financement mises en place par la BERD et sa connaissance des opérations de crédit-bail lui avaient permis de prendre des décisions rapides et fiables en matière d'investissements dans ce type de sociétés. Le manque de capitaux dans ce secteur, sa croissance rapide et l'intérêt que présentent des sociétés de crédit-bail bien gérées pour les investisseurs stratégiques offrent à la BERD de bonnes occasions d'optimiser l'impact de ses interventions sur le processus de transition.

Projets moins satisfaisants

Projet de production combinée de chaleur et d'électricité

En 1998, la BERD a syndiqué un prêt pour le financement de l'exploitation de deux usines de cogénération et d'un réseau de chauffage urbain. La BERD a entrepris cet investissement avec un partenaire expérimenté, qui a acquis une participation de 50 % dans la société qui réalisait le projet.

En 2001, le plan de financement du projet a été remanié, le prêt de la BERD n'ayant pu être syndiqué. En 2002, le partenaire de la Banque s'est retiré du projet et a revendu ses actions à la société exploitante. La même année, après l'achèvement du projet, la propriété des usines de cogénération et du réseau de chauffage urbain a été transférée à un investisseur local. Tous ces changements ont entraîné une dégradation régulière de la situation financière de la société exploitante.

Le projet a obtenu la note globale *insatisfaisant*, compte tenu notamment de son impact sur la transition (*marginal*) et de ses résultats financiers (*insatisfaisant*). La société exploitante est actuellement au bord de la faillite et ne pourra se redresser que si elle peut augmenter ses tarifs pour les porter à des niveaux plus adéquats. Toutefois, malgré les efforts que la BERD a déployés pour convaincre l'autorité de régulation locale et les responsables politiques, elle n'a pas réussi à faire accepter ces augmentations de tarif.

L'évaluation du DEP indique que ce projet avait un objectif trop restreint et aurait dû s'inscrire dans une démarche sectorielle plus vaste. En outre, au stade de l'évaluation du projet, il n'avait pas été accordé une attention suffisante aux autres méthodes d'exploitation possibles, telles que le renouvellement graduel du matériel, la séparation de la production de chaleur et de la production d'électricité, et enfin l'utilisation de combustibles de substitution.

Projet de gare fluviale

En 1995, la Banque a approuvé un prêt et une prise de participation pour un projet de construction de gare fluviale. Ce projet, mené à l'initiative d'un groupe de commanditaires composé de sociétés internationales et locales, prévoyait un accord de concession et bénéficiait de l'appui du gouvernement. On attendait de l'intervention de la Banque qu'elle encourage l'investissement du secteur privé dans l'infrastructure et qu'elle contribue à abaisser les coûts de transport, en particulier pour le pétrole importé.

Toutefois, à la suite de changements politiques intervenus dans le pays, le gouvernement n'a pas honoré les obligations qui lui incombent en vertu de l'accord. Il a donc été mis fin au projet en 1999, alors que la construction de la gare n'était achevée qu'à 60 %. La Banque s'est efforcée de mener à bien le projet, mais n'a pu ni retenir le groupe initial de commanditaires ni attirer de nouveaux investisseurs.

Le projet a obtenu la note globale *insatisfaisant* car aucun de ses objectifs n'a été atteint. Le DEP a conclu que des solutions innovantes, consistant à donner des concessions au secteur privé pour la gestion d'infrastructures, ne sont peut-être pas toujours adaptées dans les pays aux premiers stades de la transition. Cela est particulièrement vrai dans ceux où les autorités locales peuvent éprouver des difficultés à s'acquitter des obligations qui leur incombent au titre de l'accord de concession. En outre, la mise en place et l'application de lois efficaces et de mécanismes fiables de résolution des différends sont indispensables pour soutenir les partenariats secteur public/secteur privé et protéger les intérêts des investisseurs étrangers.

La BERD devrait également accorder une place plus importante aux objectifs de développement durable dans ses projets et aider les promoteurs locaux à prendre en compte l'impact environnemental de ceux-ci.

Évaluation des opérations de coopération technique

Le DEP a évalué près de 400 missions de consultants financées par la coopération technique, pour un montant de près de 120 millions d'euros, provenant de plus de 30 donateurs au titre du Programme de fonds de coopération technique de la Banque. Si l'on tient compte des missions de coopération technique évaluées dans le cadre des études spéciales du DEP, ce chiffre dépasse les 1 100, soit un financement de plus de 290 millions d'euros.

Projet satisfaisant

Projet de verrerie

En vue de préparer un investissement de la BERD dans une verrerie, des opérations de coopération technique ont été lancées en 2001 pour examiner la stratégie de l'usine et son plan d'entreprise à long terme, entreprendre un audit financier conformément aux normes de comptabilités internationales et réaliser un audit environnemental.

Toutes ces missions ont été menées de façon satisfaisante, en étroite coopération entre des consultants locaux et occidentaux et les principaux responsables de la société. Elles ont contribué au développement des compétences et à l'amélioration des pratiques professionnelles.

L'audit environnemental a identifié certains problèmes dans le domaine de la santé et de la sécurité au travail, révélant en particulier que les ouvriers de l'usine étaient exposés au bruit et à certaines substances chimiques et que les équipements de protection étaient peu utilisés. La BERD a accordé deux prêts à la verrerie, en 2001 et 2003.

Selon la conclusion de l'évaluation du DEP, il est nécessaire de mieux maîtriser les questions de santé et de sécurité au travail ainsi que les règles appliquées dans ce domaine. La Banque doit également se tenir mieux au fait des liens entre problèmes environnementaux et structures de financement. En outre, les services de la Banque doivent savoir que certains types d'investissements – par exemple les prêts convertibles – peuvent s'accompagner de risques environnementaux, notamment dans le domaine de la santé et de la sécurité au travail.

Projet moins satisfaisant

Commercialisation des activités d'un port de l'Europe du Sud-Est

Au cours des années 1990, le gouvernement d'un pays l'Europe du Sud-Est s'est lancé dans la commercialisation des activités de l'un de ses ports. Une opération de coopération technique visant à attirer des investisseurs privés a été approuvée en 1998 à l'appui de ce projet. En 2001, cette mission n'avait abouti à aucun nouvel investissement. Néanmoins, la BERD a investi par la suite dans le port.

Le DEP a donné à cette opération de coopération technique la note *partiellement satisfaisant* dans la mesure où le port n'avait pas encore atteint la pleine autonomie financière. Bien qu'un accord de concession ait été signé entre l'administration des ports maritimes et le gouvernement, toutes les sous-concessions attribuées par l'administration n'ont pas fait l'objet d'appels d'offres. Les sous-concessionnaires du Nord continuant de contrôler une partie des infrastructures portuaires, les possibilités d'action de l'administration sont limitées. Si des progrès ont pu être réalisés sur la voie de la rentabilité, ceux-ci resteront limités tant que l'actuelle structure de propriété subsistera.

Lorsque les opérations de coopération technique englobent des réformes sectorielles, il importe d'évaluer attentivement les capacités du client et sa volonté de mettre en place des réformes. Il faut également contrôler les mesures prises par les gouvernements pour introduire la concurrence et communiquer avec les pouvoirs publics afin d'obtenir le meilleur résultat pour toutes les parties.

La BERD offre aux fournisseurs, aux entrepreneurs et aux consultants tout un éventail de possibilités en matière de passation des marchés. En 2004, la Banque a attribué plus de 150 marchés publics, d'un montant total de 681 millions d'euros.

Politiques de passation des marchés applicables aux projets du secteur public et du secteur privé

Pour les marchés de travaux, de biens et de services des opérations qu'elle finance, la BERD applique des principes de non-discrimination, d'équité et de transparence. Ces principes sont présentés dans le document *Politique et règles de passation des marchés*. Ils visent à promouvoir l'efficacité et à réduire le risque de crédit lors de l'exécution des projets que la BERD finance. La Banque tient à ce que tous les participants au processus de passation des marchés respectent les normes de conduite et d'éthique les plus rigoureuses dans la soumission de leurs offres et dans l'exécution du marché.

La BERD applique des méthodes de passation des marchés distinctes selon qu'il s'agit de projets du secteur public ou du secteur privé. Un client du secteur

privé peut appliquer ses propres règles de passation des marchés à condition que la Banque juge ces pratiques commercialement saines, que les prix du marché soient appliqués, qu'il n'y ait pas de conflits d'intérêts et que les intérêts de l'entreprise soient respectés. Des règles plus précises s'appliquent aux marchés du secteur public. La BERD demande aux clients d'utiliser des procédures structurées et transparentes optimisant la concurrence et garantissant des chances égales à tous les participants. Elle suit et contrôle étroitement les opérations de passation des marchés aux principaux stades du processus.

Passation des marchés en 2004

Au cours de l'exercice 2004, la BERD a activement collaboré avec d'autres banques multilatérales de développement afin d'harmoniser les documents utilisés pour la passation de marchés dans le secteur public. Elle a également

collaboré avec les services des marchés publics des nouveaux États membres de l'Union européenne pour garantir que ces États appliquent les politiques et règles de la Banque, sans compromettre pour autant leur accès aux fonds structurels et aux fonds de cohésion. En collaboration avec la Banque mondiale, la BERD a participé à une évaluation des procédures de passation des marchés de la Croatie.

Pendant toute l'année 2004, la BERD a continué de fournir des services dans le domaine de la passation des marchés, notamment en organisant des séminaires et des ateliers sur ce thème à l'intention de ses clients et de leurs représentants dans les pays d'opérations. Par ailleurs, un nouveau module de formation a été conçu à l'intention du personnel de la Banque.

Il fait valoir l'importance de la passation des marchés et la façon dont elle peut contribuer à la bonne et prompte exécution des projets.

En 2004, la BERD a participé au financement de 157 marchés publics, d'un montant total de 681 millions d'euros. La valeur totale des financements de la BERD pour ces marchés était de 559 millions d'euros. En 2003, la BERD avait financé au total 181 marchés, d'un montant de 721 millions d'euros. En 2004, la valeur totale des contrats signés après appel d'offres ouvert à la concurrence a atteint 631 millions d'euros, soit 93 % de la valeur totale des marchés attribués. Les contrats relatifs au secteur des transports représentaient plus de 55 % de tous les marchés attribués dans le secteur public en 2004.

Informations relatives aux marchés

Pour améliorer l'efficacité de ses procédures, la Banque fournit divers documents et affiche régulièrement des informations sur les marchés à venir sur les pages de son site web consacrées à la passation des marchés. Les entreprises peuvent consulter gratuitement ces pages à l'adresse suivante : www.ebrd.com/oppo/procure.

Projets signés en 2004

Au 31 décembre 2004

Guide

Les prêts sont calculés aux taux de change en vigueur en décembre 2004.

Les prises de participation sont converties en euros aux taux de change en vigueur à la date de décaissement.

Les totaux de chaque pays peuvent différer des totaux présentés aux chapitres 2 et 6, dans la mesure où les projets régionaux sont présentés séparément à la fin de la liste des projets.

Les informations suivantes figurent après chaque description de projet :

Le secteur ● Le type de financement ● La catégorie d'examen environnemental préalable

Catégories d'examen environnemental préalable

Le projet demande :

A – une évaluation complète de l'impact sur l'environnement

B – une analyse environnementale

C – aucune évaluation ou analyse d'impact sur l'environnement

0 – aucun audit environnemental

1 – un audit environnemental

IF – Intermédiaire financier

La liste de projets n'inclut pas les éléments suivants :

- garanties d'aide aux échanges commerciaux émises et arrivées à terme en 2004 ;
- investissements multiples pour les mécanismes de financement pré-exportation dans le cadre du Programme d'aide aux échanges commerciaux (PAEC) ;
- rétrocession des engagements de la BERD ;
- investissements dans le cadre de fonds d'actions privés qui sont financés par des institutions et gestionnaires de fonds privés.

Les fonds financés par les donateurs, comme les fonds régionaux de capital-risque, les fonds de post-privatisation et les fonds d'actions pour la reconstruction offrent une combinaison de prises de participation et de soutien sous forme de subventions. Les investissements réalisés dans le cadre de ces fonds sont inclus dans la liste des projets signés, à condition qu'il s'agisse de fonds gérés par la BERD.

Albanie

	Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)
Cimenterie de Fushe Kruje	97,5	22,0	0	22,0
Installation d'une nouvelle chaîne de production de ciment. Industries manufacturières ● Secteur privé ● A/1				
Centrale thermique de Vlore	98,3	40,0	0	40,0
Construction d'une centrale thermique au mazout. Électricité et énergie ● Secteur public ● A/0				

Arménie

	Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)
Armeconombank	0,9	0	0,9	0,9
Prise de participation pour le développement des activités de prêt. Prises de participation dans les banques ● Secteur privé ● IF				
Programme arménien de production de cuivre	3,2	1,1	0	1,1
Amélioration de la capacité de production d'une fonderie de cuivre. Industries manufacturières ● Secteur privé ● C/1				
Mécanisme d'investissement direct	1,3	0	1,3	1,3
<i>SHEN</i> Développement d'un producteur de matériaux de construction. Industries manufacturières ● Secteur privé ● IF				
Ligne de crédit pour PME	1,1	1,1	0	1,1
Ligne de crédit accordée à la banque Anelik pour rétrocession à des petites et moyennes entreprises. Prêts bancaires ● Secteur privé ● IF				
Programme régional d'aide aux échanges commerciaux	1,1	1,1	0	1,1
Soutien au commerce extérieur par l'intermédiaire des banques ACBA, Anelik et Armeconombank. Prêts bancaires ● Secteur privé ● IF				

Azerbaïdjan

	Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)
ACG, phase 1	89,1	22,2	0	22,2
Développement des installations pétrolières et gazières en mer Caspienne par Amerada Hess, Amoco Caspian Sea Finance Limited, Statoil Apsheron et Unocal Khazar. Ressources naturelles ● Secteur privé ● A/1				
Mécanisme-cadre multibanques d'Azerbaïdjan	4,4	4,4	0	4,4
Lignes de crédit accordées à Azerdemiryolbank, Azerigazbank, Bank Baku et Bank Respublika pour rétrocession à des petites et moyennes entreprises. Prêts bancaires ● Secteur privé ● IF				
Milk-Pro	4,1	4,1	0	4,1
Construction d'une nouvelle usine de transformation de produits laitiers à Bakou et modernisation d'une usine à Goychay. Agro-industries ● Secteur privé ● B/1				
Route de la Soie	34,9	30,0	0	30,0
Reconstruction d'un tronçon de 85 km de la route Hajigabul-Kyurdamir. Transports ● Secteur public ● B/0				

	Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)
SOCAR – Champ de gaz à condensat de Shah Deniz	406,7	80,6	0	80,6
Développement du champ de gaz à condensat de Shah Deniz. Ressources naturelles ● Secteur public ● A/1				
Programme régional d'aide aux échanges commerciaux	0,9	0,9	0	0,9
Soutien au commerce extérieur par l'intermédiaire de : Azerdemiryolbank, Azerigazbank, Bank Baku et UniBank. Prêts bancaires ● Secteur privé ● IF				

Bélarus

	Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)
Mécanisme-cadre pour micro et petites entreprises du Bélarus	4,4	4,4	0	4,4
Ligne de crédit accordée à Belgazprombank pour rétrocession à des micro et petites entreprises. Financement des petites entreprises ● Secteur privé ● IF				
Mécanisme-cadre pour petites et moyennes entreprises du Bélarus	7,3	7,3	0	7,3
Ligne de crédit accordée à Priorbank pour rétrocession à des petites et moyennes entreprises. Prêts bancaires ● Secteur privé ● IF				
Programme régional d'aide aux échanges commerciaux	11,8	11,8	0	11,8
Soutien au commerce extérieur par l'intermédiaire de Priorbank. Prêts bancaires ● Secteur privé ● IF				

Bosnie-Herzégovine

	Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)
Mécanisme d'investissement direct	1,0	0	1,0	1,0
<i>Primus</i> Acquisition d'équipements destinés à accroître la production de bois, matériaux stratifiés et produits à base d'aluminium. Industries manufacturières ● Secteur privé ● C/0				
Programme régional de développement routier	236,0	70,0	0	70,0
Construction d'une voie de contournement de Sarajevo et d'une route reliée au réseau transeuropéen Corridor X. Transports ● Secteur public ● A/0				
UniCredit Zagreback Banka	7,5	7,5	0	7,5
Ligne de crédit pour rétrocession à des petites et moyennes entreprises. Prêts bancaires ● Secteur privé ● IF				
UPI Banka	5,0	5,0	0	5,0
Ligne de crédit pour rétrocession à des petites et moyennes entreprises. Prêts bancaires ● Secteur privé ● IF				
Mécanisme États-Unis/BERD de financement de PME	6,0	5,9	0	5,9
Ligne de crédit accordée à la banque ProCredit Bosnia pour rétrocession à des micro, petites et moyennes entreprises. Financement de petites entreprises ● Secteur privé ● IF				
Programme régional d'aide aux échanges commerciaux	2,3	2,3	0	2,3
Soutien au commerce extérieur par l'intermédiaire de la banque Raiffeisen et d'UPI Banka. Prêts bancaires ● Secteur privé ● IF				

	Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)
--	---	--	--	---

Bulgarie

Boliari	14,5	10,5	0	10,5
----------------	------	------	---	-------------

Développement de supermarchés à Varna et à Bourgas.
Agro-industries ● Secteur privé ● B/0

Bulgarian Telecom				
Mécanisme de co-investissement	281,0	76,5	0	76,5

Mécanisme soutenant l'acquisition par Advent International d'une participation de 65 % dans Bulgarian Telecom.
Télécommunications ● Secteur privé ● C/1

Bulgaria Post Bank –				
Crédit hypothécaire	10,0	10,0	0	10,0

Ligne de crédit pour des prêts hypothécaires à long terme.
Prêts bancaires ● Secteur privé ● IF

Mécanisme de soutien à l'efficacité énergétique et aux énergies renouvelables	31,5	31,5	0	31,5
--	------	------	---	-------------

Lignes de crédit accordées à Biochim, BPB, Bulbank, Bank DSK, OBB et Unionbank pour rétrocession en faveur d'opérations d'amélioration de l'efficacité énergétique industrielle et de petits projets liés aux énergies renouvelables.
Prêts bancaires ● Secteur privé ● IF

Mécanisme UE/BERD de financement rural	10,0	10,0	0	10,0
---	------	------	---	-------------

Ligne de crédit accordée à OBB pour rétrocession à des petites et moyennes entreprises agricoles.
Prêts bancaires ● Secteur privé ● IF

Mécanisme UE/BERD de financement de PME	31,0	31,0	0	31,0
--	------	------	---	-------------

Lignes de crédit accordées aux banques BACB, DSK et Hebros pour rétrocession à des petites et moyennes entreprises.
Prêts bancaires ● Secteur privé ● IF

Mécanisme UE/BERD de financement de PME	5,0	5,0	0	5,0
--	-----	-----	---	------------

Ligne de crédit accordée à Hebros Leasing pour rétrocession à des petites et moyennes entreprises.
Institutions financières non bancaires ● Secteur privé ● IF

Prêt environnemental Maritza Est II	80,3	22,0	0	22,0
--	------	------	---	-------------

Installation d'épurateurs-laveurs dans cette centrale thermique afin de réduire les émissions de dioxyde de soufre.
Électricité et énergie ● Secteur public ● B/1

Usine de papier Stamboljiski	6,7	2,0	0	2,0
-------------------------------------	-----	-----	---	------------

Réduction des émissions de dioxyde de soufre.
Industries manufacturières ● Secteur privé ● C/0

Mécanisme États-Unis/BERD de financement de PME	13,1	0	11,0	11,0
--	------	---	------	-------------

Prise de participation dans la banque ProCredit Bulgarie.
Financement de petites entreprises ● Secteur privé ● IF

Programme régional d'aide aux échanges commerciaux	0,1	0,1	0	0,1
---	-----	-----	---	------------

Soutien au commerce extérieur par l'intermédiaire de Unionbank.
Prêts bancaires ● Secteur privé ● IF

	Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)
--	---	--	--	---

Croatie

Projet de développement des transports urbains de Dubrovnik	7,5	7,5	0	7,5
--	-----	-----	---	------------

Acquisition de 40 autobus.
Infrastructures municipales ● Secteur privé ● B/1

Caisse de retraite Erste	1,3	0	<0,1	<0,1
---------------------------------	-----	---	------	----------------

Investissement dans une caisse de retraite gérant des cotisations obligatoires.
Institutions financières non bancaires ● Secteur privé ● IF

Getro	66,2	20,0	0	20,0
--------------	------	------	---	-------------

Développement de supermarchés.
Agro-industries ● Secteur privé ● B/1

Mécanisme de financement hypothécaire	50,0	50,0	0	50,0
--	------	------	---	-------------

Zagrebacka banka
Ligne de crédit pour des prêts hypothécaires à long terme.
Prêts bancaires ● Secteur privé ● IF

Estonie

Estonian Cell	153,0	0	19,0	19,0
----------------------	-------	---	------	-------------

Construction et exploitation d'une usine de pâte à papier.
Industries manufacturières ● Secteur privé ● A/0

ERY de Macédoine

Elektrostopanstvo na Makedonija	45,0	0	45,0	45,0
--	------	---	------	-------------

Prise de participation dans une compagnie d'électricité pour soutenir sa restructuration et sa privatisation.
Électricité et énergie ● Secteur privé ● C/1

Ligne de crédit pour PME	5,0	5,0	0	5,0
---------------------------------	-----	-----	---	------------

Ligne de crédit accordée à la banque Export and Credit pour rétrocession à des petites et moyennes entreprises.
Prêts bancaires ● Secteur privé ● IF

Tutunska Banka	20,0	7,0	0	7,0
-----------------------	------	-----	---	------------

Prêts à court et moyen termes en faveur de sociétés du secteur privé.
Prêts bancaires ● Secteur privé ● IF

Mécanisme États-Unis/BERD de financement de PME	4,4	0	1,0	1,0
--	-----	---	-----	------------

Prise de participation dans la banque ProCredit Macédoine.
Financement de petites entreprises ● Secteur privé ● IF

Zito Luks	8,0	8,0	0	8,0
------------------	-----	-----	---	------------

Développement d'une usine de produits de boulangerie.
Agro-industries ● Secteur privé ● C/0

Programme régional d'aide aux échanges commerciaux	4,6	4,6	0	4,6
---	-----	-----	---	------------

Soutien au commerce extérieur par l'intermédiaire de Komercijalna Banka, Stopanska Banka et Tutunska Banka.
Prêts bancaires ● Secteur privé ● IF

Fédération de Russie

	Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)
Absolutbank – Ligne de crédit pour PME	7,3	7,3	0	7,3

Ligne de crédit pour rétrocession à des petites et moyennes entreprises.

Prêts bancaires ● Secteur privé ● IF

Actex	9,9	8,8	0	8,8
--------------	-----	-----	---	------------

Achat, transport, stockage, vente et import-export de produits agricoles.

Agro-industries ● Secteur privé ● C/0

Programme de financement de produits agricoles	26,7	7,3	0	7,3
---	------	-----	---	------------

Financement de produits en faveur de petites et moyennes entreprises agricoles par l'intermédiaire de Vneshtorgbank.

Agro-industries ● Secteur privé ● IF

Ark Shipping Ltd	13,6	8,8	0	8,8
-------------------------	------	-----	---	------------

Achat et modernisation de remorqueurs et de barges.

Transports ● Secteur privé ● B/1

Banque Société Générale Vostok	82,5	33,0	0	33,0
---------------------------------------	------	------	---	-------------

Développement des prêts aux particuliers, du crédit-bail et des financements hypothécaires.

Prêts bancaires ● Secteur privé ● IF

BTS	41,8	22,0	0	22,0
------------	------	------	---	-------------

Achat de wagons-citernes et de locomotives de transport de marchandises.

Transports ● Secteur privé ● C/1

Banque Center-Invest	9,6	0	9,6	9,6
-----------------------------	-----	---	-----	------------

Prise de participation et ligne de crédit pour rétrocession à des petites et moyennes entreprises.

Prises de participation dans les banques ● Secteur privé ● IF

Laminoir à tubes de Chelyabinsk	190,5	69,6	0	69,6
--	-------	------	---	-------------

Prise de participation dans une usine de fabrication de tubes.

Industries manufacturières ● Secteur privé ● C/1

Cherkizovsky	45,4	26,7	0	26,7
---------------------	------	------	---	-------------

Restructuration d'une usine de viande transformée.

Agro-industries ● Secteur privé ● C/1

Danone Industria III	101,9	0	17,5	17,5
-----------------------------	-------	---	------	-------------

Extension de la zone de collecte du lait et lancement de nouveaux produits.

Agro-industries ● Secteur privé ● B/1

Mécanisme d'investissement direct	0,9	0	0,6	0,6
--	-----	---	-----	------------

Firestop

Prise de participation dans une usine de produits ignifuges.

Industries manufacturières ● Secteur privé ● IF

Mécanisme d'investissement direct	0,7	0	0,7	0,7
--	-----	---	-----	------------

Salco

Prise de participation dans une société de crédit-bail.

Industries manufacturières ● Secteur privé ● IF

Europlan (ex-DeltaLeasing)	5,5	5,5	0	5,5
-----------------------------------	-----	-----	---	------------

Services de crédit-bail pour petites et moyennes entreprises en Extrême-Orient et en Sibérie.

Institutions financières non bancaires ● Secteur privé ● IF

	Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)
Banque internationale de Moscou – Mécanisme-cadre	161,2	36,7	0	36,7

Développement des activités de prêt à moyen terme pour sociétés clientes, petites et moyennes entreprises et secteur de la vente au détail.

Prêts bancaires ● Secteur privé ● IF

Karelsky Okatysh	44,0	33,0	0	33,0
-------------------------	------	------	---	-------------

Remplacement de matériel dans une usine de production de boulettes de minerai de fer et restructuration des actifs de l'entreprise.

Ressources naturelles ● Secteur privé ● B/1

Komi – Service municipal des eaux	10,1	9,2	0	9,2
--	------	-----	---	------------

Modernisation des infrastructures de distribution

et de traitement des eaux de Syktyvkar.

Infrastructures municipales ● Secteur public ● B/0

KubanAgroProd	11,0	7,3	0	7,3
----------------------	------	-----	---	------------

Achat de soja pour fabrication de produits à base de tourteau et d'huile de soja.

Agro-industries ● Secteur privé ● IF

Lenta	22,0	22,0	0	22,0
--------------	------	------	---	-------------

Développement de quatre magasins de détail à Saint-Petersbourg.

Agro-industries ● Secteur privé ● B/0

Metafrax	13,2	13,2	0	13,2
-----------------	------	------	---	-------------

Construction de deux usines et amélioration de l'efficacité énergétique.

Industries manufacturières ● Secteur privé ● B/1

Middle Timan – Projet d'extraction et de traitement de la bauxite	149,5	33,0	0	33,0
--	-------	------	---	-------------

Extension d'une mine de bauxite et développement d'une raffinerie et d'une fonderie d'aluminium.

Ressources naturelles ● Secteur privé ● A/1

Mobile TeleSystems	109,9	109,9	0	109,9
---------------------------	-------	-------	---	--------------

Développement d'un réseau local et rachat d'opérateurs régionaux.

Télécommunications ● Secteur privé ● C/1

Narzan	9,0	9,0	0	9,0
---------------	-----	-----	---	------------

Accroissement de la capacité d'embouteillage d'un producteur d'eau minérale et développement de nouveaux produits.

Agro-industries ● Secteur privé ● C/1

News Outdoor	57,9	23,4	0	23,4
---------------------	------	------	---	-------------

Développement des activités publicitaires

et de la gamme de produits.

Médias ● Secteur privé ● C/1

Pneus Nokian	97,4	25,0	0	25,0
---------------------	------	------	---	-------------

Construction d'une usine de pneus.

Industries manufacturières ● Secteur privé ● B/0

NPO Petrovax Pharm	15,0	15,0	0	15,0
---------------------------	------	------	---	-------------

Construction d'installations de fabrication de vaccin contre la grippe.

Industries manufacturières ● Secteur privé ● B/0

Pokrov	17,6	10,6	0	10,6
---------------	------	------	---	-------------

Restructuration et développement d'une usine d'embouteillage.

Agro-industries ● Secteur privé ● B/1

	Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)
Power Machines Modernisation et amélioration de l'efficacité énergétique de trois usines d'équipement électrique. Industries manufacturières ● Secteur privé ● B/1	22,5	19,4	0	19,4
Probusinessbank Financement de produits en faveur de petites et moyennes entreprises agricoles. Agro-industries ● Secteur privé ● IF	4,4	4,4	0	4,4
Fonds Quadriga Capital Russie Fonds d'actions en faveur d'entreprises de taille moyenne. Fonds d'actions ● Secteur privé ● IF	4,9	0	4,8	4,8
Fonds régionaux de capital-risque Prises de participation dans des entreprises de taille moyenne de la basse vallée de la Volga, du Nord-Ouest de la Russie et de l'Ouest de la Sibérie. Fonds d'actions ● Secteur privé ● IF	7,6	0	6,9	6,9
Renaissance Life Insurance Limited Prise de participation dans une compagnie d'assurance-vie. Institutions financières non bancaires ● Secteur privé ● IF	4,0	0	2,1	2,1
Rising Star Media Ouverture de cinq cinémas multiplex à Moscou et Saint-Pétersbourg. Médias ● Secteur privé ● C/0	37,8	12,8	0	12,8
Rosbank – Ligne de crédit pour PME Ligne de crédit pour rétrocession à des petites et moyennes entreprises. Prêts bancaires ● Secteur privé ● IF	14,7	14,7	0	14,7
Fonds pour les petites entreprises de Russie Ligne de crédit accordée à Chelindbank, NBD, Sibacadembank et Uraltransbank pour rétrocession à des petites et moyennes entreprises. Financement de petites entreprises ● Secteur privé ● IF	16,6	16,6	0	16,6
Fonds pour les petites entreprises de Russie Prise de participation dans la banque KMB. Financement de petites entreprises ● Secteur privé ● IF	4,5	0	1,7	1,7
Russia Partners 2 Fonds d'actions investissant dans des entreprises basées en Russie et dans la CEI. Fonds d'actions ● Secteur privé ● IF	36,8	0	36,8	36,8
Russian Standard Bank Prêt syndiqué pour le développement d'une banque. Institutions financières non bancaires ● Secteur privé ● IF	65,9	22,0	0	22,0
RZB Leasing Prêt syndiqué visant à développer l'offre de crédit-bail à des entreprises privées. Institutions financières non bancaires ● Secteur privé ● IF	109,0	36,6	0	36,6
Sibacadembank Prise de participation dans une banque. Prises de participation dans les banques ● Secteur privé ● IF	7,7	0	7,7	7,7

	Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)
Soufflet – Mécanisme multiprojets <i>Zerno</i> Investissement dans une entreprise de production d'orge. Agro-industries ● Secteur privé ● B/1	12,3	6,2	0	6,2
Sumitomo Leasing Crédit-bail en faveur d'entreprises russes pour la modernisation de leurs engins de chantier et de leurs machines d'exploitation minière. Industries manufacturières ● Secteur privé ● IF	0,4	0,4	0	0,4
SCADA Mise en place d'un système de contrôle et de gestion de l'énergie. Électricité et énergie ● Secteur public ● C/1	120,0	60,0	0	60,0
Togliatti Azot Modernisation de quatre unités de production d'ammoniaque. Industries manufacturières ● Secteur privé ● B/1	117,2	73,3	0	73,3
Projet de transport urbain à Togliatti Achat d'autobus et modernisation des installations d'entretien. Infrastructures municipales ● Secteur privé ● B/1	9,8	9,8	0	9,8
Uralkaly Modernisation d'une usine de production de permanganate de potassium et construction d'un groupe électrogène. Industries manufacturières ● Secteur privé ● C/1	47,6	47,6	0	47,6
Uralsib – Ligne de crédit pour PME Ligne de crédit pour rétrocession à des petites et moyennes entreprises. Prêts bancaires ● Secteur privé ● IF	22,0	22,0	0	22,0
Uraltransbank Prise de participation dans une banque spécialisée dans le financement de petites et moyennes entreprises. Prises de participation dans les banques ● Secteur privé ● IF	6,0	0	<0,1	<0,1
Uraltransbank – Ligne de crédit pour PME Ligne de crédit pour rétrocession à des petites et moyennes entreprises. Prêts bancaires ● Secteur privé ● IF	2,2	2,2	0	2,2
Wirtgen <i>Centrodorstroy</i> Mécanisme de crédit-bail en faveur d'entreprises russes pour la modernisation de leur matériel de construction routière. Industries manufacturières ● Secteur privé ● IF	1,1	1,1	0	1,1
Yugbank – Ligne de crédit pour PME Ligne de crédit pour rétrocession à des petites et moyennes entreprises. Prêts bancaires ● Secteur privé ● IF	7,3	7,3	0	7,3
Programme régional d'aide aux échanges commerciaux Soutien au commerce extérieur par l'intermédiaire de : Absolute Bank, Bank UralSib, Center-Invest Bank, Chelindbank, NBD, Probusinessbank, Promsvyazbank, Sberbank, Sibacadembank, TransCapitalBank, Uraltransbank, Vneshtorgbank et Yugbank. Prêts bancaires ● Secteur privé ● IF	160,1	160,1	0	160,1

Géorgie

	Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)
Mécanisme d'investissement direct	2,9	0,9	0	0,9

Iberia Refreshments

Mise en place d'une franchise Pepsi, avec réparation des installations de production.

Agro-industries ● Secteur privé ● IF

Mécanisme d'investissement direct	1,0	0	1,0	1,0
--	-----	---	-----	------------

Teliani Valley

Prise de participation dans une entreprise de production viticole.

Agro-industries ● Secteur privé ● A/0

ProCredit Bank	1,6	0,3	0	0,3
-----------------------	-----	-----	---	------------

Ligne de crédit pour rétrocession à des micro, petites et moyennes entreprises.

Financement de petites entreprises ● Secteur privé ● IF

Ligne de crédit pour PME	2,2	2,2	0	2,2
---------------------------------	-----	-----	---	------------

Ligne de crédit accordée à TBC Bank pour rétrocession à des petites et moyennes entreprises.

Prêts bancaires ● Secteur privé ● IF

Programme régional d'aide aux échanges commerciaux	12,4	8,9	0	8,9
---	------	-----	---	------------

Soutien au commerce extérieur par l'intermédiaire de Bank of Georgia, TBC Bank et United Georgian Bank.

Prêts bancaires ● Secteur privé ● IF

Hongrie

Mécanisme UE/BERD de financement de PME	30,0	30,0	0	30,0
--	------	------	---	-------------

Lignes de crédit accordées à CIB Leasing, FranFinance et HVB Leasing pour rétrocession à de petites et moyennes entreprises.

Institutions financières non bancaires ● Secteur privé ● IF

Autoroute M5 – Phase II	750,0	130,0	0	130,0
--------------------------------	-------	-------	---	--------------

Achèvement de l'autoroute M5 par la construction d'un tronçon de 47 km.

Transports ● Secteur privé ● A/0

Autoroute M5 – Refinancement	221,3	51,3	0	51,3
-------------------------------------	-------	------	---	-------------

Refinancement de l'actuel prêt en faveur de l'autoroute M5.

Transports ● Secteur privé ● C/0

Prometheus IV	15,0	0	3,0	3,0
----------------------	------	---	-----	------------

Investissement complémentaire dans une entreprise de services énergétiques.

Efficacité énergétique ● Secteur privé ● C/0

UNIQA Biztosító RT	11,0	0	11,0	11,0
---------------------------	------	---	------	-------------

Prise de participation dans une compagnie d'assurances.

Institutions financières non bancaires ● Secteur privé ● IF

Kazakhstan

Programme de financement de produits agricoles	65,2	22,7	0	22,7
---	------	------	---	-------------

Financement de produits en faveur de petites et moyennes industries agricoles par l'intermédiaire des banques ATF, Caspian, Centre Credit et TuranAlem.

Prêts bancaires ● Secteur privé ● IF

Financement de matériel agricole	15,4	11,7	0	11,7
---	------	------	---	-------------

Financement, par l'intermédiaire des banques ATF et Centre Credit, destiné à permettre à des agriculteurs et à des industries et négociants agricoles d'acheter ou de louer du matériel.

Agro-industries ● Secteur privé ● IF

Kazakhstan – Programme de reçus de stockage	75,8	29,3	0	29,3
--	------	------	---	-------------

Prêts à court terme accordés par l'intermédiaire de TuranAlem et Kazkommertsbank à des industries agricoles en échange de reçus de stockage.

Prêts bancaires ● Secteur privé ● IF

Kazakhstan – Programme de petites entreprises	14,6	14,6	0	14,6
--	------	------	---	-------------

Lignes de crédit accordées aux banques ATF et Centre Credit pour rétrocession à des petites et moyennes entreprises.

Financement de petites entreprises ● Secteur privé ● IF

KEGOC : Transport d'énergie Nord-Sud	59,3	25,6	0	25,6
---	------	------	---	-------------

Construction entre YukGres et Shu d'une section de 270 km de ligne de transport d'électricité.

Électricité et énergie ● Secteur public ● B/0

Oléoduc Kenkiyak-Atyrau	167,5	59,8	0	59,8
--------------------------------	-------	------	---	-------------

Refinancement de la construction d'un oléoduc de 448 km reliant les champs pétrolifères aux principales voies d'exportation.

Ressources naturelles ● Secteur privé ● C/1

Fonds de post-privatisation	1,2	0	0,2	0,2
------------------------------------	-----	---	-----	------------

Eagle Kazakhstan

Prises de participation et investissements associés dans des entreprises de taille moyenne.

Fonds d'actions ● Secteur privé ● IF

Soufflet – Mécanisme multiprojets	8,9	4,5	0	4,5
--	-----	-----	---	------------

Altyn Bidai

Investissement dans des installations de production d'orge.

Agro-industries ● Secteur privé ● B/1

Ulker Kazakhstan	6,2	3,1	0	3,1
-------------------------	-----	-----	---	------------

Développement d'une usine de biscuits.

Agro-industries ● Secteur privé ● B/1

Programme régional d'aide aux échanges commerciaux	61,1	61,1	0	61,1
---	------	------	---	-------------

Soutien au commerce extérieur par l'intermédiaire des banques ATF, Caspian, Centre Credit, TuranAlem et Kazkommertsbank.

Prêts bancaires ● Secteur privé ● IF

Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)
---	--	--	---

Lettonie

En 2004, deux investissements au titre d'accords régionaux ont été signés en Lettonie, pour un montant total de 3,2 millions d'euros : Europolis II et le Fonds V pour les entreprises polonaises. Des informations détaillées sont fournies dans la liste des projets régionaux, page 96.

Lituanie

Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)	
Projet de transport public de Kaunas	10,0	10,0	0	10,0

Acquisition de 50 nouveaux autobus et conseils en vue de la restructuration du secteur.
Infrastructures municipales ● Secteur public ● B/0

Nord/LB Lietuva	4,5	3,3	0	3,3
------------------------	-----	-----	---	------------

Développement des opérations bancaires, notamment prêts aux entreprises et prêts hypothécaires.
Prêts bancaires ● Secteur privé ● IF

Fonds de post-privatisation	1,1	0	0,9	0,9
------------------------------------	-----	---	-----	------------

Baltic

Prises de participation et investissements apparentés dans des entreprises de taille moyenne.
Fonds d'actions ● Secteur privé ● A/0

VP Market	35,0	35,0	0	35,0
------------------	------	------	---	-------------

Développement de la logistique et du réseau de vente de produits d'alimentation au détail.
Agro-industries ● Secteur privé ● C/1

Moldova

Moldindconbank – Ligne de crédit	3,7	3,7	0	3,7
---	-----	-----	---	------------

Ligne de crédit pour rétrocession à des petites et moyennes entreprises.
Prêts bancaires ● Secteur privé ● IF

Ligne de crédit pour PME	1,5	1,5	0	1,5
---------------------------------	-----	-----	---	------------

Ligne de crédit accordée à la banque Mobias pour rétrocession à des petites et moyennes entreprises.
Prêts bancaires ● Secteur privé ● IF

Victoriabank – Mécanisme de cofinancement	2,2	2,2	0	2,2
--	-----	-----	---	------------

Ligne de crédit pour rétrocession à des entreprises de taille moyenne, y compris Trans Oil Moldova.
Prêts bancaires ● Secteur privé ● IF

Programme régional d'aide aux échanges commerciaux	5,6	4,4	0	4,4
---	-----	-----	---	------------

Soutien au commerce extérieur par l'intermédiaire des banques MICB, Mobias et Victoriabank.
Prêts bancaires ● Secteur privé ● IF

Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)
---	--	--	---

Ouzbékistan

Mécanisme de prêt direct	0,5	0,5	0	0,5
---------------------------------	-----	-----	---	------------

Berad-Agro

Financement en faveur d'un producteur de légumes et fruits secs.
Agro-industries ● Secteur privé ● C/0

Mécanisme de prêt direct	3,2	0,9	0	0,9
---------------------------------	-----	-----	---	------------

Gisad O'zbek

Financement en faveur d'une entreprise de textiles.
Industries manufacturières ● Secteur privé ● IF

Programme Japon-Ouzbékistan pour petites entreprises	5,9	5,9	0	5,9
---	-----	-----	---	------------

Ligne de crédit accordée à Hamkor Bank et Uzjilsberbank pour rétrocession à des petites et moyennes entreprises.
Financement de petites entreprises ● Secteur privé ● IF

Projet d'amélioration de l'approvisionnement en eau de Tachkent	10,3	7,3	0	7,3
--	------	-----	---	------------

Remplacement de matériel et construction d'un réservoir.
Infrastructures municipales ● Secteur public ● B/0

Unitel	28,9	0	3,9	3,9
---------------	------	---	-----	------------

Rachat du deuxième opérateur de téléphonie mobile d'Ouzbékistan.
Télécommunications ● Secteur privé ● C/0

Uz-Arctech	19,3	7,0	0	7,0
-------------------	------	-----	---	------------

Ouverture d'une usine de production de matériel de soudage.
Industries manufacturières ● Secteur privé ● B/1

Programme régional d'aide aux échanges commerciaux	16,6	8,7	0	8,7
---	------	-----	---	------------

Soutien au commerce extérieur par l'intermédiaire des banques Asaka, UzDaewoo et Uzjilsberbank.
Prêts bancaires ● Secteur privé ● IF

Pologne

Arka BZ WBK – Fonds pour l'immobilier	11,1	0	11,1	11,1
--	------	---	------	-------------

Investissement dans des programmes d'immobilier commercial et résidentiel.
Immobilier et tourisme ● Secteur privé ● IF

Banque Gospodarki Zydnościowej	146,0	65,2	0	65,2
---------------------------------------	-------	------	---	-------------

Prise de participation dans une banque spécialisée dans le financement rural.
Prises de participation dans les banques ● Secteur privé ● IF

Banque Inicjatyw Społeczno-Ekonomicznych	9,8	9,8	0	9,8
---	-----	-----	---	------------

Financement en faveur de municipalités et de petites et moyennes entreprises.
Prises de participation dans les banques ● Secteur privé ● IF

Celsa – Huta Ostrowiec	52,3	20,0	0	20,0
-------------------------------	------	------	---	-------------

Restructuration d'une aciérie.
Industries manufacturières ● Secteur privé ● B/1

	Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)
Dalkia – Mécanisme multiprojets II	220,2	0	39,1	39,1
<i>Lodz Cogeneration – Privatisation</i>				
Rachat de ZEC Lodz, service public de chauffage urbain et de cogénération de la ville de Lodz. Efficacité énergétique ● Secteur privé ● C/1				
Dalkia – Mécanisme multiprojets II	61,1	0	15,0	15,0
<i>Poznan Cogeneration – Privatisation</i>				
Privatisation de Zespol Elektrociepowni Poznan (ZEC), centrale de production mixte de chaleur et d'électricité de la ville de Poznan. Efficacité énergétique ● Secteur privé ● C/1				
Mécanisme UE/BERD de financement de collectivités locales	40,6	10,0	0	10,0
Ligne de crédit accordée à la banque ING Slaski pour rétrocession à de petites et moyennes collectivités locales et à leurs services publics. Infrastructures municipales ● Secteur privé ● IF				
Projet de transports urbains de Gdansk	7,4	6,6	0	6,6
Achat de nouveaux autobus (jusqu'à 35) et extension des voies de tramway. Infrastructures municipales ● Secteur public ● B/1				
PKP Energetyka – Projet de gestion de réseau	18,2	15,0	0	15,0
Mise en place de deux centres de contrôle/mesure et achat de véhicules d'entretien des voies ferrées. Transports ● Secteur public ● B/O				
Mécanisme de cofinancement avec des fonds de placement privés	83,9	0	11,0	11,0
Prise de participation dans des petites et moyennes industries. Industries manufacturières ● Secteur privé ● C/1				
UNIQA TU	9,9	0	9,9	9,9
Prise de participation dans une compagnie d'assurances. Institutions financières non bancaires ● Secteur privé ● IF				

République kirghize

	Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)
Centerra Gold (ex-Kumtor)	20,3	0	20,3	20,3
Prise de participation dans une entreprise de production aurifère. Ressources naturelles ● Secteur privé ● B/1				
Interglass	13,8	5,5	0	5,5
Mise en place de chaînes de production de verre à miroir argenté et de verre trempé. Industries manufacturières ● Secteur privé ● B/1				
Mécanisme de financement en faveur de PME kirghizes	5,5	2,0	0	2,0
Lignes de crédit accordées aux banques AKB et Inexim pour rétrocession à des micro, petites et moyennes entreprises. Financement de petites entreprises ● Secteur privé ● IF				
Programme régional d'aide aux échanges commerciaux	1,8	1,8	0	1,8
Soutien au commerce extérieur par l'intermédiaire des banques Demir Kyrgyz International, Inexim et JS Commercial et de la banque kirghize de commerce et d'investissement. Prêts bancaires ● Secteur privé ● IF				

République slovaque

Mécanisme UE/BERD de financement de collectivités locales	32,5	8,0	0	8,0
Ligne de crédit accordée à Dexia Slovensko pour rétrocession à des petites et moyennes collectivités locales et à leurs services publics. Infrastructures municipales ● Secteur privé ● IF				
Mécanisme UE/BERD de financement de PME	25,0	25,0	0	25,0
Lignes de crédit accordées à Ludova Banka, OTP Banka Slovakia et Unibanka pour rétrocession à des petites et moyennes entreprises. Prêts bancaires ● Secteur privé ● IF				
Mécanisme UE/BERD de financement de PME	20,0	20,0	0	20,0
Lignes de crédit accordées à CAC Leasing et à VB Leasing pour rétrocession à des petites et moyennes entreprises. Institutions financières non bancaires ● Secteur privé ● IF				
Fonds de post-privatisation	2,2	0	0,5	0,5
Fonds d'actions pour le soutien à la restructuration financière et opérationnelle d'entreprises de taille moyenne. Fonds d'actions ● Secteur privé ● IF				
Slovenske Elektrarne – Prêt de restructuration	350,0	30,0	0	30,0
Refinancement de la dette d'une entreprise de production d'électricité. Électricité et énergie ● Secteur privé ● C/1				

République tchèque

	Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)
Mécanisme UE/BERD de financement de PME	20,0	20,0	0	20,0

Ligne de crédit accordée à Komerční Banka pour rétrocession à des petites et moyennes entreprises.

Prêts bancaires ● Secteur privé ● IF

Grandi Stazioni Ceska Republika	31,3	0	3,8	3,8
--	------	---	-----	------------

Remise à neuf et gestion de trois gares ferroviaires.

Transports ● Secteur privé ● C/1

Oskar Mobil	325,0	25,0	0	25,0
--------------------	-------	------	---	-------------

Financement des équipements GSM d'un opérateur de téléphonie mobile et modernisation de sa technologie de réseau.

Télécommunications ● Secteur privé ● C/0

Roumanie

Banca Post – Prêt hypothécaire	20,0	20,0	0	20,0
---------------------------------------	------	------	---	-------------

Ligne de crédit pour des prêts hypothécaires à long terme.

Prêts bancaires ● Secteur privé ● IF

Banca Tiriac	6,1	0	<0,1	<0,1
---------------------	-----	---	------	----------------

Prise de participation dans une banque.

Prises de participation dans les banques ● Secteur privé ● IF

Banca Transilvania	1,3	0	1,3	1,3
---------------------------	-----	---	-----	------------

Souscription de parts de Banca Transilvania nouvellement émises.

Prises de participation dans les banques ● Secteur privé ● IF

Banca Transilvania	22,5	7,5	0	7,5
---------------------------	------	-----	---	------------

Développement des opérations de prêt à des petites et moyennes sociétés et entreprises de vente au détail.

Prêts bancaires ● Secteur privé ● IF

Port de Constanta	23,9	16,0	0	16,0
--------------------------	------	------	---	-------------

Construction d'un nouveau terminal pour le transport par barges.

Transports ● Secteur public ● B/0

Cora	50,0	40,0	0	40,0
-------------	------	------	---	-------------

Développement d'hypermarchés.

Agro-industries ● Secteur privé ● B/0

Mécanisme de garantie BERD/FEI pour PME	11,0	10,0	0	10,0
--	------	------	---	-------------

Ligne de crédit accordée à la banque Raiffeisen pour rétrocession à des petites et moyennes entreprises.

Prêts bancaires ● Secteur privé ● IF

Mécanisme UE/BERD de financement de collectivités locales	22,0	20,0	0	20,0
--	------	------	---	-------------

Ligne de crédit accordée à BCR pour rétrocession à des petites et moyennes collectivités locales et à leurs services publics.

Infrastructures municipales ● Secteur privé ● IF

	Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)
Mécanisme UE/BERD de financement de PME	10,0	10,0	0	10,0

Mécanisme UE/BERD de financement de PME	10,0	10,0	0	10,0
--	------	------	---	-------------

Ligne de crédit accordée à Volksbank pour rétrocession à des petites et moyennes entreprises.

Prêts bancaires ● Secteur privé ● IF

Mécanisme UE/BERD de financement de PME	15,0	15,0	0	15,0
--	------	------	---	-------------

Lignes de crédit accordées à Alpha Leasing et à BCR Leasing pour rétrocession à des petites et moyennes entreprises.

Institutions financières non bancaires ● Secteur privé ● IF

Banque HVB Roumanie	10,0	10,0	0	10,0
----------------------------	------	------	---	-------------

Ligne de crédit pour des prêts hypothécaires à long terme.

Prêts bancaires ● Secteur privé ● IF

Entreprise italo-roumaine de développement industriel	19,9	12,3	0	12,3
--	------	------	---	-------------

Conception, construction et gestion d'entrepôts.

Immobilier et tourisme ● Secteur privé ● B/0

Kronospan	250,0	70,0	0	70,0
------------------	-------	------	---	-------------

Rachat d'une usine de résine et de panneaux de fibres à densité moyenne et d'une usine d'aggloméré de bois à Sebes.

Industries manufacturières ● Secteur privé ● B/1

Michelin Roumanie	13,9	4,0	0	4,0
--------------------------	------	-----	---	------------

Modernisation d'une usine de pneus.

Industries manufacturières ● Secteur privé ● B/1

Mécanisme de prêt pour infrastructures municipales et environnementales	112,8	18,0	0	18,0
--	-------	------	---	-------------

Modernisation des installations de traitement des eaux usées de Bacău, Oradea et Sibiu.

Infrastructures municipales ● Secteur public ● B/0

Fonds de post-privatisation	6,2	0	1,9	1,9
------------------------------------	-----	---	-----	------------

Investissement dans des entreprises privées et privatisées de taille moyenne, avec le soutien des fonds de coopération technique Phare de l'UE.

Fonds d'actions ● Secteur privé ● IF

SNP Petrom	615,6	0	55,1	55,1
-------------------	-------	---	------	-------------

Prise de participation dans une entreprise pétrolière et gazière.

Ressources naturelles ● Secteur privé ● C/1

Soufflet Malt Roumanie	7,0	3,5	0	3,5
-------------------------------	-----	-----	---	------------

Amélioration des techniques de production et de récolte de l'orge.

Agro-industries ● Secteur privé ● B/1

Towers	33,9	11,9	0	11,9
---------------	------	------	---	-------------

Construction, location et gestion de locaux pour bureaux et commerces de détail.

Immobilier et tourisme ● Secteur privé ● B/1

	Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)
Transelectrica	33,3	18,2	0	18,2
Construction d'une ligne de transmission aérienne entre la Roumanie et la Hongrie. Électricité et énergie ● Secteur public ● A/0				
Ulker Roumanie	16,0	6,5	0	6,5
Développement d'une usine de biscuits. Agro-industries ● Secteur privé ● B/1				
Wienerberger	8,6	5,6	0	5,6
Développement d'une usine de briques. Industries manufacturières ● Secteur privé ● B/1				
Programme régional d'aide aux échanges commerciaux	3,7	3,7	0	3,7
Soutien au commerce extérieur par l'intermédiaire de Banca Transilvania. Prêts bancaires ● Secteur privé ● IF				

Serbie-et-Monténégro

Ball Packaging Belgrade	55,5	20,0	0	20,0
Construction d'une usine de production de boîtes en aluminium. Industries manufacturières ● Secteur privé ● B/0				
Banque Société Générale Yugoslav – Prêt hypothécaire	10,0	10,0	0	10,0
Ligne de crédit pour prêts hypothécaires à long terme. Prêts bancaires ● Secteur privé ● IF				
Euromarket Banka	2,0	2,0	0	2,0
Ligne de crédit pour rétrocession à des petites et moyennes entreprises. Prêts bancaires ● Secteur privé ● IF				
Fresh&Co	23,0	0	2,5	2,5
Développement d'une usine de jus de fruits. Agro-industries ● Secteur privé ● B/1				
Frikom	47,6	10,1	0	10,1
Modernisation des installations de production et développement d'une usine de crèmes glacées et de surgelés. Agro-industries ● Secteur privé ● C/1				
Hemofarm	24,9	17,0	0	17,0
Construction d'une usine de conditionnement et de production pharmaceutique. Industries manufacturières ● Secteur privé ● B/0				
Banque HVB Yugoslavia – Prêt hypothécaire	10,0	10,0	0	10,0
Ligne de crédit pour prêts hypothécaires à long terme. Prêts bancaires ● Secteur privé ● IF				
Banque ProCredit	6,3	0	1,0	1,0
Prise de participation dans une banque. Financement de petites entreprises ● Secteur privé ● IF				
Banque Raiffeisen	4,2	2,5	0	2,5
Augmentation du capital de base de la banque. Prêts bancaires ● Secteur privé ● IF				

	Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)
Banque Raiffeisen – Prêt hypothécaire	10,0	10,0	0	10,0
Ligne de crédit pour prêts hypothécaires à long terme. Prêts bancaires ● Secteur privé ● IF				
SBB	17,3	11,2	0	11,2
Extension du réseau de câbles et mise en place de nouveaux services, y compris le haut débit. Télécommunications ● Secteur privé ● C/1				
SFIR	16,0	<1,0	0	<1,0
Prêt garanti accordé à une usine de transformation de sucre pour l'achat de matières premières. Agro-industries ● Secteur privé ● IF				
Subotica – Programme de reconstruction des infrastructures municipales	14,0	9,0	0	9,0
Modernisation d'une usine de traitement des eaux usées. Infrastructures municipales ● Secteur public ● B/0				
Mécanisme États-Unis/BERD de financement de PME	1,0	0,9	0	0,9
Ligne de crédit accordée à Alter Modus pour rétrocession à des micro, petites et moyennes entreprises. Financement de petites entreprises ● Secteur privé ● IF				
Volksbank	6,7	0	0,5	0,5
Rachat de Trust Banka. Prises de participation dans les banques ● Secteur privé ● IF				
Mécanisme de financement de PME dans les Balkans occidentaux	5,0	5,0	0	5,0
Ligne de crédit accordée à Cacanska Banka pour rétrocession à des petites et moyennes entreprises. Prêts bancaires ● Secteur privé ● IF				
Programme régional d'aide aux échanges commerciaux	4,3	3,7	0	3,7
Soutien au commerce extérieur par l'intermédiaire de Eksimbanka, Euromarket Banka et Raiffeisen Bank. Prêts bancaires ● Secteur privé ● IF				
Mécanisme UE/BERD de financement de PME	10,0	10,0	0	10,0
Ligne de crédit accordée à SKB Leasing pour rétrocession à des petites et moyennes entreprises. Institutions financières non bancaires ● Secteur privé ● IF				
Fonds pour l'environnement mondial	26,3	26,0	0	26,0
Lignes de crédit accordées aux banques Austria Creditanstalt, NLB, Probanka et Volksbank pour rétrocession en faveur de projets visant à la réduction de la pollution des eaux du Danube. Prêts bancaires ● Secteur privé ● IF				

Slovénie

Mécanisme UE/BERD de financement de PME	10,0	10,0	0	10,0
Ligne de crédit accordée à SKB Leasing pour rétrocession à des petites et moyennes entreprises. Institutions financières non bancaires ● Secteur privé ● IF				
Fonds pour l'environnement mondial	26,3	26,0	0	26,0
Lignes de crédit accordées aux banques Austria Creditanstalt, NLB, Probanka et Volksbank pour rétrocession en faveur de projets visant à la réduction de la pollution des eaux du Danube. Prêts bancaires ● Secteur privé ● IF				

Tadjikistan

	Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)
Projet d'amélioration de l'approvisionnement en eau de Koudjand	3,8	0,9	0	0,9

Amélioration de la qualité des puits, modernisation du réseau de distribution et installation de nouveaux équipements.

Infrastructures municipales ● Secteur public ● B/1

	Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)
Mécanisme de financement de micro et petites entreprises	4,5	3,7	0	3,7

Ligne de crédit accordée à Eskata Bank, Tajprombank et Tojiksodirotbank pour rétrocession à des micro, petites et moyennes entreprises.

Financement de petites entreprises ● Secteur privé ● IF

	Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)
Programme régional d'aide aux échanges commerciaux	2,2	2,2	0	2,2

Soutien au commerce extérieur par l'intermédiaire de Tajprombank et Tojiksodirotbank.

Prêts bancaires ● Secteur privé ● IF

Turkménistan

	Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)
Programme régional d'aide aux échanges commerciaux	0,1	0,1	0	0,1

Soutien au commerce extérieur par l'intermédiaire de la banque Senagat.

Prêts bancaires ● Secteur privé ● IF

Ukraine

	Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)
Banque Aval – Prêt hypothécaire	7,3	7,3	0	7,3

Ligne de crédit pour prêts hypothécaires à long terme.

Prêts bancaires ● Secteur privé ● IF

	Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)
Chumak	14,6	11,0	0	11,0

Achat de matériel pour le développement d'une entreprise de fabrication d'huile alimentaire.

Agro-industries ● Secteur privé ● B/1

	Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)
Energy Alliance	7,3	3,7	0	3,7

Création d'une nouvelle entreprise privée de services énergétiques.

Efficacité énergétique ● Secteur privé ● C/0

	Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)
Evrotek	14,7	7,3	0	7,3

Achat et stockage de céréales et de graines de tournesol.

Agro-industries ● Secteur privé ● IF

	Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)
Gostomel	12,5	4,0	0	4,0

Construction d'un nouveau four de verrerie dans une usine de fabrication de bouteilles.

Agro-industries ● Secteur privé ● B/1

	Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)
Istil	25,6	18,3	0	18,3

Amélioration de la production et de l'efficacité énergétique d'une petite aciérie.

Industries manufacturières ● Secteur privé ● B/1

	Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)
K2R4 – Programme de sécurité et de modernisation	91,6	30,8	0	30,8

Modernisation et amélioration de la sécurité de deux réacteurs nucléaires à Khmelnytsky (K2) et Rivne (R4).

Électricité et énergie ● Secteur public ● B/1

	Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)
Malteurop	6,2	4,0	0	4,0

Modernisation et développement d'une malterie.

Agro-industries ● Secteur privé ● B/1

	Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)
Brasserie Obolon	7,3	7,3	0	7,3

Stockage d'orge dans des entrepôts céréaliers en vue de la production de malt.

Agro-industries ● Secteur privé ● C/0

	Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)
Fonds de post-privatisation	2,5	0	2,5	2,5

Euroventures Ukraine

Prises de participation et investissements apparentés dans des entreprises de taille moyenne.

Fonds d'actions ● Secteur privé ● IF

	Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)
Soufflet Slavuta	43,5	12,8	0	12,8

Amélioration de la production et de la récolte d'orge.

Agro-industries ● Secteur privé ● B/1

	Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)
Toepfer	71,4	29,3	0	29,3

Achat, stockage et vente de produits agricoles.

Agro-industries ● Secteur privé ● C/0

	Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)
Chemins de fer d'Ukraine	105,9	58,6	0	58,6

Mise en place de liaisons ferroviaires rapides dans l'ensemble du pays, travaux d'entretien et reconstruction du tunnel de Beskyd.

Transports ● Secteur public ● B/0

	Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)
Mécanisme États-Unis/BERD de financement de PME	6,0	0	2,9	2,9

Prise de participation dans la banque ProCredit Ukraine.

Financement de petites entreprises ● Secteur privé ● IF

	Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)
Programme de reçus de stockage	22,0	5,1	0	5,1

Prêts à court terme accordé par l'intermédiaire de la banque Aval

à des industries agricoles en échange de reçus de stockage.

Prêts bancaires ● Secteur privé ● IF

	Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)
Programme régional d'aide aux échanges commerciaux	40,5	40,3	0	40,3

Soutien au commerce extérieur par l'intermédiaire des banques Aval, First Ukrainian International, Forum, Hypovereinsbank, Kreditprombank, Kredyt, Nadra, Raiffeisen et UkrSotsBank.

Prêts bancaires ● Secteur privé ● IF

Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)
--	---------------------------------------	---	--

Projets régionaux

Fonds d'adhésion	300,0	0	75,0	75,0
-------------------------	-------	---	------	-------------

Investissements immobiliers en Hongrie, Pologne, République tchèque et Slovaquie.
Immobilier et tourisme ● Secteur privé ● IF

Advent Europe centrale et orientale – Fonds de suivi	68,4	0	36,8	36,8
---	------	---	------	-------------

Fonds de placement privé investissant en Bulgarie, Hongrie, Pologne, Roumanie, République slovaque, République tchèque et Serbie-et-Monténégro.
Fonds d'actions ● Secteur privé ● IF

Oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan	1,860,3	91,6	0	91,6
--------------------------------------	---------	------	---	-------------

Construction d'un oléoduc entre l'Azerbaïdjan et la Turquie, via la Géorgie.
Ressources naturelles ● Secteur privé ● A/0

Baring Vostok – Fonds de placement privé III	256,4	0	47,6	47,6
---	-------	---	------	-------------

Fonds d'actions privé soutenant des entreprises de taille moyenne au Kazakhstan, en Russie et en Ukraine.
Fonds d'actions ● Secteur privé ● IF

Carmeuse Europe orientale	34,0	0	6,7	6,7
----------------------------------	------	---	-----	------------

Développement des activités d'un producteur de chaux en Roumanie et en Serbie-et-Monténégro.
Industries manufacturières ● Secteur privé ● B/1

Europolis II	300,0	0	75,0	75,0
---------------------	-------	---	------	-------------

Développement de projets d'immobilier commercial en Bulgarie, Croatie, ERY de Macédoine, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Roumanie, République slovaque, République tchèque, Russie, Serbie-et-Monténégro et Ukraine.
Immobilier et tourisme ● Secteur privé ● C/0

Groupe Lura	23,3	17,0	0	17,0
--------------------	------	------	---	-------------

Développement d'un groupe spécialisé dans les produits laitiers en Croatie et en Serbie-et-Monténégro.
Agro-industries ● Secteur privé ● C/1

Marbo	10,4	3,0	0	3,0
--------------	------	-----	---	------------

Développement d'une usine de produits alimentaires en Bosnie-Herzégovine et en Serbie-et-Monténégro.
Agro-industries ● Secteur privé ● B/1

Migros Skopje – Magasins d'alimentation	6,1	6,1	0	6,1
--	-----	-----	---	------------

Développement des activités de vente au détail en Bulgarie et en ERY de Macédoine.
Agro-industries ● Secteur privé ● B/0

Fonds V pour les entreprises polonaises	46,5	0	46,5	46,5
--	------	---	------	-------------

Fonds de placement privé investissant dans des entreprises en Bulgarie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République slovaque, République tchèque et Roumanie.
Fonds d'actions ● Secteur privé ● IF

Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)
--	---------------------------------------	---	--

Raiffeisen International	200,0	0	100,0	100,0
---------------------------------	-------	---	-------	--------------

Prise de participation pour soutenir la croissance des opérations internationales de Raiffeisen en Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, Pologne, Roumanie, République slovaque, République tchèque, Russie, Serbie-et-Monténégro et Ukraine.
Prises de participation dans les banques ● Secteur privé ● IF

Programme régional de financement de produits agricoles	308,8	5,5	0	5,5
--	-------	-----	---	------------

Financement de produits en faveur de petites et moyennes entreprises agricoles au Kazakhstan et en Russie.
Agro-industries ● Secteur privé ● IF

SOCAR – Gazoduc du Sud-Caucase	89,0	44,0	0	44,0
---------------------------------------	------	------	---	-------------

Financement d'un gazoduc d'une longueur de 690 km entre le champ pétrolifère de Shah Deniz en Azerbaïdjan et la frontière turco-géorgienne.
Ressources naturelles ● Secteur public ● A/1

TriGranit III	113,8	0	25,0	25,0
----------------------	-------	---	------	-------------

Développement immobilier en Hongrie, Pologne, République slovaque, République tchèque et Roumanie.
Immobilier et tourisme ● Secteur privé ● C/1

10

Organisation et personnel

Ressources humaines

Personnel

Fin décembre 2004, le personnel de la BERD recruté à Londres comptait 965 personnes, soit un niveau équivalent à celui de l'année dernière. Les agents des bureaux locaux recrutés sur place étaient au nombre de 237, contre 229 en 2003. Le ratio hommes/femmes chez les cadres de la BERD était d'environ 1,62/1. La stratégie de recrutement continue de traduire la diversité et le caractère multinational de l'organisation. 55 nationalités sont représentées au sein de son personnel.

La Banque encourage ses agents à développer leurs compétences en tirant parti de nouvelles possibilités de carrière au sein de différents départements du siège et de nos bureaux locaux. L'accent mis ainsi sur la mobilité permet au personnel de connaître différents aspects du travail de la Banque et de développer ses compétences dans des situations nouvelles.

Changements structurels

Pour répondre aux besoins des pays les plus pauvres, une équipe spécialisée de neuf personnes (six cadres et trois membres du personnel de soutien) a été mise en place en 2004 pour soutenir l'Initiative en faveur des pays aux premiers stades de la transition (voir page 13). Cette équipe soutient les banquiers travaillant dans ces pays et coordonne de nouvelles initiatives.

En juillet 2004, le Service des ressources humaines a été entièrement restructuré sous l'autorité du nouveau Directeur des ressources humaines. Le Service a recruté de nouveaux agents et redéfini ses priorités pour mieux aligner ses activités sur les besoins fonctionnels de la Banque tout en continuant à offrir des services essentiels et à élaborer et appliquer des programmes d'action.

Changements au sein de l'équipe de direction

En juin 2004, après de nombreuses années à l'OCDE, Eney Quinones a pris ses fonctions de Responsable de la déontologie, chargée des questions d'intégrité et d'éthique ainsi que de la transparence vis-à-vis du public. En 2004, la Banque a nommé trois candidats internes à des postes de direction : Axel van Nederveen (Trésorier), Samuel Fankhauser (Directeur des études d'orientations et de la stratégie sectorielle) et Paolo Gallo (Directeur des ressources humaines). Après

l'annonce de la démission de Johnny Åkerholm et de Hanna Gronkiewicz-Waltz, la Banque a commencé fin 2004 la procédure de recrutement pour les postes de Secrétaire général et de Vice-Président chargé des ressources humaines et de l'administration.

Formation

En 2004, la BERD a mis au point un nouveau programme de perfectionnement en gestion, qui s'appliquera en 2005. Ce programme comprend divers cours de formation adaptés aux besoins des différents niveaux administratifs de la Banque. Les cours sont proposés aux niveaux débutant et avancé et leur durée varie de deux heures à trois jours. Les principaux sujets couverts par le programme sont la gestion des performances, la communication et la motivation. Plusieurs autres cours professionnels ont été mis au point durant l'année, dans des domaines tels que la passation des marchés, la gestion des contentieux et l'impact des activités de la BERD sur le processus de transition. Au total, le personnel de la BERD a bénéficié de 3 148 jours de formation en 2004.

Sécurité du personnel

Le personnel de la BERD travaille au siège de Londres et dans 32 bureaux locaux répartis dans les 27 pays d'opérations. Dans l'exercice de leurs fonctions, les agents de la Banque sont amenés à se déplacer fréquemment à travers toute la région d'intervention et dans de nombreux autres pays. Les risques encourus sont majoritairement liés aux voyages routiers, ferroviaires et aériens et aux problèmes inhérents au travail dans des pays susceptibles d'être affectés par des troubles politiques et des catastrophes naturelles. La Banque s'attache donc à mettre en place de rigoureuses procédures en matière de sécurité, de formation et de planification en cas d'urgence.

En 2004, elle a apporté, entre autres, des améliorations significatives aux services de télécommunications des bureaux locaux, afin de leur assurer un système de secours fiable en cas de défaillance d'une ligne de communication. Il s'agit là d'un point essentiel en cas de crise. De nouveaux postes radio et téléphones satellitaires ont été mis à la disposition de plusieurs bureaux afin de permettre au personnel de bénéficier de moyens de communication par ligne fixe, téléphone mobile, radio VHF et satellite. La BERD a également mis au point un programme de formation en ligne offrant des directives de base en matière de sécurité des déplacements.

Gouverneurs et gouverneurs suppléants

Au 31 décembre 2004

Membre

Albanie
 Allemagne
 Arménie
 Australie
 Autriche
 Azerbaïdjan
 Bélarus
 Belgique
 Bosnie-Herzégovine
 Bulgarie
 Canada
 Chypre
 Corée, République de
 Croatie
 Danemark
 Égypte
 ERY de Macédoine
 Espagne
 Estonie
 États-Unis d'Amérique
 Fédération de Russie
 Finlande
 France
 Géorgie
 Grèce
 Hongrie
 Irlande
 Islande
 Israël
 Italie
 Japon
 Kazakhstan
 Lettonie
 Liechtenstein
 Lituanie
 Luxembourg
 Malte
 Maroc
 Mexique
 Moldova
 Mongolie
 Norvège
 Nouvelle-Zélande
 Ouzbékistan
 Pays-Bas
 Pologne
 Portugal
 République kirghize
 République slovaque
 République tchèque
 Roumanie
 Royaume-Uni
 Serbie-et-Monténégro
 Slovénie
 Suède
 Suisse
 Tadjikistan
 Turkménistan
 Turquie
 Ukraine
 Banque européenne d'investissement
 Communauté européenne

Gouverneur

Anastas Angjeli
 Hans Eichel
 Vardan Khachatryan
 Peter Costello
 Karl-Heinz Grasser
 Farhad Aliyev
 Vladimir Semashko
 Didier Reynders
 Mladen Ivanic
 Milen Veltchev
 Ralph Goodale
 Makis Keravnos
 Hun-Jai Lee
 Ivan Šuker
 Bendt Bendtsen
 Fayza Abouel Naga
 Nikola Popovski
 Pedro Solbes Mira
 Taavi Veskimägi
 John W Snow
 German O Gref
 Antti Kalliomäki
 Hervé Gaymard
 Zurab Nogaideli
 George Alogoskoufis
 Tibor Draskovics
 Brian Cowen
 Valgerdur Sverrisdóttir
 David Klein
 Domenico Siniscalco
 Sadakazu Tanigaki
 Arman Dunayev
 Oskars Spurdzins
 Hansjörg Frick
 Algirdas Butkevicius
 Jean-Claude Juncker
 Tonio Fenech
 Fathallah Oualalou
 Francisco Gil Díaz
 Marian Lupu
 Chultemiin Ulaan
 Per-Kristian Foss
 Phil Goff
 Rustam Sadykovich Azimov
 Gerrit Zalm
 Leszek Balcerowicz
 António José de Castro Bagão Félix
 Djoomart Otorbaev
 Ivan Mikloš
 Bohuslav Sobotka
 Mihai N Tanasescu
 Gordon Brown
 Mladjen Dinkic
 Andrej Bajuk
 Pär Nuder
 Joseph Deiss
 Abdujabor Shirinov
 –
 Ibrahim H Çanakci
 Mykola Azarov
 Philippe Maystadt
 Joaquin Almunia

Gouverneur suppléant

Adriana Berberi
 Caio Koch-Weser
 Tigran Sargsyan
 Bruce Billson
 Thomas Wieser
 Avaz Alekperov
 Nikolai P Zaichenko
 Jean-Pierre Arnoldi
 Jusuf Kumalic
 Bojidar Kabaktchiev
 Peter Harder
 Christos Patsalides
 Seung Park
 Martina Dalić
 Michael Dithmer
 Hassan Khedr
 Stefcó Jakimovski
 David Vegara Figueras
 Aare Järvan
 Alan P Larson
 –
 Pekka Lintu
 Xavier Musca
 –
 George Mergos
 Zoltán Kazatsay
 Tom Considine
 Benedikt Árnason
 Yossi Bachar
 Lorenzo Bini Smaghi
 Toshihiko Fukui
 Anvar Saidenov
 Juris Lujans
 Roland Marxer
 Ramunė Vilija Zabulienė
 Jean Guill
 Michael C Bonello
 Abdeltif Loudyi
 Alonso García Tamés
 Dumitru Ursu
 Ochirbatyn Chuluunbat
 Tone Skogen
 Russell Marshall
 Abdurafik A Akhadov
 Bernard Bot
 Wieslaw Szczuka
 Luís Miguel Morais Leitão
 Ulan Sarbanov
 Marián Jusko
 Zdeněk Tůma
 Mugur Isarescu
 Hilary Benn
 Igor Luksic
 Sibil Svilan
 Jens Henriksson
 Oscar Knapp
 Mirali Sabdaliyevich Naimov
 Guvanchmurad Geoklenov
 Cavit Dağdas
 Volodymyr Stelmakh
 Wolfgang Roth
 Klaus Regling

Président du Conseil des gouverneurs

Gouverneur représentant l'Autriche
 (Karl-Heinz Grasser)

Vice-Présidents du Conseil des gouverneurs

Gouverneur représentant l'Albanie
 (Anastas Angjeli)
 Gouverneur représentant la Belgique
 (Didier Reynders)

Le Conseil des gouverneurs est investi de tous les pouvoirs dans le cadre de la BERD. Il délègue la majeure partie de ces pouvoirs au Conseil d'administration, qui conduit les opérations générales de la Banque et qui, entre autres, fixe les orientations et prend les décisions concernant les prêts, les prises de participation et les autres opérations conformément aux orientations générales arrêtées par le Conseil des gouverneurs.

Le Président de la Banque préside le Conseil d'administration. Il dirige l'institution selon les orientations fournies par ce dernier et, en sa qualité de chef de l'administration, est responsable de l'organisation de la Banque et des nominations de personnel.

Administrateurs et administrateurs suppléants de la BERD

Au 31 décembre 2004

Administrateurs

Konstantin Andreopoulos
Scott Clark
Jos de Vries
Susumu Fujimoto
Laurent Guye

Sven Hegelund
Ib Katznelson
Igor Kovtun
Jean-Pierre Landau

–
Kalin Mitrev
Michael Neumayr
Igor Očka
Yuri Poluneev
Enzo Quattrocioche
Gonzalo Ramos
Kaarina Rautala
Simon Ray
Peter Reith
Gerd Saupe
Jean-Louis Six
Mark Sullivan
Stefanos Vavalidis

Administrateurs suppléants

Patrick Walsh
David Plunkett
Hans Sprokkreeff
Osamu Sakashita
–

Tomas Danestad
Desmond O'Malley

–
Olivier Rousseau
Vassili Lelakis
Tadeusz Syryjczyk
Ohad Bar-Efrat
Imre Tarafás
Stefan Presura
Ugo Astuto
León Herrera
Tor Hernæs
Jonathan Ockenden
Byung-Il Kim
Peer Stanchina
Georges Heinen
–
Jose Veiga de Macedo

Pays ou entités représentés

Banque européenne d'investissement
Canada/Maroc
Pays-Bas/Mongolie
Japon
Suisse/Turquie/Liechtenstein/Ouzbékistan/République kirghize/
Azerbaïdjan/Turkménistan/Serbie-et-Monténégro
Suède/Islande/Estonie
Danemark/Irlande/Lituanie/ERY de Macédoine
Fédération de Russie/Bélarus/Tadjikistan
France
Communauté européenne
Bulgarie/Pologne/Albanie
Autriche/Israël/Chypre/Malte/Kazakhstan/Bosnie-Herzégovine
République tchèque/Hongrie/République slovaque/Croatie
Ukraine/Roumanie/Moldova/Géorgie/Arménie
Italie
Espagne/Mexique
Finlande/Norvège/Lettonie
Royaume-Uni
Australie/Corée/Nouvelle-Zélande/Égypte
Allemagne
Belgique/Luxembourg/Slovénie
États-Unis d'Amérique
Grèce/Portugal

Composition des comités du Conseil d'administration

Au 31 décembre 2004

Comité d'audit

Sven Hegelund (*Président*)
Gonzalo Ramos (*Vice-Président*)
Konstantin Andreopoulos
Jos de Vries
Ib Katznelson
Simon Ray
Mark Sullivan
Stefanos Vavalidis

Comité de la politique financière et des opérations

Enzo Quattrocioche (*Président*)
Laurent Guye (*Vice-Président*)
Igor Kovtun
Jean-Pierre Landau
Vassili Lelakis
Kalin Mitrev
Igor Očka
Peter Reith

Comité du budget et des questions administratives

Gerd Saupe (*Président*)
Kaarina Rautala (*Vice-Président*)
Scott Clark
Susumu Fujimoto
Michael Neumayr
Yuri Poluneev
Jean-Louis Six

Comité directeur du Conseil d'administration

Simon Ray (*Président*)
Jean-Louis Six (*Vice-Président*)
Sven Hegelund
Gonzalo Ramos
Gerd Saupe
Kaarina Rautala
Enzo Quattrocioche
Laurent Guye

Le Comité d'audit examine les questions concernant la nomination et le mandat des auditeurs externes. Il passe également en revue les comptes annuels et les principes comptables généraux de la Banque, le programme de travail de l'auditeur interne, l'autorisation des dépenses, les mécanismes de contrôle, les règles de passation des marchés et l'évaluation des projets.

Le Comité de la politique financière et des opérations examine la politique financière, y compris la politique d'emprunt et les grandes lignes des opérations ; il examine en outre les procédures ainsi que les règles applicables en matière de notification.

Le Comité du budget et des questions administratives examine la politique générale, les propositions, les procédures et les rapports en matière budgétaire. Il examine en outre les questions relatives au personnel, à l'administration, ainsi que les questions administratives concernant les administrateurs et leurs collaborateurs.

Le Comité directeur du Conseil d'administration a été institué en 1994 afin d'améliorer la coordination entre le Conseil d'administration et la direction en ce qui concerne l'organisation des réunions du Conseil, des comités et des ateliers.

Principaux responsables de la BERD

Au 11 avril 2005

Président	Jean Lemierre	Finance	
		Vice-Président	Steven Kaempfer
Opérations bancaires		Trésorerie	
Premier Vice-Président	Noreen Doyle	Trésorier et responsable de la gestion de l'actif et du passif	Axel van Nederveen
Bureau de direction		Trésorier adjoint et responsable du financement Analytique/Recherche	Isabelle Laurent
Stratégie, planification et budget, Directeur (rend compte également au Département finance)	Josué Tanaka	Gestion des risques clients	Stefanos Doxas
Comité des opérations, Secrétariat	Frédéric Lucenet	Investissements – Crédit	Grant Metcalfe-Smith
Soutien au développement des entreprises	Bruno Balvanera	Investissements – Taux d'intérêt	Steen Carmdorf
Gestion des contentieux (rend compte également au Service de la gestion des risques)	Mary Ellen Collins		Bart Mauldin
Énergie et télécommunications		Planification stratégique, planification des entreprises et budget	
Groupe d'affaires, Directeur	Peter Reiniger	Directeur principal	Josué Tanaka
Efficacité énergétique	Jacquelin Ligot	Cofinancement commercial	
Ressources naturelles	Kevin Bortz	Directeur	Lorenz Jorgensen
Électricité et énergie	Tony Marsh	Contrôle	
Télécommunications, informatique et presse	Izzet Güney	Contrôleur	Nigel Kerby
Institutions financières		Information financière et contrôle des dépenses	David Bleakney
Groupe d'affaires, Directeur	Kurt Geiger	Contrôle financier des fonds	Teresa Godwin-Coombs
Participations	Maria-Luisa Cicognani	Contrôle financier des opérations de trésorerie	Terry Cullen
Prêts	Jean-Marc Peterschmitt	Procédures de contrôle interne et gestion du risque opérationnel	Julie Williams
Fonds d'actions	Kanako Sekine	Opérations bancaires	Mark Smith
Institutions financières non bancaires	Jonathan Woollett	Opérations de trésorerie	Chris Swinchatt
Appui aux participations	Lindsay Forbes	Suivi de marché indépendant	Eric Kohl
Infrastructures		Informatique	
Groupe d'affaires, Directeur	Gavin Anderson	Directeur	Tim Goldstone
Infrastructures municipales et environnementales	Thomas Maier		
Transports	Riccardo Puliti		
Europe centrale et industries spécialisées		Gestion des risques	
Groupe d'affaires, Directeur	Alain Pilloux	Vice-Président	Fabrizio Saccomanni
États baltes (Estonie, Lettonie, Lituanie)	Salvatore Candido	Gestion des risques	
Pologne (Bureau de Varsovie)	Malgorzata Kolakowska	Directeur	Michael Williams
Hongrie, République slovaque, République tchèque et Slovénie (Bureau de Bratislava)	Alexander Auboeck	Crédits/Analyse des transactions	Bob Harada
Croatie (Bureau de Zagreb)	Charlotte Ruhe	Gestion des risques de trésorerie	Jean-André Sorasio
		Examen du portefeuille-crédits	Irena Postlova
Agro-industries	Hans Christian Jacobsen	Gestion des contentieux (rend compte également au Département des opérations bancaires)	Mary Ellen Collins
Immobilier et tourisme	Ilaria Benucci		
Europe méridionale et orientale et Caucase		Environnement	
Groupe d'affaires, Directeur	Olivier Descamps	Directeur	Alistair Clark
Ukraine (Bureau de Kiev)	Kamen Zahariev	Sûreté nucléaire	
Serbie-et-Monténégro (Bureau de Belgrade)	Dragica Pilipovic-Chaffey	Directeur	Vince Novak
Albanie, Bosnie-Herzégovine, ERY de Macédoine, Kosovo	Claudio Viezzoli	Cofinancement officiel	
Roumanie (Bureau de Bucarest)	Hildegard Gacek	Directeur	Gary Bond
Bulgarie (Bureau de Sofia)	John ChomeI-Doe		
Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Géorgie et Moldova	Michael Davey	Ressources humaines et administration	
Pays aux premiers stades de la transition	George Krivicky	Vice-Président – Ressources humaines	Paolo Gallo (par intérim)
Mécanisme d'investissement direct	Urmaz Paavel	Ressources humaines	
Groupe de redressement des entreprises	Charlotte Salford	Directeur	Paolo Gallo
Fédération de Russie et Asie centrale		Administration, passation des marchés et achats et Unité des services de consultants	
Groupe d'affaires, Directeur	Hubert Pandza	Directeur principal	Chris Holyoak
Fédération de Russie (Bureau de Moscou)	Victor Pastor	Directeur de l'administration	John McNess
Asie centrale	Masaru Honma	Passation des marchés et achats, Directeur	Maurice Lepage
Kazakhstan, République kirghize et Tadjikistan (Bureau d'Almaty)	André Küusvek	Responsable des services de consultants	Dilek Macit
Groupe des petites entreprises	Vacant		

Secrétariat général

Secrétaire général Nigel Carter (par intérim)

Évaluation des projets

Directeur principal Fredrik Korfker
(rend compte au Président)¹

Bureau des affaires économiques

Directeur des affaires économiques Willem Buiters
Directeur adjoint et Directeur de la stratégie
de transition et de l'analyse des pays Steven Fries
Directeur des études d'orientation
et de la stratégie sectorielle Sam Fankhauser
Directeur de la conception et de l'évaluation des projets Jose Carbajo

Bureau des affaires juridiques

Directeur des affaires juridiques Emmanuel Maurice
Directeur adjoint des affaires juridiques Gerard Sanders
Directeur adjoint des affaires juridiques Norbert Seiler
Assistant du Directeur des affaires juridiques Stephen Petri

Unité d'administration des opérations

Chef d'unité Lieve Reckers

Gestion des documents et archives

Chef d'unité Anne Créta

Bureau de la déontologie

Responsable de la déontologie Eneay Quinones

Audit interne

Responsable Tarek Rouchdy
Responsable adjoint Ray Portelli

Communication

Directrice Brigid Janssen

Bureau du Président

Conseiller du Président Alexandre Draznieks

¹ Le Président de la Banque et le Président du Comité d'audit ont annoncé en février 2005 leur intention de proposer au Conseil d'administration que le Département d'évaluation des projets rende compte directement au Conseil à l'avenir.

Renseignements complémentaires

Site web

Le site web de la BERD (www.ebrd.com) offre des informations complètes sur tous les aspects des activités de la Banque. Il présente de nombreuses publications, orientations et stratégies de pays, ainsi que les adresses et numéros de téléphone des bureaux locaux de la Banque.

Principales publications de la BERD



EBRD Investments

Ce document présente une liste complète des projets signés par la Banque depuis 1991. Les données sont fournies pays par pays, avec une brève description de chaque projet et des informations détaillées sur le secteur, le portefeuille (secteur privé ou secteur public), l'année de la signature et le financement total de la BERD. Publication annuelle.



Transition Report

Le rapport de la BERD sur la transition présente une analyse approfondie des progrès économiques réalisés par les 27 pays d'opérations de la Banque. Ce document offre une analyse approfondie du passage de la planification centrale à l'économie de marché et étudie différents aspects de la situation dans la région. Le rapport de 2004 met l'accent sur le thème des infrastructures. Publication semestrielle (rapport complet en novembre, mise à jour en mai).



Donor Report

Les donateurs et partenaires officiels de cofinancement jouent un rôle crucial dans le travail de la BERD en faveur de la transition. Ce rapport examine la contribution faite sous forme de subventions et de cofinancements pour préparer les investissements de la BERD et soutenir les réformes institutionnelles et les améliorations du climat de l'environnement. Publication annuelle.



A Guide to EBRD Financing

La BERD répond aux besoins de ses clients dans de nombreux secteurs, offrant des solutions de financement novatrices et une approche flexible en matière de structure de projet. Cette brochure présente les différentes formes de financement disponibles ainsi que leurs modalités.



Construire la prospérité (brochure d'information sur la BERD)

Cette brochure de lecture facile décrit le contexte qui a entouré la création de la BERD et présente sa région d'intervention et les types de projets entrepris. Elle indique comment la Banque soutient les réformes économiques, juridiques et démocratique dans la région.

Publié
pour la
première
fois
en
2005

Sustainability Report

La BERD s'attache à réaliser des investissements responsables et axés sur le développement durable. Ce rapport montre comment elle procède pour atteindre ces objectifs et met notamment l'accent sur le travail effectué dans les plus pauvres des pays de la région et sur les efforts de la Banque pour lutter contre le changement climatique. Il souligne les mesures prises pour optimiser l'impact social et environnemental des opérations et présente les résultats obtenus au sein de la Banque elle-même.

Notes aux lecteurs

Taux de change

Les monnaies ont été converties en euros, lorsqu'il y a eu lieu, sur la base des taux de change en vigueur au 31 décembre 2004. (taux de change approximatif de l'euro :
0,71 livre sterling,
1,36 dollar des États-Unis,
139,76 yen japonais.)

Calcul des engagements de la BERD

Les opérations renouvelables réalisées avec le même client dans le cadre de mécanismes saisonniers ou à court terme comme les financements garantis ne sont pas prises en compte dans le calcul des engagements de la BERD pour l'année.

Données économiques

Les données économiques présentées dans le présent Rapport annuel sont fondées sur les estimations au 8 mars 2005.

Assemblée annuelle

L'assemblée annuelle de la BERD réunit les actionnaires (représentés par les gouverneurs) et comprend également un forum des affaires ouvert aux investisseurs potentiels de la région. Pour de plus amples informations, vous pouvez vous adresser au service chargé de l'organisation des assemblées annuelles (Tél : +44 20 7338 6625 ; Fax : +44 20 7338 7320).

La prochaine assemblée annuelle de la BERD se tiendra à Belgrade (Serbie-et-Monténégro) les 22 et 23 mai 2005.

Abréviations et sigles

La Banque, BERD	Banque européenne pour la reconstruction et le développement
BEI	Banque européenne d'investissement
CE	Communauté européenne
CEI	Communauté d'États indépendants
CSN	Compte pour la sûreté nucléaire
CT	Coopération technique
ERY de Macédoine	ex-République yougoslave de Macédoine
FMI	Fonds monétaire international
G-7	Groupe des Sept (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon et Royaume-Uni)
IED	Investissement étranger direct
IFI	Institution financière internationale
MID	Mécanisme d'investissement direct
ONG	Organisation non gouvernementale
PAEC	Programme d'aide aux échanges commerciaux
PEDS	Partenariat pour l'environnement dans le cadre de la dimension septentrionale
PIB	Produit intérieur brut
PME	Petites et moyennes entreprises
PRE	Programme de redressement des entreprises
SFI	Société financière internationale
UE	Union européenne

Production

Anthony Martin

Chef de projet et responsable de la rédaction

Angela Hill

Soutien à la rédaction et recherche photographique

Jon Page

Steven Still

Responsables de la conception graphique et de l'impression

Jo Groeneveld

Soutien à la conception graphique

Olga Lioutyi

Coordinatrice de la traduction

Philippe Gaillard

Françoise Monceaux

Traducteurs

Eric C. Ortega

Correcteur d'épreuves

Patricia Gruel

Soutien à la traduction

Photographies

Page

Aleksandar Andjic	37, 54 à droite, 77
Armeconombank	52
Ball Packaging Europe	44
BP	47
Keith Brofsky	15
Programme environnemental pour la mer Caspienne	50
Cherkizovsky	62
Marilyn Conway	16
BERD	18, 20, 21
Mike Ellis	11, 27, 40, 57
Robert Harding	72
James Hardy	9 à droite
Jim Hodson	54 à gauche
Tomasz Królik	30
Andy Lane	6
Andrzej Luc	12
Administration des ports maritimes de Constanta	42
Photodisc	8
Vladimir Pirogov	67, 70, 74
RIA Novosti	22
Chris Ryan	9 à gauche
Solaris	34
Solvay	65
Colin Spurway	24
Uraltransbank	60
Bill Varie	32

Publié par la

Banque européenne pour la reconstruction et le développement

Rédigé et édité par le Service des publications du Département de la communication.

Versions allemande, française et russe établies par le Service des langues.

Maquette conçue et document produit par le Service du graphisme.

Imprimé en Angleterre par Fulmar Colour Printing, dans le cadre de programmes de recyclage des déchets et du papier.



Le papier utilisé pour la couverture et le texte est un papier qui ménage l'environnement.

Imprimé sur Consort Royal Silk, papier à base de pâte sans chlore élémentaire issue de la sylviculture.

ref: 6303

Couverture : Marché en République kirghize.

Photographe : Vladimir Pirogov.

Banque européenne pour la reconstruction et le développement

One Exchange Square
London EC2A 2JN
Royaume-Uni

Standard téléphonique

Téléphone : +44 20 7338 6000
Télécopie : +44 20 7338 6100
SWIFT : EBRDGB2L

Site web

www.ebrd.com

Demandes relatives aux publications

Téléphone : +44 20 7338 7553
Télécopie : +44 20 7338 6102
Courriel : pubsdesk@ebrd.com

Demandes de renseignements sur la BERD

Téléphone : +44 20 7338 6372
Télécopie : +44 20 7338 6102
Courriel : generalenquiries@ebrd.com

Demandes de renseignements sur les projets

Téléphone : +44 20 7338 7168
Télécopie : +44 20 7338 7380
Courriel : projectenquiries@ebrd.com